21e ANNÉE — T. 40

N° 895 — 20 AVRIL 1939

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Adveniat Regnum Tuum

PARAIT LE 5 ET LE 20 DE CHAQUE MOIS
PRIX DU NUMÉRO : 2 FR. 50
ABONNEMENTS : France; un an : 45 fr.
Étranger; un an : 51 ou 55 fr. selon les pays.

BUREAUX : 5, RUE BAYARD, PARIS-VIIIe
(Chèques postaux : *Maison de la Bonne Presse, Paris,* Cte N° 1668.)

Les Questions Actuelles — Chronique de la Presse — L'Action Catholique — Rev. d'Organisation et de Défense Religieuse

LA SITUATION POLITIQUE EUROPÉENNE

Allemagne, France, Italie

DISCOURS DU CHANCELIER HITLER

(30. I. 39)

Le 30 janvier 1939, à Berlin, à la séance d'ouverture de la session du premier Reichstag « grand allemand », le chancelier A. Hitler a prononcé un discours dans lequel il a exalté l'œuvre du régime nationalsocialiste, réclamé les colonies ex-allemandes et proclamé la force de l'axe Rome-Berlin. Nous reproduisons ci-après in extenso *la traduction de ce discours qu'a donnée « Vœlkerbund », revue de politique internationale paraissant à Genève* (1. 2. 39) :

Députés du Reichstag allemand,

Il y a ce soir six ans, lorsque, à la lueur des torches, des dizaines de milliers de militants nationaux-socialistes défilaient par le Brandenburger Tor pour venir me témoigner, à l'occasion de ma nomination au poste de chancelier du Reich, leur joie délirante et m'assurer de leur fidélité, bien des esprits, en Allemagne comme à Berlin, envisageaient non sans inquiétude le début d'un mouvement dont on ne pouvait ni connaître ni prévoir l'issue.

A ce moment, 13 millions d'électeurs et d'électrices du parti national-socialiste étaient derrière moi. C'était un nombre considérable, mais il ne représentait qu'un peu plus du tiers de tous les votes exprimés. Il est vrai que les autres 20 millions se répartissaient et s'éparpillaient sur 35 autres partis et petits groupements. Ils n'avaient entre eux de commun que la haine à l'égard de notre jeune mouvement, inspirée par leur conscience troublée ou par des visées pires encore. Cette haine, comme cela se produit ailleurs, aujourd'hui encore, unissait des débris du parti du Centre et des athées communistes, des socialistes partisans de la destruction de la propriété et des boursiers capitalistes, des conservateurs partisans de l'Etat et des républicains animés du désir de détruire le Reich. Au cours du long combat mené par le national-socialisme pour conquérir la suprématie, tous ces éléments s'étaient réunis pour défendre leurs intérêts et ils avaient fait cause commune avec la juiverie. Les évêques politiciens des diverses églises leur donnaient la bénédiction. En face de ces éléments dispersés, unis seulement par leurs tendances négatives, se dressait ce tiers d'électeurs fervents composé d'Allemands et d'Allemandes, qui avaient entrepris de recréer le peuple allemand en dépit de toute résistance intérieure et extérieure.

Un miracle de la douzième heure. L'Europe sauvée du bolchevisme (1)

Aujourd'hui, le souvenir de la terrible gravité de l'effondrement d'alors commence à s'estomper peu à peu, mais cependant il est une chose qui n'est pas encore oubliée : seul un miracle de la douzième heure semblait pouvoir sauver l'Allemagne. Or, nous autres, nationaux-socialistes, nous croyions à ce miracle, et nos adversaires se raillaient de notre foi. La pensée de vouloir sauver la nation d'une décadence remontant à quinze ans, par la seule force d'une idée nouvelle, apparaissait comme une fantasmagorie à ceux qui n'appartenaient pas à notre parti. Quant aux Juifs et aux autres ennemis de l'Etat, ils croyaient y voir le dernier tressaillement de la résistance nationale, après la disparition duquel on pouvait espérer détruire définitivement, non seulement l'Allemagne, mais encore l'Europe. Le Reich allemand, s'il avait alors sombré dans le chaos bolchevique, aurait précipité tout l'Occident dans une crise d'une ampleur incommensurable. Seuls les plus bornés des insulaires peuvent s'imaginer que la peste rouge se serait arrêtée spontanément devant la sainteté d'une idée démocratique ou qu'elle aurait fait halte aux portes des Etats désintéressés. Avec Mussolini et le fascisme italien, le sauvetage de l'Europe avait commencé sur un point de ce continent. Le national-socialisme a entrepris et réussi ce sauvetage sur un autre point et aujourd'hui nous assistons dans un autre pays au même spectacle de l'écrasement d'une tentative judéo-internationale de destruction de la culture européenne, grâce à la bravoure de ceux qui se sont opposés à cette agression.

Qu'est-ce que six ans dans la vie d'un homme ? A plus forte raison, qu'est-ce que six ans dans la vie des nations ? Dans un délai aussi bref, on ne voit guère que les symptômes d'une stagnation générale, d'une régression ou d'un progrès. Cependant, les six années que l'Allemagne vient de vivre ont abondé en événements d'une extrême importance pour l'histoire de notre pays. Le 30 janvier 1933, je suis entré à la Wilhelmstrasse, profondément soucieux de l'avenir de mon peuple. Aujourd'hui — six ans après — je suis à même d'adresser la parole au premier Reichstag de la Grande Allemagne. En vérité, plus que tout autre génération peut-être, il nous est donné d'apprécier le sens profond de cette parole : « Quel retour de fortune, grâce à Dieu ! »

Les rêves séculaires se réalisent en six ans.

Six années ont suffi pour réaliser les rêves séculaires. Il a suffi d'un an pour donner à notre peuple l'unité que de nombreuses générations se sont en vain efforcées de réaliser. En vous voyant aujourd'hui, rassemblés ici autour de moi, représentants de notre peuple allemand, venus de toutes les régions du Reich, en reconnaissant parmi vous les nouveaux élus de la Marche orientale et du pays des Sudètes, je revis en esprit les formidables événements d'une année qui fut l'épanouissement d'une œuvre séculaire. Pour atteindre ce but, que de sang a coulé en vain ! Que de millions d'Allemands ont pendant plus de mille ans subi les affres d'une mort rapide ou douloureuse au service conscient ou inconscient de cet idéal ! Combien d'autres ont été condamnés à terminer entre les murs d'une forteresse ou d'un cachot une vie qu'ils voulaient consacrer à la Grande Allemagne ! Combien de centaines de milliers d'hommes ont dû s'exiler avec l'interminable théorie des émigrants allemands durement atteints par la misère et les soucis, pensant encore, après de longues années, à leur malheureuse patrie que les générations suivantes oubliaient ! Et voilà qu'à présent, en une seule année, ce rêve s'est réalisé. Il ne s'est pas réalisé sans combats, comme des étourdis se plaisent peut-être à le croire.

Avant cette année de l'union allemande, il a fallu, pendant près de vingt ans, mener une lutte acharnée pour faire triompher une idée politique. Des centaines de milliers, des millions d'hommes y ont consacré tout leur être, voué leur existence physique et économique, se sont laissé abreuver de railleries et de mépris et ont également accepté les mauvais traitements, les misérables calomnies et un régime de terreur à peine supportable. D'innombrables morts et blessés couverts de sang, dans toutes les régions allemandes, sont les témoins de ce combat. En outre, notre succès a été

(1) Les sous-titres sont du *Voelkerbund*.

acquis grâce à l'incommensurable force de volonté et grâce à l'énergie de nos résolutions vaillantes et fanatiques. Si je rappelle ces faits, c'est que certains, qui n'ont pris en réalité qu'une part minime au succès de l'unification allemande, ne sont que trop enclins à se targuer impudemment du mérite d'avoir créé notre Reich, ou encore estiment que tous les événements de l'année 1938 ne sont que l'aboutissement d'une évolution naturelle dont c'est, malheureusement, le national-socialisme qui, tardivement du reste, a recueilli les fruits. Je tiens à constater, en ce qui concerne les éléments en question, que, pour mener à bien les entreprises de 1938, il fallait une énergie dont ces êtres falots ne possèdent pas la moindre étincelle. Ceux dont je parle, ce sont les incorrigibles pessimistes, les sceptiques et les indifférents qui, au cours de nos luttes de vingt ans, ne nous ont prêté aucun concours positif, mais qui, après la victoire, croient devoir, en leur qualité d'experts en matière de relèvement national, y aller de leurs gloses.

La mémorable année 1938 et le rétablissement du droit de libre disposition des peuples.

Je vais brièvement faire un exposé objectif des événements historiques de la mémorable année 1938.

Parmi les 14 points que le président américain Wilson avait assurés à l'Allemagne, au cas où elle déposerait les armes, comme base de la paix mondiale à organiser — et cela au nom des autres alliés aussi, — se trouvait la phrase fondamentale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les peuples ne devaient pas passer d'une souveraineté à l'autre, comme une marchandise, par les artifices de la diplomatie, mais ils devaient, au nom des droits les plus sacrés de la nature, décider eux-mêmes de leur vie, et ainsi, de leur existence politique.

La proclamation de ce principe pouvait être d'une importance fondamentale. En fait, par la suite, les puissances alliées d'alors se sont servies de ces thèses lorsqu'elles ont pu les utiliser pour leurs buts égoïstes. C'est ainsi qu'on refuse à l'Allemagne ses possessions coloniales en affirmant que les habitants et les indigènes ne peuvent lui être rendus contre leur volonté, volonté dont personne d'ailleurs ne s'était naturellement soucié en 1918. Cependant, qu'on se pose, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en protecteur des tribus nègres primitives, on a refusé en 1918 d'accorder au peuple allemand, parvenu à la plus haute civilisation, les droits généraux d'humanité qui lui avaient été promis solennellement auparavant.

Des millions de citoyens allemands ont été contre leur gré arrachés au Reich ou empêchés de se réunir à lui. En opposition flagrante avec la promesse de la reconnaissance du droit de libre disposition, le traité de Versailles a même interdit aux Allemands de la Marche orientale de s'unir au Reich au moment même où des plébiscites indiquaient que ces populations voulaient faire usage de leur droit de libre disposition. Les tentatives faites dans la voie recommandée des revisions raisonnables en vue d'amener une modification de la situation, avaient jusqu'à présent toutes échoué, et il leur était impossible de réussir à l'avenir, étant donné l'attitude bien connue des puissances de Versailles. Du reste, les articles du pacte de la Société des Nations, concernant la revision, n'avaient qu'une importance toute platonique.

Schuschnigg manque à la parole donnée. Libération de la Marche orientale.

Moi-même, fils de la terre autrichienne, j'avais le désir sacré de résoudre cette question afin de ramener ma patrie au Reich. En janvier 1938, j'ai pris l'irrévocable décision d'obtenir, d'une manière ou de l'autre, au cours de cette année, le droit de libre disposition pour les six millions et demi d'Allemands vivant en Autriche.

1. J'ai invité M. Schuschnigg, alors chancelier de la Confédération autrichienne, à venir à Berchtesgaden, et je l'ai assuré que le Reich allemand ne tolérerait plus que ses compatriotes allemands fussent encore opprimés, et que je lui laissais le soin d'aborder la solution définitive de ce problème par la voie d'un accord raisonnable et équitable. Je lui fis savoir catégoriquement qu'autrement j'emploierais d'autres moyens appropriés pour obtenir de force la liberté de ces six millions et demi d'Allemands et pour leur assurer le droit de disposer librement d'eux-mêmes. Il résulta de cette conversation une convention qui permettait d'espérer la solution de ce problème délicat par la voie d'une entente générale.

2. Dans mon discours au Reichstag du 22 février, j'ai déclaré que le sort des dix millions d'Allemands de l'Europe centrale, arrachés contre leur gré à la mère patrie, ne pouvait plus laisser le Reich indifférent, et qu'en tout premier lieu toute nouvelle mesure d'oppression et tout mauvais traitement à l'égard de ces Allemands provoqueraient une énergique riposte.

Quelques jours après, M. Schuschnigg résolut de violer de façon flagrante l'entente conclue à Berchtesgaden. En organisant une comédie de plébiscite, il voulait, par une supercherie insensée, empêcher ces six millions et demi d'Allemands de faire valoir leur droit de libre disposition et d'exprimer leur volonté nationale par les voies de la légalité. Le mercredi soir 9 mars, le discours prononcé par Schuschnigg à Innsbruck me mit au courant de cette intention. Dans la nuit du mercredi au jeudi, je décrétai la mobilisation d'un certain nombre de divisions d'infanterie et de divisions motorisées en leur ordonnant de franchir la frontière le samedi 12 mars, à 8 heures, afin de libérer la Marche orientale. Le vendredi matin 11 mars, la mobilisation de ces formations de l'armée et de sections d'assaut était terminée. Les troupes opérèrent leur concentration au cours de la même journée, et l'après-midi, sous la pression des événements et en raison du soulèvement de nos compatriotes de la Marche orientale, Schuschnigg donna sa démission.

Le vendredi soir, je fus prié de donner l'ordre à l'armée allemande de pénétrer en Autriche afin d'empêcher que des troubles dont la portée eût été incalculable n'éclatent dans ce pays. A 22 heures déjà, nos soldats franchirent la frontière sur de nombreux points. Le lendemain, à partir de 6 heures du matin, commença la pénétration du gros des troupes qui furent accueillies en Autriche par les acclamations enthousiastes de la population définitivement délivrée. Le dimanche 13 mars, par les deux lois que vous connaissez, je décidai, à Linz, la réunion de la Marche orientale au Reich allemand et j'ordonnai que l'ancienne armée de la Confédération me prête serment en ma qualité de chef suprême de l'armée allemande. Deux jours plus tard, eut lieu à Vienne la première grande revue militaire.

Tous ces événements se sont déroulés avec la rapidité de l'éclair. La confiance en la célérité et en l'énergie de la nouvelle armée allemande n'a pas été déçue ; bien au contraire, elle fut largement dépassée. Notre foi dans l'excellence de notre magnifique armée reçut sa confirmation en quelques jours.

Les premières élections au Reichstag de la grande Allemagne, qui eurent lieu le 10 avril, firent connaître l'assentiment de l'écrasante majorité de la nation allemande, puisque 99 pour 100 des électeurs, en chiffres ronds, s'étaient prononcés dans le sens du rattachement.

Les provocations de Benès et le rattachement des Allemands des Sudètes au Reich.

Quelques semaines plus tard, à l'instigation de la campagne internationale d'excitation menée par certains journaux et par certains politiciens, la Tchéco-Slovaquie commença à aggraver les mesures d'oppression à l'égard des Allemands vivant dans ce pays. Près de trois millions et demi de nos compatriotes demeuraient en Tchéco-Slovaquie dans des territoires d'établissement homogène dont la majeure partie se trouvait à proximité des frontières du Reich. En comptant les Allemands chassés au cours de ces vingt dernières années par le terrorisme tchèque, il y avait plus de quatre

millions d'êtres humains de nationalité allemande qui étaient retenus contre leur gré dans cet Etat et qui y étaient plus ou moins maltraités. Aucune puissance mondiale soucieuse de son honneur n'aurait à la longue toléré un tel état de choses, et n'y serait restée indifférente. L'homme responsable de ces événements qui peu à peu firent de la Tchéco-Slovaquie le foyer de tous les éléments hostiles au Reich était M. Benès, alors président de la République tchéco-slovaque. A l'instigation et avec la collaboration de certains milieux étrangers, il a procédé, au mois de mai de l'an passé, à la mobilisation tchèque, ayant pour objet tout d'abord de provoquer le Reich allemand et ensuite d'abaisser le prestige international du Reich allemand. Bien que j'eusse par deux fois fait transmettre à M. Benès, président de la République tchèque, une déclaration assurant que l'Allemagne n'avait pas mobilisé un seul soldat, bien que les mêmes assurances eussent été données aux représentants de puissances étrangères, on inventa toutes pièces et on répandit une fable prétendant que la Tchéco-Slovaquie avait été forcée de mobiliser à la suite de la mobilisation allemande et qu'alors l'Allemagne avait dû arrêter sa mobilisation et renoncer à ses projets. M. Benès laissa se propager une version selon laquelle le Reich allemand aurait été ramené à la raison grâce à la décision de la Tchéco-Slovaquie. Comme l'Allemagne n'avait pas mobilisé et qu'elle n'avait nullement l'intention d'attaquer la Tchéco-Slovaquie, il devait à coup sûr en résulter une grave diminution de prestige pour le Reich. Aussi, en présence de cette intolérable provocation qu'aggravèrent encore d'infâmes poursuites et des mesures de terrorisation contre les Allemands de Tchéco-Slovaquie, me suis-je décidé à résoudre définitivement et d'une manière radicale la question des Allemands des Sudètes.

Le 28 mai, je donnai l'ordre de préparer l'action militaire contre cet Etat avec, comme date finale, le 2 octobre. Je donnai l'ordre d'accélérer la construction de notre gigantesque front défensif à l'Ouest. Pour le règlement de comptes avec M. Benès et pour la protection du Reich contre d'autres tentatives d'intimidation et contre des menaces, la mobilisation immédiate de 96 divisions avait été tout d'abord prévue. Cette mobilisation devait être suivie dans un court délai de celle d'un plus grand nombre d'unités semblables.

Le développement de la situation au cours de l'été et la situation des Allemands en Tchéco-Slovaquie donna raison à ces préparatifs. Les différentes phases de la solution définitive de ce problème appartiennent à l'histoire.

Les préparatifs militaires qui s'étendaient à l'armée tout entière, aux unités de S. S. et de S. A., et, dans le cas de l'Autriche, à de nombreuses troupes de police, firent leurs preuves de la façon la plus extraordinaire.

A l'Ouest, l'organisation du Dr Todt, sous la conduite de son chef génial et grâce au dévouement de tous les soldats travaillant là-bas, des hommes du service du travail et des ouvriers, atteignit un résultat unique dans l'histoire, et que, jusqu'à maintenant, on ne croyait pas possible.

Quand certains journaux et certains politiciens dans le monde prétendent qu'en agissant ainsi l'Allemagne a menacé d'autres peuples par des chantages militaires, ces affirmations constituent une grossière déformation des faits. Dans une région où ni les Anglais ni les autres nations occidentales n'ont rien à voir, l'Allemagne a assuré à dix millions d'Allemands le droit de disposer d'eux-mêmes. L'Allemagne, en agissant ainsi, n'a menacé personne, elle s'est seulement défendue contre les tentatives d'immixtion de tiers.

Je n'ai pas besoin de vous assurer qu'à l'avenir non plus nous ne tolérerons pas que les Etats occidentaux essayent de se mêler de questions qui ne regardent que nous, pour empêcher par leurs interventions des solutions naturelles et raisonnables.

Aussi, nous avons été heureux que, grâce à l'initiative de Benito Mussolini, et grâce aux dispositions bienveillantes, et que nous estimons très haut, de Chamberlain et de Daladier, on ait réussi à trouver les éléments d'une convention qui n'a pas seulement permis la solution pacifique d'une question qu'on ne pouvait plus ajourner, mais qui peut servir d'exemple et montrer qu'il est possible de traiter et de résoudre d'une façon raisonnable certains problèmes d'importance vitale. Sans la ferme volonté de résoudre ce problème d'une façon ou d'une autre, on ne serait pas arrivé à un pareil accord des grandes puissances européennes.

Le peuple allemand des Sudètes, de son côté, a donné son assentiment à son incorporation dans le grand Reich allemand, avec la majorité écrasante qui s'était manifestée au moment de l'élection du premier Reichstag de la Grande Allemagne. Nous avons ainsi une représentation du peuple allemand qui peut prétendre à être considérée comme une assemblée vraiment « faiseuse » de Constitution.

Tels ont été les événements marquants de cette année historique.

1938 marque le triomphe d'une idée.

En tout cas, il me faut déclarer aujourd'hui, devant la nation, que l'année 1938 a été essentiellement l'année du triomphe d'une idée. Une idée a uni un peuple, à la différence des siècles antérieurs où l'on croyait ne pouvoir confier cette tâche qu'à l'épée.

Lorsque les soldats allemands pénétrèrent en Autriche et dans le Pays des Sudètes, ce fut contre les oppresseurs du peuple et, par conséquent, à titre de défenseurs de la collectivité nationale-socialiste à laquelle ces millions d'Allemands étaient depuis longtemps dévoués corps et âme. La bannière du Reich national-socialiste était, pour les Allemands d'Autriche et du Pays des Sudètes, un symbole qu'ils chérissaient en dépit de l'oppression dont ils étaient victimes. Or, c'est justement en cela que réside la différence capitale entre la création de la Grande Allemagne et les tentatives analogues entreprises au cours des siècles passés. On voulait jadis forcer les différentes souches allemandes à se réunir en un Reich unique, mais aujourd'hui, c'est le peuple allemand qui a forcé les adversaires du Reich à s'incliner devant sa volonté d'union. En moins de huit mois s'est accompli l'un des bouleversements les plus remarquables qu'ait connus l'Europe.

Alors qu'autrefois, c'étaient surtout les soi-disant aspirations des diverses souches et des divers pays, ou encore l'égoïsme des princes allemands qui s'opposaient à toute unité nationale véritable, ce furent, cette fois, après l'élimination des ennemis intérieurs du Reich, les profiteurs internationaux du morcellement de l'Allemagne qui tentèrent un dernier effort pour empêcher cette union. Aussi, ne fut-il plus nécessaire de tirer l'épée pour réaliser l'unité nationale ; il suffit de la brandir pour protéger cette unité contre la menace extérieure. La jeune armée du Reich s'est brillamment comportée dans cette première épreuve.

Coup d'œil sur l'avenir.

Aujourd'hui, après six ans de gouvernement, lorsque je jette les yeux sur l'avenir du peuple allemand et du Reich allemand, je ne puis m'empêcher d'exprimer la profonde confiance qui emplit mon cœur. L'unité du peuple allemand, dont vous, députés du Reichstag, vous êtes et resterez en toute première ligne les garants, me donne la certitude que, quelles que soient les missions qui incombent à notre peuple, l'Etat national-socialiste en viendra tôt ou tard à bout, que, quelles que soient les difficultés qui nous restent encore à surmonter, l'énergie et le courage des dirigeants sauront les maîtriser. Je suis également convaincu que le peuple allemand, averti par les leçons d'un passé récent, suivra ses chefs avec une indomptable résolution.

La question économique

Les erreurs de jugement de l'étranger sur la politique économique de l'Allemagne.

Nous vivons aujourd'hui à une époque où retentissent sans cesse les cris des démocrates défenseurs de la morale et soucieux d'améliorer le monde. D'après les exposés de ces apôtres, on pourrait s'imaginer que le monde entier guette sans cesse le moment de délivrer

le peuple allemand de son malheur pour le ramener à l'état heureux de la fraternité universelle et de l'assistance internationale que nous autres Allemands nous avons eu l'occasion de mettre si merveilleusement à l'épreuve au cours des quinze années qui ont précédé l'avènement du national-socialisme. Dans les discours et dans les journaux de ces démocraties, nous apprenons chaque jour les difficultés avec lesquelles, nous autres Allemands, nous avons à lutter. On constate cependant une différence entre les discours des hommes d'Etat et entre les articles de fond des correspondants de journaux, en ce sens que les uns nous plaignent ou nous préconisent, avec onction, les remèdes bien connus qui, malheureusement ne semblent pas toujours très efficaces, à ce qu'il semble, dans leur propre pays, alors que les journalistes dévoilent un peu plus franchement leur véritable manière de voir. Ils nous apprennent avec une assurance maligne que nous souffrons de la faim ou que nous en souffrirons bientôt s'il plaît à Dieu, que nous périrons d'une crise financière ou d'une crise de production, et que si ces événements ne se produisent pas, notre ruine viendra certainement d'une crise de consommation. La clairvoyance si souvent éprouvée de ces doctes professeurs démocrates d'économie mondiale n'aboutit pas toujours à des diagnostics uniformes.

Dans cette dernière semaine seule, nous avons pu lire en même temps au sujet de la concentration et du renforcement de la volonté allemande de s'affirmer :

1° Que l'Allemagne possède bien un excédent de production, mais qu'elle périra faute de consommation ;

2° Que l'Allemagne a sans aucun doute un besoin énorme de consommation, mais qu'elle périra faute de production ;

3° Que nous nous écroulerons fatalement sous le fardeau écrasant de nos dettes ;

4° Que nous ne voulons pas faire de dettes, mais que nous contrevenons également en ce domaine, par les méthodes nationales-socialistes, aux derniers principes sacro-saints du capitalisme privé. Aussi demande-t-on à Dieu que nous périssions ;

5° Que le peuple allemand se révolte à cause de son bas standard d'existence ;

6° Que l'Etat ne pourra maintenir plus longtemps le standard de vie élevé du peuple allemand, etc.

Toutes ces assertions, ainsi que bien d'autres dissertations analogues de nos bons démocrates théologiens de l'économie mondiale ont eu des précédents dans les innombrables théories qui ont été mises en avant, alors que le mouvement national-socialiste luttait encore pour la conquête du pouvoir, et tout particulièrement durant ces six dernières années. Ces plaintes et ces prophéties ne sont sincères qu'en un seul point, à savoir le seul désir démocratique sincère de voir finalement périr le peuple allemand et tout particulièrement l'Allemagne nationale-socialiste actuelle. Il est un point, toutefois, sur lequel il n'existe aucun doute pour le peuple allemand et pour nous-mêmes :

Sans aucun doute, l'Allemagne se trouve dans une situation économique particulièrement difficile. On peut dire même que, depuis 1918, elle a pu paraître à de nombreuses gens comme sans espoir. Mais alors qu'après 1918 on se contentait de capituler ou on s'en remettait au monde qui nous abandonna, le national-socialisme a éveillé la volonté de conservation de la nation, et il a été couronné d'un succès extraordinaire. De sorte que je puis dire ceci :

1° Nous avons combattu vraiment dans une lutte énorme où nous avons déployé toute la force de notre peuple ;

2° Nous gagnerons à fond cette bataille, et nous l'avons même déjà gagnée.

La cause des difficultés économiques.

Quelle est donc la cause de toutes nos difficultés économiques ? Elle réside dans le surpeuplement de notre espace vital ! A ce propos, je ne puis exposer qu'un fait et poser une question aux critiques pontifiants des démocraties occidentales et extra-européennes.

Le fait, c'est que le peuple allemand vit à raison de 135 habitants au kilomètre carré sans aucune aide de l'extérieur et sans disposer de toutes les réserves d'autrefois. Pillé pendant quinze ans par le reste du monde, grevé de dettes formidables, sans colonies, il réussit néanmoins à se nourrir et à se vêtir, et il ne compte pas de chômeurs.

Quant à la question, la voici : laquelle de nos soi-disant grandes démocraties serait en mesure d'accomplir un pareil tour de force ? Si nous avons, pour y réussir, dû nous engager dans des chemins spéciaux, c'est tout simplement parce que des circonstances également spéciales nous y ont forcés. Ces circonstances étaient si graves qu'elles ne peuvent nullement se comparer à la situation des autres grands Etats. Il y a, sur cette terre, des Etats qui n'ont pas, comme l'Allemagne, 135 habitants au kilomètre carré, mais qui en comptent 5 à 11, et qui, néanmoins, possèdent une énorme superficie de terres arables qu'ils laissent en friche, disposent de toutes les richesses du sol qu'on peut imaginer, trouvent chez eux en abondance du charbon, du fer et des minerais, et qui, pourtant, ne réussissent même pas à résoudre leurs problèmes sociaux, à supprimer chez eux le chômage et à soulager la misère.

Les représentants de ces Etats se réfèrent aux qualités merveilleuses de leurs démocraties ; qu'ils le fassent pour l'usage interne. Nous, en tout cas, aussi longtemps que nous avions en Allemagne une image de cette démocratie, nous avons eu sept millions de chômeurs, une économie à la veille d'être complètement ruinée et une société à la veille de la révolution.

Maintenant, malgré nos difficultés, nous avons résolu ces problèmes grâce à notre régime et à notre organisation intérieure. Est-ce que les représentants des démocraties étrangères peuvent alors s'étonner que nous considérions notre régime actuel comme meilleur que celui que nous avions auparavant ?

Peuvent-ils s'étonner, surtout, que le peuple allemand donne son assentiment au régime actuel et ne veuille rien savoir du précédent ?

Or, un régime soutenu par 99 pour 100 de l'ensemble des citoyens ne constitue-t-il pas en dernière analyse une démocratie d'un tout autre genre que le régime breveté de certains Etats qui souvent ne réussit à se maintenir qu'en recourant aux plus scabreux moyens de la pression électorale ?

Comment se permet-on surtout de vouloir généreusement nous octroyer ce que nous possédons sous une forme bien plus claire et bien meilleure, à savoir la conception de la souveraineté populaire ? Cependant, pour ce qui est des méthodes qu'on nous préconise, elles se sont avérées totalement inutilisables dans notre pays. On déclare, dans ces Etats, que l'on croit néanmoins qu'entre démocraties et « dictatures » une collaboration pourrait être possible. Que signifie cette assertion ? La question de la forme de l'Etat ou de l'organisation d'une collectivité ethnique ne saurait faire l'objet d'une discussion internationale. Peu nous importe, à nous autres Allemands, la forme de gouvernement choisie par d'autres peuples. Il nous est totalement indifférent que l'on exporte ou non le national-socialisme qui est notre création tout comme le fascisme est la création de l'Italie. Nous n'y avons, en effet, aucun intérêt.

Nous ne voyons aucun avantage à exporter le national-socialisme en tant qu'idée ; nous n'avons pas non plus de raison de faire la guerre à d'autres peuples parce qu'ils sont démocrates.

L'affirmation que l'Allemagne nationale-socialiste attaquera ou partagera bientôt l'Amérique du Nord ou l'Amérique du Sud, l'Australie, la Chine ou même les Pays-Bas — et cela parce que d'autres régimes sont au pouvoir dans ces pays, — cette affirmation ne peut être complétée que par la prophétie que nous avons l'intention d'occuper ensuite la Lune.

Notre Etat et notre peuple vivent dans des conditions économiques très difficiles. Le régime qui nous a précédés a capitulé devant les difficultés de cette tâche et en raison de toute sa structure. Il n'était pas à même d'engager la lutte contre ces difficultés. Or, le national-socialisme ignore le mot capitulation en matière tant de politique intérieure que de politique extérieure. Il est animé de la décision brutale d'aborder les pro-

blèmes qui doivent être résolus et de les résoudre d'une manière ou de l'autre. Nous n'ignorons pas que, les choses étant ce qu'elles sont, nous devons substituer aux moyens matériels qui nous manquent un travail acharné et l'extrême concentration de toute notre énergie productive.

Lorsqu'on vit dans un pays où les bananes poussent à portée de la main, on a certainement l'existence plus facile que le paysan allemand qui doit peiner toute l'année pour cultiver son champ. Ce que nous nous refusons à admettre, c'est que cet heureux mortel, à qui la cueillette des bananes laisse le loisir de s'occuper de politique internationale, critique l'activité du paysan allemand. Si certaines méthodes de notre politique économique semblent nuisibles à d'autres pays, ils peuvent s'en prendre à eux-mêmes, car c'est la politique économique de haine aussi déraisonnable qu'inutile des anciennes puissances victorieuses à notre égard qui en est une des causes principales.

Les inéluctables nécessités économiques de l'Allemagne. Démence des vainqueurs.

Je tiens, députés du Reichstag, à vous exposer succinctement, ainsi qu'à tout le peuple allemand, comme je l'ai déjà fait si souvent, la situation dans laquelle nous nous trouvons, et dont nous devons nous accommoder à moins d'essayer de la changer. L'Allemagne était, avant la guerre, une puissance économique mondiale en plein essor. Elle participait au commerce international en respectant les lois économiques alors généralement en vigueur et en se conformant aux méthodes de ce commerce.

Je n'ai pas besoin de dire un mot au sujet de la nécessité impérieuse de participer à l'activité commerciale internationale. C'est, en effet, être bien prétentieux que de supposer que le bon Dieu n'a créé le monde que pour une ou deux nations.

Tout peuple a le droit d'assurer son existence sur cette terre. Le peuple allemand est l'un des plus anciens peuples civilisés de l'Europe. Sa contribution à la civilisation humaine ne consiste pas en quelques phrases de politiciens ; depuis toujours, elle s'est traduite par des actes, par des actes positifs. Ce peuple a exactement le même droit que tout autre à participer à la mise en valeur de ce continent.

Néanmoins, même en temps de paix, certains milieux anglais notamment ont soutenu la thèse, qu'au point de vue économique on ne peut que qualifier de puérile, selon laquelle l'anéantissement de l'Allemagne accroîtrait énormément les bénéfices commerciaux de la Grande-Bretagne. A cela s'ajoutait encore le fait qu'on croyait s'apercevoir que l'Allemagne d'alors ne paraissait pas devoir se plier docilement aux visées juives de domination mondiale qui commençaient à se faire jour, et c'est pourquoi ces milieux mirent tout en œuvre pour pousser à la guerre contre l'Allemagne. La guerre mondiale, dans laquelle l'Allemagne se laissa entraîner tout simplement par une fidélité à ses alliances qui certainement fut alors faussement interprétée, se termina, au bout de plus de quatre ans, par le fantastique appel du célèbre président américain Wilson. Ses fameux 14 points, complétés ultérieurement par 4 autres, représentent les engagements solennellement contractés par les puissances alliées, et sur la base desquels l'Allemagne déposa les armes. Après l'armistice, ces engagements furent violés sans vergogne. C'est ici que débuta la démence des puissances victorieuses qui voulurent transformer le fléau de la guerre en une guerre permanente en temps de paix. Si cet état de choses est aujourd'hui en majeure partie supprimé, ce n'est pas parce que les hommes d'Etat des démocraties sont devenus perspicaces ou sont animés d'un souci d'équité, mais c'est uniquement parce que la nation allemande, revenue à elle, a retrouvé sa force. C'est un fait, en tout cas, qu'à la fin de la guerre mondiale on aurait dû, en réfléchissant raisonnablement, aboutir à la conclusion qu'aucun Etat n'avait tiré de cette aventure un bénéfice tangible. Les ingénieux économistes britanniques qui, auparavant, écrivaient dans leurs articles que l'anéantissement de l'Allemagne accroîtrait la richesse de tout sujet britannique et développerait la prospérité de leur pays, après avoir été durement démentis par la réalité, durent bientôt se taire, tout au moins pendant un certain temps après la guerre.

Depuis quelques mois, toutefois, on commence à voir reparaître peu à peu des thèses tout aussi transcendantes dans les discours de certains politiciens anglais et dans les articles de fond de ces journalistes. Pourquoi a-t-on fait la guerre mondiale ? Pour anéantir la flotte allemande qui était la deuxième du monde ? En tout cas, la guerre a eu pour résultat que deux autres Etats sont maintenant venus prendre rang devant l'Allemagne et occupent sa place. Etait-ce pour éliminer le commerce allemand ? L'anéantissement du commerce allemand a causé à l'Angleterre un préjudice au moins aussi considérable qu'à l'Allemagne. L'Angleterre et les Anglais ne se sont pas enrichis. L'a-t-on faite afin de supprimer l'Empire allemand pour tout autre motif ? Le Reich allemand est aujourd'hui plus fort que jamais. Pour implanter, peut-être, la démocratie occidentale dans le monde ? Cette démocratie à l'ancienne mode a perdu du terrain et a été rejetée par de grandes parties du monde, et, des rives de l'Océan Pacifique, en Extrême-Orient, jusqu'à la mer du Nord et jusqu'au littoral de la Méditerranée, d'autres formes de gouvernement se développent avec rapidité. Tous les profits qu'on a pu tirer de la guerre ont été effacés non seulement par les énormes sacrifices de vies humaines, mais encore de biens matériels, qu'elle a exigés, mais aussi par les lourdes charges dont la production est constamment restée grevée, et qui ont surtout pesé sur les budgets de divers Etats. Or, c'est un fait qu'on aurait pu et dû constater dès la fin de la guerre. Si l'on y avait pris garde, on aurait sans doute abouti à des conclusions différentes en ce qui concerne la teneur des traités de paix. Quand on examine, par exemple, les sommes qui, en 1919 et en 1920, étaient inscrites au titre des réparations pouvant être fournies par l'Allemagne, on se rend compte que les auteurs de ces calculs ont donné une preuve mémorable de leur manque de jugement, précisément en matière d'appréciation des possibilités d'ordre économique. Ces prévisions dépassent tellement les limites des exigences économiques raisonnables que le désir d'anéantir le monde entier doit être considéré comme l'unique mobile dont s'inspirait une méthode qu'on ne saurait, par ailleurs, que qualifier d'insensée. En effet, à ce moment, la situation se présentait ainsi : tout d'abord, on avait fait la guerre pour exclure l'Allemagne du commerce mondial. En conséquence, pour atteindre ce but de guerre, il aurait fallu que le traité de paix transformât l'Allemagne en une autarcie. En d'autres termes, les Etats qui se sentaient menacés par le commerce mondial de l'Allemagne auraient dû, à la fin de la guerre, mettre à la disposition du peuple allemand un espace lui permettant de subsister par ses propres moyens, en lui intimant l'ordre de subvenir à ses besoins au moyen des ressources de ce territoire et d'avoir à s'abstenir de toute relation d'ordre économique avec les autres nations du monde. Or, on n'a pas agi de la sorte ; on a fait la guerre mondiale pour éliminer l'Allemagne du commerce international — tel était le seul véritable motif de l'attitude des bellicistes d'alors — et l'on a grevé l'Etat vaincu d'une dette internationale au titre des réparations dont il ne pouvait s'acquitter qu'en doublant son activité sur le marché mondial. En outre, pour ôter à l'Allemagne toute velléité et toute possibilité de pratiquer l'autarcie, on va même jusqu'à lui enlever son domaine colonial, acquis par voie d'achat et par traités. Par conséquent, le peuple le plus fort de l'Europe centrale se voit, par une série de manœuvres vraiment géniales, contraint à tout prix d'exporter encore beaucoup plus qu'autrefois. En effet, les exportations allemandes doivent désormais suffire non seulement à parer aux besoins du Reich, mais encore à réunir, pour payer les réparations, des sommes astronomiques, ce qui revient à dire que, pour payer un mark au titre des réparations, l'Allemagne devait exporter une valeur de 3 à 4 marks, car, à la longue, elle ne pouvait naturellement pas tirer ces sommes gigantesques de sa propre substance ; c'était

sur ses bénéfices qu'elle devait les prélever. Or, comme elle n'était pas en mesure de s'acquitter de telles obligations, les puissances victorieuses allèrent jusqu'à lui accorder des emprunts afin de lui permettre de reprendre sa place sur le marché mondial, alors que dix à douze millions d'hommes étaient tombés sur les champs de bataille dans le seul et unique dessein de débarrasser ce marché de la concurrence allemande. Il suffit de rappeler incidemment que cette folie finit par provoquer des hausses exagérées, jeta la confusion dans toutes les économies nationales et fut la cause de graves crises monétaires.

Toute l'attitude des soi-disant puissances victorieuses à la fin de la guerre mondiale était déraisonnable autant qu'irresponsable. Moralement, le vol des colonies allemandes était une injustice. Economiquement, c'était de la folie pure. Politiquement, il était motivé d'une façon si vulgaire qu'on est tenté de qualifier ce vol d'insensé.

En 1918, à la fin de la guerre, on aurait eu vraiment l'autorité nécessaire pour amener un règlement raisonnable des problèmes internationaux. On ne peut pas excuser le fait qu'un pareil règlement fait défaut en disant que les peuples étaient trop échauffés pour écouter la voix des hommes d'Etat raisonnables. Cela ne parlerait pas, d'ailleurs, en faveur des démocraties.

Les hommes d'Etat eux-mêmes n'avaient aucune idée de ce qu'ils faisaient ni des conséquences qui pouvaient en résulter.

En fait, le problème décisif, à la fin de la guerre, était posé d'une façon encore plus aiguë qu'au début de la guerre. Ce problème était le suivant :

La question des colonies

Possédants et non-possédants.

Comment peut-on assurer une répartition juste et raisonnable des richesses du monde entre toutes les grandes nations. Car personne ne peut accepter sérieusement que, comme dans le cas de l'Allemagne, une masse de quatre-vingt millions d'hommes soit indéfiniment condamnée au rôle de paria ou contrainte à rester éternellement immobile sous le prétexte de prétendus titres de propriété ridicules et acquis par la violence. Et cela ne s'applique pas seulement à l'Allemagne, mais également à tous les peuples qui sont dans la même situation.

Ou bien les richesses du monde sont réparties par la violence, et alors cette répartition sera toujours corrigée de temps en temps par la violence ; ou bien la répartition s'effectue suivant le point de vue de l'équité, et par conséquent de la raison, et alors l'équité et la raison doivent véritablement servir la justice et, en fin de compte, les buts que l'on poursuit.

Mais prétendre qu'il est permis à un peuple quelconque de s'emparer par la force d'un territoire et de défendre ensuite ce vol au nom de théories morales, c'est peut-être satisfaisant, et surtout commode, pour le possesseur ; mais pour le non-possesseur, c'est peu important, inintéressant, et cela n'engage à rien.

On ne résout pas non plus le problème parce qu'un grand homme d'Etat déclare simplement, avec une grimace sarcastique, qu'il y a des nations qui possèdent, et que, par conséquent, les autres nations sont pour toujours des indigentes.

Ces points de vue peuvent peut-être servir de directives à l'intérieur des démocraties capitalistes dans la solution de leurs questions sociales. Les Etats où le peuple gouverne vraiment rejettent de pareilles théories, aussi bien pour l'usage interne que pour l'usage externe.

Il n'y a pas de peuple né indigent et de peuple né possesseur. Mais les situations de possesseur dans ce monde résultent du développement historique.

On peut concevoir qu'au cours de longs espaces de temps les peuples semblent disparaître pour un temps de la scène de l'histoire du monde. Mais croire qu'en Europe des peuples comme les Allemands ou les Italiens disparaîtraient pour toujours de l'histoire une fois qu'ils y sont apparus en tant qu'éléments ayant les mêmes droits et en tant que forces passives et actives de la vie serait une grande erreur.

La revendication coloniale de l'Allemagne.

En ce qui concerne l'Allemagne, la situation est très simple. Le Reich compte quatre-vingt millions d'hommes, c'est-à-dire plus de 135 au kilomètre carré.

Le grand Empire colonial allemand, que le Reich avait acquis pendant la paix par des traités ou des achats, lui a été ravi, et cela contrairement aux assurances solennelles du président américain, assurances qui constituaient la condition de l'arrêt des hostilités

Le prétexte selon lequel ces possessions coloniales n'avaient de toute façon aucune importance ne pouvait conduire qu'à nous les rendre d'un cœur léger. Mais prétendre que cela n'était pas possible parce que l'Allemagne ne saurait en tirer parti puisqu'elle n'avait rien su en faire autrefois est ridicule.

L'Allemagne n'a reçu ses possessions coloniales que tardivement ; elle n'a pu les développer que dans un temps relativement court, et elle n'était pas, avant la guerre, dans la nécessité où elle se trouve aujourd'hui. Prétendre cela est aussi bête que de contester à un peuple la capacité de construire une ligne de chemin de fer sous prétexte qu'il n'y avait pas de chemin de fer il y a cent ans. Prétendre, d'autre part, qu'on ne pouvait pas rendre à l'Allemagne ses possessions coloniales parce qu'elles auraient constitué pour elle des positions stratégiques, constitue une tentative monstrueuse pour contester à une nation et à un peuple des droits généralement reconnus, car il ne s'agissait que de cela.

En outre, l'Allemagne était l'unique Etat qui n'eût pas constitué d'armée coloniale en raison de sa confiance dans les traités du Congo, qui furent rompus plus tard par les alliés.

Mais l'Allemagne n'a pas besoin de ses possessions coloniales pour y créer des armées : la richesse de notre propre race suffit pour cela. L'Allemagne a besoin de ses possessions coloniales pour se décharger au point de vue économique. Même si l'on ne veut pas nous croire, cela n'a aucune importance et cela ne change rien à notre droit. Un pareil prétexte ne serait justifié que si le reste du monde voulait renoncer à ses points d'appui et n'était forcé de les conserver que par la résurrection des colonies allemandes.

A la longue, une nation de quatre-vingt millions d'hommes ne se laisse pas traiter autrement que tout autre peuple. Tous ces arguments si faux et si maigres montrent qu'il ne s'agit au fond que d'une question de puissance où la raison et la justice n'ont rien à faire. En effet, du point de vue de la raison, les arguments qui pouvaient être employés autrefois contre le vol des colonies peuvent être employés aujourd'hui pour le retour de celles-ci.

Le fait que l'Allemagne manque d'un terrain économique propre pour son développement la force à couvrir ses besoins vitaux par une participation croissante au commerce mondial et à l'échange des marchandises. Car les pays qui disposent eux-mêmes de possibilités économiques énormes, soit par suite de l'extension de la mère patrie, soit parce qu'ils possèdent de grands territoires coloniaux, doivent avoir clairement conscience de ceci : l'existence économique d'un peuple ne peut pas être maintenue sans un ravitaillement suffisant et sans certaines matières premières absolument nécessaires.

Si ces deux éléments font défaut, on force un peuple à prendre part, à tout prix, au commerce international dans des proportions qui, peut-être, constitueront même une gêne pour d'autres Etats. Il y a quelques années, lorsque l'Allemagne se vit forcée par les circonstances de mettre le plan quadriennal à exécution, nous avons été extrêmement étonnés d'entendre des politiciens et des hommes d'Etat anglais déplorer, avec un accent qui paraissait sincère, que l'Allemagne se mît à l'écart de l'économie internationale, qu'elle suspendît ses relations d'affaires avec les autres pays et qu'elle pratiquât ainsi une regrettable politique d'isolement. J'ai répondu à M. Eden que cette crainte était sans doute un peu exagérée, et que, si elle était sincère, elle était dénuée de fondement.

L'Allemagne et le commerce mondial

Les circonstances actuelles interdisent à l'Allemagne de demeurer à l'écart des transactions de l'économie mondiale. Elles nous forcent, par pure nécessité, à y participer à tout prix, dussent les formes revêtues par notre participation n'avoir pas l'heur de plaire à certains. Du reste, voici ce qu'on pourrait ajouter à ce sujet :

Le reproche prétendant que les méthodes allemandes d'échange réciproque de marchandises amènent une régression du commerce mondial ne pourrait, à supposer qu'il fût justifié, s'adresser qu'à ceux à qui une évolution est imputable.

Je veux dire ces Etats aux tendances internationales capitalistes qui, par leurs manipulations monétaires, ont détruit toute relation fixe entre les différentes monnaies selon les besoins égoïstes de chacun.

Dans ces conditions, le système allemand est partisan d'un travail loyal. C'est une méthode plus convenable que le payement au moyen de devises qui au bout d'un an perdent leur valeur dans une proportion plus ou moins grande.

Si certains pays combattent la méthode allemande, c'est essentiellement parce que cette manière allemande de régler le trafic commercial a supprimé les pratiques des spéculations internationales, monétaires et boursières pour les remplacer par des affaires honnêtes.

Au surplus, l'Allemagne n'impose à personne ses méthodes commerciales, mais elle ne permet pas non plus à n'importe quel démocrate parlementaire de lui prescrire les principes dont elle peut ou doit s'inspirer. Nous sommes acheteurs de bons produits alimentaires et de bonnes matières premières, et fournisseurs de marchandises d'aussi bonne qualité.

Il est évident que tout ce qu'une économie nationale peut produire elle-même dans les territoires où sa monnaie a cours, elle ne peut se le procurer qu'en important le complément de marchandises essentielles qui lui manquent, mais à condition d'accroître ses exportations. Cependant, étant donné que, comme je l'ai déjà fait observer, l'importation des matières premières et des denrées alimentaires est une inéluctable nécessité pour un peuple qui ne dispose pas chez lui de ressources suffisantes pour surmonter les difficultés auxquelles il se heurte, sa politique économique se plie à la discipline la plus rigoureuse qui soit : celle de la nécessité. Le peuple allemand, en essayant précisément, au moyen du plan quadriennal, de satisfaire une grande partie de ses besoins dans les limites de son domaine économique renforcé, débarrasse les marchés étrangers de la concurrence allemande. Cependant, ce que nous ne pouvons trouver aujourd'hui sur l'espace dont nous disposons, il faut que nous nous le procurions en prenant part aux échanges internationaux.

La contrainte sous laquelle se trouve la politique économique allemande est si considérable qu'aucune menace de moyens capitalistes ne saurait nous empêcher d'exercer cette activité économique.

L'impulsion qui nous pousse vient de la nécessité où nous nous sommes trouvés de former une communauté nationale. Cette communauté s'est constituée sous l'empire des nécessités dont l'étranger est responsable. Aussi importe-t-il peu de savoir quel régime défend les intérêts de la nation allemande.

Ce qui importe, c'est qu'il soit défendu. Un autre régime serait impuissant à éluder ces nécessités d'ordre économique. Il devrait agir tout comme le régime actuel, à moins qu'oublieux de ses devoirs il ne veuille exposer une grande nation à la ruine, non seulement dans le domaine économique, mais aussi sur le plan humain.

Le capital en main-d'œuvre.

L'efficacité de la politique des réparations, si elle a guéri le peuple allemand de maintes illusions, l'a aussi débarrassé de nombreuses idéologies économiques et des doctrines financières aux formules sacro-saintes. Si la détresse rend clairvoyant, le peuple allemand l'est devenu grâce à elle. Sous le dur régime de cette nécessité, nous avons surtout appris à tenir compte du capital essentiel d'une nation, à savoir son énergie productrice. Les réserves d'or et de devises ne sont rien en comparaison de la main-d'œuvre d'une nation, méthodiquement organisée et se vouant de tout cœur et de toute sa capacité de travail à l'œuvre entreprise. Aujourd'hui, nous sourions en songeant à l'époque où nos économistes émettaient gravement l'avis que la valeur d'une monnaie est déterminée par les réserves d'or et de devises détenues dans les coffres des banques d'Etat et surtout qu'elle est garantie par ces réserves. En revanche, nous avons appris que la valeur d'une monnaie réside dans l'énergie productrice d'un peuple, que l'accroissement du volume de la production maintient une monnaie et même, dans certains cas, la valorise, alors que tout fléchissement de la production doit tôt ou tard avoir pour conséquence la dévaluation du change. Ainsi, l'Etat national-socialiste, alors que les pontifes financiers et économistes de l'étranger nous prédisaient la débâcle tous les trois ou six mois, a réussi à stabiliser sa monnaie en augmentant sa production d'une extraordinaire manière. Il s'est établi alors un rapport naturel entre le volume accru de la production allemande et de l'argent en circulation. C'est seulement grâce à la stabilité des salaires qu'on a pu assurer celle des prix, maintenue par tous les moyens. Or, au cours de ces six dernières années, toutes les dépenses prélevées sur l'accroissement du revenu national correspondent à un accroissement de production, c'est-à-dire de travail. C'est ainsi qu'on a pu, non seulement donner du travail à nos sept millions de chômeurs, mais encore leur assurer que leur revenu accru leur permet de subsister, c'est-à-dire que chaque mark qui leur est payé a pour contre-partie un accroissement équivalent de la valeur de notre production nationale. Dans d'autres pays, on emploie des moyens opposés. On réduit la production, on augmente le revenu de la nation en relevant les salaires, on diminue ainsi le pouvoir d'achat de l'argent et on aboutit finalement à la dépréciation monétaire. Je reconnais que la méthode allemande est impopulaire, car elle se ramène à ceci, que toute augmentation de salaire ne peut être que la conséquence d'un accroissement de la production, en d'autres termes, que la production est la chose essentielle et le relèvement des salaires une chose secondaire ou encore que l'incorporation de sept millions de chômeurs dans la masse des ouvriers occupés n'est pas ou n'a pas été essentiellement une question de salaire, mais bien exclusivement une question de production. C'est seulement lorsque le dernier ouvrier d'Allemagne aura été casé que toute nouvelle augmentation de la production, réalisée soit par un travail intensif, soit par des perfectionnements d'ordre technique, pourra avoir pour résultat l'accroissement de la part de chacun à l'augmentation dès lors possible de la consommation et, partant, un relèvement pratique des salaires.

Limite de l'accroissement du rendement en matière de ravitaillement.

Cependant, députés du Reichstag, nous savons pertinemment que cette intensification du rendement est impossible dans un domaine, à savoir dans celui du ravitaillement. Les résultats que le paysan allemand réussit à obtenir sur notre espace vital sont si fantastiques qu'on a peine à y croire. Il mérite notre plus vive reconnaissance. Mais, dans ce domaine, la nature trace une limite au delà de laquelle il est impossible de pousser la production. En d'autres termes, la consommation allemande se trouverait naturellement arrêtée dans son expansion lorsqu'elle atteindrait la limite de la production des denrées alimentaires, à moins qu'un changement n'intervienne. On ne saurait remédier à cet état de choses qu'en recourant à deux moyens :

1° Augmentation des importations de produits alimentaires, c'est-à-dire augmentation des exportations de marchandises allemandes : il faut néanmoins se

rappeler qu'une partie des matières premières nécessaires à la fabrication de ces marchandises doit être importée, de telle sorte qu'une fraction seulement du bénéfice provenant de ces transactions commerciales peut être affectée à l'achat de vivres ;

2° Expansion de l'espace vital de notre peuple, permettant d'assurer dans le cycle même de notre économie le ravitaillement de l'Allemagne.

Comme la seconde solution n'est pas possible actuellement en raison de l'aveuglement constant des anciens vainqueurs, nous sommes obligés d'exporter pour acheter des vivres et, en outre, comme ces exportations exigent en partie des matières premières que nous ne possédons pas, il nous faut exporter encore davantage pour assurer supplémentairement ces matières premières à notre économie.

Le souci du pain quotidien.

Cette contrainte n'a rien de capitaliste. Elle résulte de la plus dure nécessité qui puisse atteindre un peuple, le souci du pain quotidien.

Or, si des hommes d'Etat étrangers nous menacent de je ne sais quelles représailles économiques, je puis leur donner une assurance, c'est qu'en pareil cas nous engagerions une lutte économique à outrance qu'il nous serait facile de mener, plus facile en tout cas qu'aux autres nations sursaturées, car la devise qui s'inscrirait sur notre bannière serait extrêmement simple ; elle dirait : Peuple allemand, il faut vivre ! en d'autres termes : exporter ou mourir ! De plus, je puis dire à tous les sceptiques internationaux que le peuple allemand ne mourra pas, qu'en tout cas il ne mourra pas de cela, bien au contraire, il vivra. Le cas échéant, il mettra à la disposition de ses dirigeants toute l'énergie productrice de la nouvelle collectivité nationale-socialiste, afin d'engager cette lutte et de la mener à bien.

En ce qui concerne les chefs, je vous assure qu'ils sont résolus à tout. Une solution définitive de ce problème dans un sens raisonnable n'interviendra que lorsque le bon sens triomphera de la cupidité de certains peuples, c'est-à-dire quand on se sera rendu compte que persévérer dans une injustice est non seulement inutile du point de vue politique et économique, mais encore insensé.

Une onéreuse spoliation.

Les effets déraisonnables d'une intolérance aussi obstinée se dégagent de l'exposé de faits suivant : en 1918, la guerre prend fin. En 1919, les colonies sont enlevées à l'Allemagne. Pour leurs nouveaux possesseurs, elles sont absolument sans valeur au point de vue économique. Elles ne peuvent être ni mises en valeur ni, en réalité, être intensivement exploitées. Cependant, leur enlèvement à l'Allemagne constituait un élément de la discrimination inscrite dans les 447 articles du traité de Versailles au détriment d'un grand peuple de 80 millions d'âmes. A ce moment, on était décidé à empêcher à jamais le peuple allemand de vivre en état d'égalité avec les autres nations. Quelle a été la conséquence de cette politique de haine ? Au point de vue économique, elle a réduit à néant tout rétablissement raisonnable des échanges internationaux. Au point de vue militaire, elle a eu pour résultat en matière d'armements le maintien du pays vaincu en un état d'infériorité qui, tôt ou tard, devait provoquer de terribles convulsions.

J'ai fait, en 1933 et en 1934, une proposition, puis une autre, pour la limitation raisonnable des armements militaires. Elles se sont heurtées à un glacial refus, de même que notre demande de rétrocession des possessions coloniales qui nous ont été volées. Si les hommes d'Etat et les politiciens de génie de ces pays font aujourd'hui le compte du bénéfice net de l'inégalité qu'ils ont voulue âprement dans le domaine des armements et des colonies et de l'insécurité juridique qui en est la conséquence, alors ils ne pourront contester que leur prétendue supériorité d'armements et le magnifique domaine colonial enlevé à l'Allemagne sont aujourd'hui nettement surpayés. Il aurait été plus sage, économiquement, de trouver un accord avec l'Allemagne dans le domaine politique et colonial sur la base de la justice et de la raison, plutôt que de s'acheminer sur une voie qui, peut-être, procure des dividendes énormes aux profiteurs internationaux des armements, mais impose les charges les plus lourdes aux peuples.

J'estime que les 3 millions de kilomètres carrés des possessions coloniales allemandes devenues possessions anglaises et françaises coûteront, rien qu'à l'Angleterre, et dans un temps rapproché, plus de 20 milliards de marks-or, en liaison apec le refus de reconnaître l'égalité des droits politiques et militaires de l'Allemagne. Je crains que bientôt cette somme ne s'accroisse encore autrement, de sorte que, alors que les anciennes colonies allemandes n'apportent pas d'or, elles coûteront en tout cas d'autant plus d'argent.

On pourrait objecter que ceci est vrai aussi pour l'Allemagne. Certainement, et cela ne nous fait pas plaisir. En tout cas, il y a une différence sur un point : nous combattons pour un droit vital sans lequel nous ne pouvons exister à la longue, et les autres pour une injustice qui ne fait que les obérer sans leur apporter de profits.

Intensification du rendement et augmentation de la production.

Nouvelle phase de la politique économique.

Or, dans ces circonstances, il ne nous reste d'autre alternative que de poursuivre une politique économique ayant pour objet d'essayer de tirer tout le parti possible de l'espace vital dont nous disposons. Il faut, par conséquent, continuer à augmenter notre travail et accroître notre production, et ceci nous oblige à intensifier plus rigoureusement que jamais l'exécution de notre plan quadriennal. De ce fait, nous sommes également obligés de mobiliser toujours plus de main-d'œuvre et nous allons ainsi aborder une nouvelle étape de la politique économique de l'Allemagne. Alors que, durant les six premières années de notre gouvernement, la direction des affaires économiques a eu pour objet de donner une occupation utile, quelle qu'elle fût, à l'ensemble de la main-d'œuvre en chômage, elle aura pour devoir, au cours des années qui vont venir, de procéder à un triage minutieux de notre main-d'œuvre qu'il faudra répartir par une réglementation méthodique. Elle devra aussi obtenir un rendement plus élevé par la nationalisation et surtout par l'amélioration de l'organisation technique de nos conditions de travail pour une même dépense d'énergie humaine et, partant, créer également une réserve de main-d'œuvre affectée à de nouvelles productions complémentaires. Nous nous trouverons ainsi obligés de donner plus de liberté au marché des capitaux en vue de l'équipement technique de nos entreprises et de la décharger ainsi des exigences de l'Etat à son égard.

Cependant, tout cela nous ramène à la nécessité d'une forte concentration de l'économie et de la finance. J'ai résolu de poursuivre la méthode inaugurée depuis janvier 1937 en vue de la refonte de la *Deutsche Reichsbank* qui, au lieu d'être une entreprise bancaire subissant les influences internationales, deviendra l'Institut d'émission du Reich allemand. Si l'on se plaint de ce qu'une autre entreprise allemande perde ainsi son caractère international, je me contenterai de répondre que nous avons l'inébranlable décision de donner à toutes les institutions nationales un caractère éminemment allemand, c'est-à-dire national-socialiste. Le monde devra donc se rendre compte qu'il est erroné de nous reprocher de vouloir imposer l'idéal allemand aux autres pays et il s'apercevra sans doute que l'Allemagne nationale-socialiste serait bien plus fondée à se plaindre de ce que le monde ne cesse d'essayer de lui imposer ses conceptions.

Je considère qu'il est du devoir de tout Allemand et de toute Allemande de prêter leur appui par tous les moyens possibles au gouvernement du Reich en matière de politique économique ; il est indispensable que citadins et paysans se pénètrent de l'idée que la politique économique allemande a pour base, non pas des théories financières, mais la notion très élémen-

taire de la production, c'est-à-dire la compréhension du niveau de la production des marchandises, seul facteur décisif. Il est regrettable que nous soyons encore obligés de faire face à d'autres tâches et d'affecter un pourcentage élevé de notre main-d'œuvre nationale aux armements qui n'ont rien de productif. En dernière analyse, l'économie du Reich actuel est fonction de sécurité en matière politique extérieure. Mieux vaut s'en rendre compte à temps que trop tard.

Je considère donc qu'il est nécessaire de faire tout ce qu'il est humainement possible pour renforcer notre armée. Je m'appuie sur la compréhension du peuple allemand et, surtout, sur sa mémoire. Car l'époque où l'Allemagne était sans défense n'a pas coïncidé avec une égalité de droits internationale, politique et économique. Mais, au contraire, c'était l'époque du traitement le plus humiliant qu'on ait jamais infligé à un grand peuple ; c'était aussi l'époque du chantage le plus terrible.

Nous n'avons pas le droit de supposer que, si l'Allemagne devait à l'avenir succomber encore à un nouvel accès de faiblesse, son sort serait différent. Bien au contraire, certains de ceux qui, naguère, ont allumé la guerre, s'efforcent encore aujourd'hui, soit à un poste de commande, soit perdus dans la foule des comparses soudoyés, d'intensifier les inimitiés des peuples afin de préparer ainsi un nouveau conflit.

La haine à l'égard des États totalitaires.

Il est surtout et avant tout une chose que vous ne devez pas oublier ; dans certaines démocraties, il semble que ce soit l'un des privilèges particuliers du politicien démocrate de fomenter artificiellement la haine contre les Etats soi-disant totalitaires, en d'autres termes, de recourir soit à la déformation des faits, soit à de pures inventions pour exciter l'opinion publique contre des peuples qui n'ont pas nui aux autres et ne veulent nullement leur nuire, mais qui, au contraire, ont été eux-mêmes, pendant de longues années, les victimes d'une grave injustice. Si nous nous défendons contre les assertions d'apôtres de la guerre, tels que MM. Duff Cooper, Eden, Churchill, Ickes, etc., on nous reproche d'attaquer les droits sacrés des démocraties. Selon leurs conceptions, ces messieurs ont sans doute le droit de s'en prendre à d'autres peuples et à leur gouvernement, mais personne n'a celui de riposter à leurs attaques. Il est superflu de vous assurer que tant que le Reich allemand sera un Etat souverain, son gouvernement ne tolérera pas qu'un politicien anglais ou américain prétende lui interdire de riposter à de telles attaques. Nous resterons un Etat souverain ; les armes que nous forgeons y pourvoiront à jamais et nous y veillerons aussi par le choix que nous ferons de nos amis. En réalité, on pourrait se contenter de rire lorsqu'on prétend que l'Allemagne a l'intention d'attaquer l'Amérique, et il serait peut-être préférable de passer sous silence la campagne d'excitations constantes que mènent contre nous certains apôtres anglais de la guerre, mais nous ne pouvons pourtant pas négliger les faits suivants :

En ce qui concerne ces démocraties, il s'agit d'Etats dont la construction politique rend possible que les pires agitateurs et excitateurs à la guerre prennent quelques mois plus tard dans leurs mains la conduite des affaires. C'est pourquoi nous devons à la sécurité du Reich d'éclairer le peuple allemand assez tôt sur ces hommes.

Etant donné que le peuple allemand ne nourrit aucune haine contre l'Angleterre, contre l'Amérique ou contre la France, mais qu'il veut le calme et la paix, alors que ces peuples sont constamment dressés contre l'Allemagne et contre le peuple allemand par leurs agitateurs juifs et non juifs, notre peuple se trouverait, faute d'y être psychologiquement préparé, dans une situation incompréhensible au cas où les bellicistes réussiraient à faire triompher leur thèse. C'est pourquoi j'estime nécessaire que notre propagande et notre presse ripostent constamment aux attaques dirigées contre nous et surtout qu'elles les portent à la connaissance de la nation allemande. Celle-ci doit savoir quels sont les hommes qui veulent à tout prix déclencher une guerre sous le premier prétexte futile. Je suis convaincu que les éléments en question font erreur, car lorsque la propagande nationale-socialiste commencera à riposter, nous remporterons un succès égal à celui que nous avons obtenu en Allemagne même, grâce à la puissance convaincante de notre propagande qui nous a permis de terrasser le judaïsme ennemi du monde. Les peuples se rendront compte à bref délai que l'Allemagne ne nourrit aucun sentiment hostile à l'égard d'autres peuples, que toutes les allégations concernant les intentions agressives de notre peuple contre d'autres sont des mensonges qu'une imagination morbidement hystérique a conçus ou qu'un politicien a élaborés sous l'empire de l'instinct de la conservation, mais que ces mensonges doivent, dans certains Etats, permettre à des affairistes sans conscience de sauver leurs finances. Les peuples sauront également que la juiverie internationale cherche à satisfaire ainsi sa soif de vengeance et sa rapacité, mais que ces mensonges sont les plus atroces calomnies que l'on puisse proférer à l'égard d'un grand peuple pacifique.

Jamais, par exemple, des soldats allemands n'ont combattu sur le sol américain, sinon au service des aspirations américaines à l'indépendance et à la liberté, tandis qu'on a amené les soldats américains en Europe pour aider à étouffer une grande nation qui combattait pour sa liberté. Ce n'est pas l'Allemagne qui a attaqué l'Amérique, mais l'Amérique qui a attaqué l'Allemagne, et, selon les constatations de la Commission d'enquête du Parlement américain, sans obligation forcée, seulement pour des raisons capitalistes.

La solution de la question juive

Il est une chose dont il faut que chacun soit bien persuadé. Toutes ces tentatives ne sauraient exercer la moindre influence sur la manière dont l'Allemagne entend liquider sa question juive. En ce qui concerne cette question, je tiens à faire observer ce qui suit : il est humiliant de voir aujourd'hui que le monde de la démocratie, qui déborde de compassion à l'égard du pauvre peuple juif persécuté, demeure néanmoins insensible lorsqu'il s'agit de lui venir en aide ainsi que les démocraties en ont manifestement le devoir. Les arguments que l'on invoque pour s'excuser de ne pas prêter assistance aux juifs sont exclusivement favorables aux Allemands et aux Italiens. En effet, voici ce qu'on dit :

1° « Nous — c'est-à-dire les démocraties, — nous ne sommes pas en mesure d'accueillir les juifs. » Or, dans les empires mondiaux dont il s'agit, il n'y a même pas dix habitants par kilomètre carré, alors que l'Allemagne qui en nourrit 135 sur la même superficie doit être néanmoins en mesure de les conserver.

2° On prétend : nous ne pouvons pas les accueillir à moins qu'ils ne reçoivent, par exemple, de l'Allemagne un certain capital pour pouvoir immigrer.

L'Allemagne a été, il est vrai, assez bonne durant des siècles pour accueillir ces éléments bien qu'ils ne possédassent rien, si ce n'est des tares politiques et des maladies contagieuses. Ce que le peuple juif possède aujourd'hui, il l'a acquis par les plus honteuses manœuvres, aux dépens du peuple allemand qui n'est pas aussi roué que lui. Nous ne faisons aujourd'hui que rendre à ce peuple la monnaie de sa pièce. Lorsque le peuple allemand se vit dépouillé de toutes les économies amassées pendant de longues années de travail honnête, grâce à l'inflation provoquée et exécutée par les juifs, lorsque le monde a dérobé au peuple allemand les capitaux qu'il possédait à l'étranger, lorsqu'on nous a dépossédés de tout notre domaine colonial, ces considérations philanthropiques n'exerçaient apparemment encore aucune influence décisive sur les hommes d'Etat démocrates. Aujourd'hui, je puis assurer à ces messieurs que, grâce à la brutale éducation dont les démocraties nous ont gratifiés pendant quinze ans, nous sommes complètement rebelles à toute sentimentalité. A la fin de la guerre, alors que plus de 800 000 Allemands étaient morts de faim et de privations, on nous a encore dérobé près d'un million de vaches laitières en vertu des articles cruels d'un

« Diktat » que les apôtres mondiaux de la démocratie humanitaire nous ont imposés en guise de traité de paix. Plus d'un million de prisonniers de guerre allemands ont été retenus en captivité pendant un an après la fin de la guerre, sans qu'on puisse invoquer un motif pour justifier ce traitement. Tout cela, nous en avons été témoins et nous avons dû tolérer qu'à nos frontières on arrache à leur patrie plus d'un million et demi d'Allemands dépossédés de tous leurs biens et chassés de chez eux en n'emportant pour ainsi dire que ce qu'ils avaient sur le dos. Nous avons dû supporter qu'on nous enlève des millions de compatriotes sans même les entendre, ou sans leur donner la moindre possibilité de continuer à subvenir à leur existence. Je pourrais multiplier ces exemples en en citant des douzaines plus cruels les uns que les autres. Qu'on cesse donc de me rebattre les oreilles avec les principes d'humanité. Le peuple allemand ne désire pas que ses intérêts soient déterminés et régis par une race étrangère. La France aux Français, l'Angleterre aux Anglais, l'Amérique aux Américains et l'Allemagne aux Allemands ! Nous sommes décidés à interdire à une race étrangère, qui a su s'emparer de tous les postes dirigeants, de s'implanter chez nous, et nous avons décidé de chasser cette race. Nous voulons, en effet, que les postes dirigeants soient occupés par des hommes de notre race, que nous formerons à cet effet. Nous possédons des centaines de milliers d'enfants de paysans et d'ouvriers qui sont doués d'une extrême intelligence. Nous les formerons et nous les formons déjà, car nous voulons qu'ils occupent plus tard les postes dirigeants de l'Etat, côte à côte avec les enfants appartenant à nos autres classes sociales cultivées, mais nous voulons en exclure ceux qui appartiennent à une race qui nous est étrangère. Avant tout et surtout, la culture allemande est, ainsi que son nom l'indique, une culture allemande et non pas une culture juive, et c'est pourquoi c'est à des ressortissants de notre peuple que nous voulons confier le soin de l'entretenir et de la développer. Cependant, si le monde se répand en exclamations hypocrites sur l'expulsion barbare d'un élément culturel aussi irremplaçable et aussi précieux, nous ne pouvons que manifester notre étonnement quant aux conclusions qu'on en tire. En effet, on devrait nous être reconnaissants de libérer ces précieux flambeaux de la civilisation et de les mettre à la disposition du reste du monde. D'après leurs propres déclarations, les autres pays du monde n'ont même pas un motif à invoquer pour s'excuser de refuser l'accès de leur sol à ces précieux êtres humains que sont les juifs. On ne voit pas pourquoi on exigerait de l'Allemagne qu'elle garde chez elle les hommes de cette race alors que les autres Etats, qui ne tarissent pas d'éloges au sujet de ces « hommes d'élite », refusent brusquement de les accueillir en invoquant toutes sortes de mauvais prétextes. A mon sens, plus rapidement sera résolu ce problème, mieux cela vaudra. En effet, l'Europe ne pourra plus connaître la tranquillité, tant que la question juive ne sera pas réglée. Il se peut que, tôt ou tard, une entente intervienne en Europe au sujet de ce problème, même entre nations qui, par ailleurs, n'arriveraient pas facilement à se rapprocher. Le monde possède suffisamment de terres d'établissement, mais il faut en finir une bonne fois avec l'idée selon laquelle le peuple juif est prédestiné par Dieu pour bénéficier, à raison d'un certain pourcentage, de la substance et du travail productif d'autres peuples. Le judaïsme devra s'adapter, comme le font les autres peuples, à une activité sérieuse et constructive, sinon il devra tôt ou tard subir une crise d'une gravité incommensurable.

En ce jour qui, peut-être, n'est pas mémorable seulement pour les Allemands, je tiens à rappeler ceci : dans ma vie, j'ai très souvent été prophète, et, la plupart du temps, on s'est moqué de moi. A l'époque de ma lutte pour la conquête du pouvoir, c'est surtout le peuple juif qui éclatait de rire quand je prédisais que je prendrais un jour la direction de l'Etat et, partant, de l'ensemble de la nation, et qu'en même temps que bien d'autres je résoudrais aussi le problème juif. Je crois que ce rire éclatant de naguère est désormais rentré dans la gorge de la juiverie en Allemagne. Aujourd'hui, je veux une fois de plus faire œuvre de prophète. Au cas où la finance judéo-internationale des pays européens et extra-européens réussirait encore à précipiter les nations dans une guerre mondiale, celle-ci se terminerait non pas par la bolchévisation, et, en conséquence, par la victoire du judaïsme, mais bien par l'anéantissement de la race juive en Europe.

National-socialisme et religion

En effet, le temps n'est plus où les peuples non juifs étaient sans défense dans le domaine de la propagande. L'Allemagne nationale-socialiste et l'Italie fasciste possèdent à présent des institutions qui leur permettent, le cas échéant, d'éclairer le monde sur la nature d'une question dont bien des peuples ont une notion instinctive, mais qui leur paraît obscure au point de vue scientifique. Pour le moment, la juiverie peut, dans certains Etats, mener sa campagne avec le concours d'une presse qui est entre ses mains, du cinéma, de la radiophonie, du théâtre, de la littérature, etc. Cependant, pour le cas où les juifs réussiraient à nouveau à inciter des millions d'êtres humains à une lutte insensée en ce qui les concerne, et ayant pour unique objet la défense des intérêts juifs, on verra se manifester l'efficacité d'une propagande éducatrice qui, en Allemagne même, a réussi en quelques années à terrasser la juiverie.

Les peuples ne veulent plus mourir sur les champs de bataille pour que cette race cosmopolite et sans racines puisse profiter des affaires de guerre ou assouvir sa soif de vengeance qui date de l'Ancien Testament.

Le mot d'ordre juif : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » fera place à la vérité plus haute : « Travailleurs de toutes les nations, reconnaissez votre ennemi commun ! »

Parmi les griefs articulés contre l'Allemagne par les soi-disant démocraties, on entend soutenir que l'Allemagne nationale-socialiste est un Etat antireligieux. A ce propos, je tiens à faire solennellement devant tout le peuple allemand la déclaration ci-après :

1. Jusqu'à présent, personne n'a été persécuté en Allemagne en raison de ses convictions religieuses.

2. Depuis le 30 janvier 1933, l'Etat national-socialiste a prélevé sur le produit des impôts perçus par ses organes les sommes ci-après qu'il a mises à la disposition des deux Eglises :

pour l'exercice 1933 : 130 millions de reichsmark,
pour l'exercice 1934 : 170 millions de reichsmark,
pour l'exercice 1935 : 250 millions de reichsmark,
pour l'exercice 1936 : 320 millions de reichsmark,
pour l'exercice 1937 : 400 millions de reichsmark,
pour l'exercice 1938 : 500 millions de reichsmark.

A ce montant viennent s'ajouter environ 85 millions de reichsmark par an qui proviennent des subventions des pays et approximativement 7 millions de reichsmark qui proviennent des subventions des communes et des unions de communes. En outre, l'Eglise est, après l'Etat, le plus grand propriétaire foncier d'Allemagne. La valeur de ses biens fonciers et de son domaine forestier dépasse 10 milliards de reichsmark. Les revenus annuels de ce domaine foncier sont estimés à plus de 300 millions, à quoi viennent s'ajouter d'innombrables donations, legs, et surtout le produit des quêtes. Dans l'Etat national-socialiste, l'Eglise bénéficie à certains égards de privilèges fiscaux, et elle jouit même de l'exonération complète en matière de donations, legs, etc.

Pour parler en termes modérés, c'est donc une effronterie de la part surtout des politiciens étrangers d'oser parler d'une hostilité du III[e] Reich contre la religion.

Si les Eglises allemandes devaient considérer cette situation comme intolérable, l'Etat national-socialiste serait toujours disposé à séparer nettement l'Eglise de l'Etat, comme c'est le cas en France, en Amérique et ailleurs.

Je me permettrai de poser une question : quels montants l'Etat a-t-il, durant la même période, remis à ses Eglises, par prélèvement sur les deniers publics, en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis ?

3. L'Etat national-socialiste n'a ni fermé une église, ni empêché la célébration d'un service religieux, ni même exercé une influence sur le mode de célébration

d'un culte. Il n'est intervenu ni dans la doctrine ni dans le dogme d'une religion quelconque. Sans doute, dans l'Etat national-socialiste, chacun est libre de faire son salut comme il l'entend. Toutefois, l'Etat national-socialiste rappellera sévèrement à la raison les prêtres qui, au lieu d'être les serviteurs de Dieu, estiment avoir pour mission d'insulter notre Reich actuel, ses institutions ou ses chefs, et il leur fera comprendre que des agissements tendant à saper cet Etat ne sont tolérés de la part de personne, et qu'un prêtre, s'il se met hors la loi, sera appelé à rendre des comptes, comme tout autre citoyen allemand. Cependant, il faut constater ici qu'il y a d'innombrables prêtres de toutes les confessions chrétiennes qui remplisent les devoirs de leur ministère aussi strictement ou probablement mieux que les agitateurs politiques sans jamais être entrés en conflit avec les lois de l'Etat. L'Etat estime qu'il lui incombe de protéger ceux-là, mais il est de son devoir d'anéantir les ennemis de l'Etat.

4. L'Etat national-socialiste n'est ni prude ni hypocrite. Cependant, il y a certains principes de morale qu'il faut observer dans l'intérêt de la santé biologique d'un peuple, et, ces principes, nous ne tolérerons pas qu'on y touche. La pédérastie et tout attentat à la pudeur commis sur des enfants seront, dans notre Etat, punis par la loi, quels que soient les auteurs de ces délits. Il y a cinq ans, quelques dirigeants du parti national-socialiste se sont rendus coupables de semblables errements : ils ont été fusillés. Quiconque commettra des délits de ce genre, qu'il s'agisse d'hommes publics, de particuliers ou même de prêtres, sera poursuivi et puni de prison ou de réclusion. Pour ce qui est des manquements des prêtres à leurs vœux de chasteté et autres, ils nous laissent indifférents.

Il n'en a jamais été question dans notre presse. Au surplus, notre Etat ne s'est immiscé qu'une seule fois dans l'ordre intérieur des Eglises, et ce fut lorsque j'essayai moi-même, en 1933, de réunir les Eglises des pays allemands, vouées à l'impuissance en raison de leur éparpillement, en une grande et puissante Eglise évangélique du Reich. Cette tentative échoua devant la résistance de certains évêques régionaux. Nous y avons donc renoncé, car, en dernière analyse, ce n'est pas à nous qu'il appartient de défendre ou même de renforcer l'Eglise évangélique par la violence contre ses propres représentants.

Or, si l'étranger et tout particulièrement quelques hommes d'Etat démocrates prennent si ardemment la défense de certains prêtres allemands, ce ne peut être que pour un mot d'ordre politique. En effet, ces mêmes hommes d'Etat se sont gardés de souffler mot lorsqu'en Russie des centaines de milliers de prêtres ont été massacrés ou brûlés vifs ; ils ont gardé un silence obstiné lorsqu'en Espagne prêtres et religieuses ont été par dizaines de milliers bestialement égorgés ou jetés vivants dans les flammes. Ils n'ont pu ni ne peuvent contester l'exactitude de ces faits, mais ils se sont tus et continuent à se taire. Cependant — je dois le rappeler aux hommes d'Etat démocrates, — c'est à la suite de ces massacres que de nombreux volontaires nationaux-socialistes et fascistes sont allés se mettre à la disposition du général Franco, afin de contribuer à empêcher que l'ivresse sanguinaire des bolchévistes ne gagne l'Europe et, par conséquent, la majeure partie des pays civilisés. En effet, c'est le souci de la culture européenne et de la véritable civilisation qui a incité l'Allemagne à prendre parti dans cette lutte de l'Espagne nationale contre les bolchévistes qui voulaient la détruire. C'est un triste symptôme de la mentalité qui règne dans certains pays que l'on ne puisse y concevoir une intervention s'inspirant de mobiles aussi désintéressés. L'Allemagne nationale-socialiste, en participant au soulèvement du général Franco, a été exclusivement animée du vif désir de délivrer son pays d'un danger auquel naguère l'Allemagne elle-même a failli succomber. Ce n'est donc ni la sympathie ni la compassion envers des ministres du culte poursuivis en Allemagne qui suscitent l'intérêt agissant des hommes d'Etat démocrates à l'égard de certains prêtres entrés en conflit avec la loi, non ; ce qui les pousse à intervenir, c'est l'intérêt que leur inspire l'ennemi de l'Etat allemand. Or, à ce sujet, il faut qu'on sache ceci : le prêtre allemand serviteur de Dieu, nous le protégerons ; mais le prêtre ennemi politique du Reich allemand, nous l'anéantirons. Nous croyons que c'est là le meilleur moyen de prévenir des événements qui — comme le prouve l'exemple de l'Espagne — ne pourraient que trop facilement nous contraindre à des mesures défensives d'une incalculable portée.

Dans cet ordre d'idées, je tiens à faire une déclaration de principe :

Dans certains milieux étrangers, on croit qu'en manifestant bruyamment sa sympathie pour des éléments en conflit avec la loi allemande, on pourrait améliorer leur situation. On espère peut-être pouvoir exercer sur les chefs du Reich, par certaines méthodes de publicistes, une influence capable de les terroriser. C'est une erreur capitale. L'appui donné par l'étranger à certaines entreprises dirigées contre l'Etat nous confirme définitivement leur caractère de lèse-patrie.

En effet, la sympathie de ces démocrates de l'étranger n'a jamais été provoquée par la simple opposition à un régime.

Elle ne l'a pas été non plus en raison de poursuites engagées contre un délinquant politique ou en raison de sanctions prises à l'égard de ce dernier. En effet, quand y a-t-il eu en Allemagne une opposition plus puissante que l'opposition nationale-socialiste ? Or, jamais une opposition n'a été opprimée, poursuivie et traquée par des moyens plus vils que ceux qui ont été employés à l'égard du parti national-socialiste.

Nous constatons, à notre honneur, que nous n'avons jamais bénéficié pour cela de la commisération et encore moins de l'appui d'une puissance étrangère. Cet appui ne paraît donc destiné qu'à ceux qui se proposent de détruire le Reich. Nous ne verrons donc dans chaque cas de ce soutien qu'un motif de plus d'aggraver nos mesures.

Nos amis : l'Italie et le Japon

Solidarité avec l'Italie. Fascisme et national-socialisme.

En présence des dangers qui nous menacent de toutes parts, j'éprouve une grande joie à avoir rencontré en Europe et hors d'Europe des Etats qui, ainsi que le peuple allemand, doivent lutter durement pour leur existence. J'ai nommé l'Italie et le Japon. Dans le monde occidental actuel, les Italiens, en tant que fils de la Rome antique, et nous autres Allemands, en tant que descendants des Germains, nous sommes les peuples les plus anciens et, par suite, ceux qui ont eu entre eux le plus long contact.

Dans l'allocution que j'ai prononcée au palais de Venise à Rome, lors de ma visite en Italie, j'ai déclaré que c'était un malheur que précisément le peuple puissant qui représente la culture antique et le peuple jeune d'un monde nouveau en formation aient dû, par suite de l'absence d'une frontière naturelle, ainsi que de nombreuses autres circonstances, se livrer pendant des siècles d'infructueux combats. Toutefois, ces rapports ont créé une communauté qui, non seulement se trouve maintenue par de multiples liens du sang, mais qui, de plus, et surtout, a pris une importance historique et culturelle d'une incalculable portée. On ne peut mesurer en détail ce dont le germanisme est redevable à l'antiquité dans le domaine de sa formation étatique et, par là même, dans le domaine de son évolution ethnique et de la culture générale.

L'ensemble de cette dette est immense. Depuis, près de deux millénaires se sont écoulés, et nous aussi nous avons, entre temps, largement contribué à la culture générale.

Toutefois, nous n'avons jamais cessé de rester en une étroite solidarité intellectuelle avec le peuple italien et son passé historique et culturel. Le XIXe siècle a marqué pour les deux peuples une évolution unitaire d'une similitude étonnante. Les diverses tribus germaniques se sont unies en un Reich allemand et les Etats italiens en un royaume d'Italie, et même il fut une année, 1866, où le destin unit les deux peuples pour

les ranger côte à côte dans une lutte commune en vue de leur renouvellement politique.

Aujourd'hui, nous revivons pour la deuxième fois cette parenté dans l'évolution : un homme, d'un rayonnement séculaire, a entrepris le premier d'opposer une nouvelle idée à l'idéologie démocratique devenue stérile pour son peuple et de la faire triompher en peu d'années. Il est difficile d'évaluer ce que le fascisme signifie pour l'Italie. Ce qu'il a fait pour conserver la civilisation humaine est infini. Qui n'est pas écrasé, en se promenant dans Rome ou dans Florence, par la pensée de savoir quel aurait été le sort de ces documents uniques de la civilisation humaine si Mussolini et son fascisme n'avaient pas réussi à sauver l'Italie du bolchevisme ? L'Allemagne se trouvait devant le même danger. Le national-socialisme a opéré ici le miracle et a sauvé le pays.

Dans les conceptions spirituelles d'hommes innombrables de toutes les races, se grave la foi en une nouvelle renaissance de notre époque, dans ces deux Etats. La solidarité de ces deux régimes est en conséquence plus qu'une coïncidence égoïste. Cette solidarité sauve l'Europe de l'anéantissement bolchéviste. C'est pourquoi, lorsque l'Italie mena en Abyssinie son combat héroïque pour ses droits vitaux, l'Allemagne était à ses côtés comme une amie. En 1938, l'Italie fasciste nous a rendu cette amitié dans une large mesure.

Que personne dans le monde ne se fasse illusion sur la résolution que l'Allemagne nationale-socialiste a prise à l'égard de cette amie.

La certitude qu'une guerre frivolement déclenchée contre l'Italie d'aujourd'hui, quels qu'en soient les motifs, trouverait l'Allemagne auprès d'elle ne peut être qu'utile à la paix.

Qu'on ne se laisse surtout pas conseiller d'une autre façon par ceux qui, dans tous les pays, végètent comme de faibles bourgeois isolés et qui ne peuvent pas comprendre que, dans la vie des peuples, il peut y avoir comme conseillers le courage et l'honneur, en dehors de la lâcheté.

En ce qui concerne l'Allemagne nationale-socialiste, elle sait quel sort lui serait réservé si une puissance internationale réussissait jamais à écraser l'Italie fasciste, pour quelque motif que ce soit.

Nous reconnaissons les conséquences qui devraient en découler et nous les regardons froidement en face. Le sort de la Prusse de 1805 à 1806 ne se répétera pas une deuxième fois dans l'histoire d'Allemagne. Les faibles qui étaient en 1805 les conseillers du roi de Prusse n'ont plus de conseils à donner dans l'Allemagne d'aujourd'hui. L'Etat national-socialiste reconnaît le danger et est décidé à se préparer, à se défendre.

Je sais, en disant cela, que non seulement notre armée est à la hauteur de toutes les exigences, mais que la force militaire de l'Italie l'est aussi. Car, pas plus qu'on ne saurait voir dans les forces militaires allemandes actuelles une réplique de l'armée de la Confédération germanique vers 1848, pas davantage on ne saurait juger l'Italie moderne du fascisme à la mesure des temps où l'Italie était politiquement divisée. Seule une presse hystérique, aussi bornée que dépourvue de tact, mais excessivement malveillante, peut avoir oublié en si peu de temps qu'elle s'est couverte de honte avec ses prophéties sur l'issue de la campagne italienne en Abyssinie, comme elle vient de le faire dans ses jugements sur les forces nationales de Franco dans la campagne espagnole.

Ce sont les hommes qui font l'histoire, mais ils forgent aussi des instruments propres à faire l'histoire, et avant tout ils les inspirent de leur souffle. Les grands hommes eux-mêmes ne sont que la représentation la plus vigoureuse et la plus concentrée d'un peuple. L'Allemagne nationale-socialiste et l'Italie fasciste sont assez fortes pour assurer la paix contre quiconque, ou pour terminer avec succès et avec résolution tout conflit provoqué à la légère par des éléments irresponsables.

Ce qui ne veut nullement dire, ainsi que le répète quotidiennement une presse sans scrupules, que nous voulons la guerre. Cela signifie simplement que, *primo :* nous comprenons fort bien que d'autres peuples désirent s'assurer leur part des biens de l'univers, part à laquelle le chiffre de leur population, leur courage et leur mérite leur donnent droit, et que, *secundo :* reconnaissant ces droits, nous sommes bien décidés à faire valoir en commun nos intérêts solidaires.

Le Japon et le Pacte antikomintern.

Cela veut dire surtout que jamais, et en aucun cas, nous ne reculerons devant des menaces de chantage et d'extorsion. Nos rapports avec le Japon sont également dominés par la constatation de la nécessité d'arrêter avec toute notre énergie la bolchevisation menaçant un monde aveugle et par la résolution souveraine d'agir en conséquence. Le pacte antikomintern deviendra peut-être un jour le point de cristallisation d'un groupement de puissances qui ne se proposera pas d'autre but suprême que de parer au danger dont une intervention satanique menace la paix et la culture du monde. Le peuple japonais, qui, au cours de ces deux dernières années, nous a donné tant d'exemples de sa splendide bravoure, est certainement, à l'une des extrémités du monde, le protagoniste de la civilisation. Les nations cultivées de l'Europe et du reste de l'univers n'auraient rien à gagner à sa débâcle, qui ne pourrait qu'aboutir à la bolchevisation certaine de l'Extrême-Orient. Aucun peuple, en dehors de la juiverie internationale, qui y a intérêt, ne saurait désirer que les choses prissent une telle tournure.

Avertissement aux provocateurs.

Nous tenons, comme nous l'avons déjà assuré au début de cet exposé, à adresser sans plus nos remerciements à Mussolini pour les grands efforts pacifiques, couronnés de succès, qu'il a déployés l'an passé, en y joignant l'expression de notre gratitude à l'égard des deux autres hommes d'Etat qui, en des heures critiques, ont préféré la paix au maintien d'une injustice.

L'Allemagne n'a rien à demander au point de vue territorial à l'Angleterre et à la France, en dehors de la restitution de nos colonies. Si largement que la solution de cette dernière question puisse contribuer à l'apaisement de l'univers, on ne saurait cependant y voir un de ces problèmes de nature à conduire à un conflit armé.

Les tensions existant toujours en Europe sont surtout le résultat des machinations sans scrupules d'une presse sans conscience qui ne laisse pas passer de jour sans inquiéter l'humanité par des nouvelles alarmantes, aussi sottes que controuvées. Ce que certains organes se sont permis pour empoisonner les esprits dans le monde entier relève du crime de droit commun.

On a cherché dans ces derniers temps à faire servir la radio à cette excitation internationale. Je voudrais ici donner un avertissement. Si les émissions radiophoniques de certains pays vers l'Allemagne ne cessent pas, il faudra s'attendre prochainement à une réponse de notre part. J'espère qu'alors les dirigeants de ces pays ne nous supplieront pas rapidement de revenir au *statu quo ante*, car je persiste à croire que notre propagande de mise au point sera autrement efficace que la campagne de mensonges de tous ces juifs qui excitent les peuples les uns contre les autres.

De même, l'annonce des Sociétés américaines de films qu'elles projetteront prochainement sur l'écran des films antinazistes, c'est-à-dire antiallemands, peut tout au plus nous inciter à enrichir désormais notre production allemande de films antisémites. Ici encore, il convient de ne pas se faire d'illusions sur le résultat. Il y aura beaucoup de pays et de peuples pour prendre goût à des films documentaires en un domaine aussi important.

Tour d'horizon politique

Je crois à une longue paix.

Je crois que si l'on arrivait à mettre un frein à l'agitation que fomentent partout la presse et la propagande juives, l'entente entre les peuples serait bien vite établie.

Seuls, ces éléments s'acharnent à espérer une guerre. Mais, moi, je crois en une longue paix.

Car quelles sont les oppositions d'intérêts qui séparent, par exemple, l'Angleterre et l'Allemagne ? J'ai déclaré plus d'une fois qu'il n'y a pas d'Allemand, et surtout pas de national-socialiste, qui caresse la moindre intention de faire des difficultés à l'Empire britannique.

Il nous parvient aussi d'Angleterre des voix d'hommes posés et raisonnables qui expriment la même attitude envers l'Allemagne. Ce serait un bonheur pour le monde entier si les deux nations pouvaient parvenir à une collaboration confiante.

Il en est de même pour nos relations avec la France.

Il y a ces jours-ci cinq ans que nous avons conclu le pacte de non-agression avec la Pologne. A l'heure actuelle, on trouverait à peine une divergence d'opinion parmi les amis véritables de la paix sur la valeur de cet instrument. Qu'on se pose seulement la question de savoir ce qu'il serait advenu de l'Europe si cette entente salutaire n'était pas intervenue il y a cinq ans. Le grand maréchal polonais, le soldat patriote Pilsudski, a rendu à son peuple un service aussi grand que celui que le gouvernement national-socialiste rendait au peuple allemand.

Au cours des mois troublés de l'année dernière, l'amitié germano-polonaise s'est avérée comme un des facteurs d'apaisement dans la vie politique européenne.

Nos rapports avec la Hongrie se basent sur une vieille amitié éprouvée, sur des intérêts communs et sur une estime traditionnelle réciproque. L'Allemagne a entrepris avec joie de travailler de son côté à la réparation du malheur causé autrefois à la Hongrie.

La Yougoslavie est un Etat qui, depuis la grande guerre, est de plus en plus entré dans le champ visuel de notre peuple. L'estime que le soldat allemand a éprouvée autrefois pour ce peuple courageux s'est approfondie depuis et a conduit à une amitié sincère. Nos relations économiques avec ce pays sont en perpétuel développement, comme c'est le cas avec la Bulgarie amie, avec la Grèce, avec la Roumanie et avec la Turquie. La raison principale de cette évolution doit être cherchée dans les possibilités naturelles offertes par ces pays comme complément de nos ressources respectives.

L'Allemagne est heureuse de posséder aujourd'hui des frontières paisibles à l'Ouest, au Sud et au Nord. Nos rapports avec les Etats de l'Ouest et du Nord, c'est-à-dire avec la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et les Etats baltes, sont d'autant plus satisfaisants que c'est précisément dans ces pays que semblent s'accentuer les tendances à repousser certains articles du pacte de la Société des Nations qui sont susceptibles d'engendrer la guerre.

Personne plus que l'Allemagne ne peut apprécier le fait de posséder à ses frontières des Etats neutres, véritablement amis.

Puisse la Tchéco-Slovaquie aussi trouver la voie d'un ordre intérieur rendant impossible une rechute dans les tendances de l'ancien président Benès.

L'adhésion de la Hongrie et du Mandchoukouo au pacte anticommuniste est un symptôme réjouissant de la consolidation d'une résistance mondiale à la menace du communisme judéo-international qui pèse sur les peuples.

Nos relations avec les Etats de l'Amérique du Sud sont très satisfaisantes et la collaboration économique avec eux est en progrès constant.

Nos rapports avec les Etats-Unis d'Amérique souffrent de la campagne de diffamation par laquelle, sous le couvert d'un prétendu danger allemand, menaçant l'indépendance ou la liberté américaine, on essaye d'entraîner tout un continent au service d'intérêts politiques ou financiers, dont il est facile de démêler le caractère, contre les Etats d'Europe où le peuple gouverne.

Nous tous, nous nous refusons à croire que cette campagne exprime la volonté des millions de citoyens américains qui, en dépit d'une propagande judéo-capitaliste gigantesque, faite par le film, la T. S. F. et la presse, ne peuvent douter un instant qu'il n'y a pas un mot de vrai dans ces affirmations.

L'Allemagne désire la paix et l'amitié avec les Etats-Unis comme avec tous les autres pays. Elle rejette toute ingérence dans les affaires américaines, mais rejette aussi, d'une façon catégorique, toute immixtion de l'Amérique dans les affaires allemandes.

Si l'Allemagne entretient avec les Etats de l'Amérique du Sud ou de l'Amérique centrale des relations économiques, et si elle fait des affaires avec eux, cela ne regarde que ces Etats et nous. Personne d'autre.

L'Allemagne est, en tout cas, un pays souverain et vaste, et elle n'est point soumise au contrôle de politiciens américains.

Du reste, je crois que tous les Etats ont, aujourd'hui, tant de problèmes intérieurs à résoudre, que ce serait un bonheur pour les peuples si les hommes d'Etat responsables voulaient bien ne se soucier que de leurs propres affaires.

En ce qui concerne l'Allemagne, je sais, par mon expérience personnelle, que les tâches qui s'imposent à elle sont si vastes qu'elles dépassent presque les capacités d'intelligence et d'énergie d'un seul homme.

Je puis donc déclarer, en ce qui me concerne ainsi que tous mes collaborateurs, que nous vouons tous les instants de notre vie au maintien et au développement de notre peuple et de notre Reich, qui tous deux ont derrière eux un glorieux passé millénaire.

Réalisation des destins historiques.

Députés du Reichstag allemand, en terminant aujourd'hui mon exposé, je jette encore une fois un coup d'œil rétrospectif sur les années de lutte et de réalisation que nous venons de vivre. Pour la plupart d'entre nous, elles représentent tout ce qui donne une valeur et un sens à la vie. Nous savons que désormais le destin ne peut rien donner de plus grand à notre peuple et, partant, à nous-mêmes. Sans effusion de sang, nous avons réussi à édifier enfin le Grand Reich du peuple allemand. Cependant, nous n'oublierons pas que l'accomplissement de cette tâche a exigé de bien des nôtres nombre de douloureux renoncements. Des traditions chéries, des souvenirs précieux et des symboles aimés ont dû être supprimés par nous. Des « pays » ont disparu, leurs couleurs ont cessé de flotter, leurs traditions ont perdu de leur importance, mais ce peut être pour tous un motif de consolation que de se rappeler que des sentiments douloureux de cet ordre n'ont été épargnés à aucune des générations qui ont contribué à édifier la grandeur de l'Allemagne au cours de notre histoire. Depuis que les premiers de nos princes ont essayé de grouper en unités plus grandes leurs tribus indisciplinées, ils ont dû, dans leur effort, supprimer des institutions que l'accoutumance avait rendues chères, passer outre à des souvenirs jalousement cultivés, se dégager de certains serments de fidélité et d'autres obligations de cet ordre. Il a fallu près de deux mille ans pour que ces souches dispersées constituent un peuple et pour que les innombrables « pays » et Etats s'unissent en un Reich. A l'heure actuelle, ce processus d'évolution de la nation allemande peut être, dans ses grandes lignes, considéré comme terminé. Le Reich de la Grande Allemagne synthétise ainsi l'ensemble de la lutte millénaire que notre peuple a menée pour assurer son existence.

De même qu'il est l'aboutissement de tous les courants du sang allemand, de même il réunit en lui toutes les traditions du passé, ses symboles et ses bannières, et, par-dessus tout, il groupe en son sein tous les grands hommes dont les Allemands ont eu jadis le droit d'être fiers.

Dans quelque camp qu'ils aient été, les princes valeureux et les grands rois, les maréchaux et les puissants empereurs, avec, autour d'eux, les grands esprits et les héros du passé, tous n'ont été que les instruments de la Providence dans l'évolution d'une nation.

En les entourant, dans ce grand Reich, d'une vénération reconnaissante, nous nous ouvrons le trésor magnifique de l'histoire allemande.

Remercions le Tout-Puissant de nous avoir accordé le bonheur d'être les témoins de cette époque et de cette heure.

DISCOURS DE M. BENITO MUSSOLINI

(26. 3. 39)

Le 26 mars 1939, à Rome, M. Benito Mussolini prononçait un discours à l'occasion du 20e anniversaire de la fondation des Faisceaux de combat. Nous publions ci-après la traduction de ce discours paru dans le « Corriere della Sera » (27. 3.), d'après le « Bulletin quotidien de presse étrangère » (29. 3. 39) ;

Le 20e anniversaire des Faisceaux de combat (1).

Camarades de la Vigile, « Squadristes » fidèles de la première et de toutes les heures !

C'est avec une émotion profonde qu'à vingt ans de distance de la fondation des Faisceaux italiens de combat, je vous adresse la parole, tandis que, vous regardant fermement dans les yeux, je revois tant de journées que nous avons vécues ensemble, joyeuses, tristes, orageuses, dramatiques, mais toujours inoubliables.

Le 23 mars 1919, nous avons levé le drapeau noir de la révolution fasciste, annonciatrice de la rénovation européenne. Autour de ce drapeau se sont rassemblées vos « squadre », formées de vétérans des tranchées et de tout jeunes gens, tous décidés à marcher contre des gouvernements faibles et contre des théories orientales dissolvantes, pour libérer le peuple de l'influence néfaste du monde de 89. Autour de ce drapeau sont morts en combattant en héros, au sens le plus romain de ce mot, des milliers de camarades, dans les rues et sur les places d'Italie, en terre d'Afrique et d'Espagne, camarades dont la mémoire est toujours vivante et présente dans nos cœurs. (*Vifs applaudissements.*) Il peut se faire qu'il existe des gens qui ont oublié les très rudes années de la Vigile. (*Cris dans la foule :* « Jamais ».) Il peut se faire que certains, dans l'intervalle, se soient assis, mais les hommes des « squadre » sont debout, prêts à saisir le fusil, à sauter sur le camion comme vous le faisiez dans les expéditions d'autrefois. (« Oui ! Oui ! ») L'homme des « squadre » dit à celui qui s'attarde derrière les persiennes que la révolution n'est pas finie, et que, du point de vue des mœurs, du caractère, des distances sociales, elle est à peine commencée.

Je laisse à d'autres la tâche d'établir un bilan de ce que nous avons fait. En ce premier vingtennal du fascisme, le bilan est gigantesque. Ce que nous avons fait est destiné à rester et restera dans les siècles. Je ne m'attarde pas davantage à comparer ce qu'était l'Italie de 1919, déçue, inquiète, désordonnée, infectée de bolchevisme, comme une nation non pas victorieuse, mais vaincue, — à l'Italie de 1939, compacte, disciplinée, créatrice, guerrière, impériale. (*Acclamations.*)

Mais il vaudrait peut-être la peine de rappeler combien de fois le mensonge triomphant débité par la démoploutocratie a annoncé aux troupeaux aujourd'hui dispersés de ses ouailles abruties la prochaine, l'imminente, l'indubitable ruine de l'Italie fasciste. (*Sifflets.*) Elle avait, en effet, perdu beaucoup de sang en Afrique et plus encore en Espagne, et elle avait donc l'urgent besoin d'un emprunt qui, naturellement, ne pouvait être que britannique. (*Sifflets prolongés.*) Comme il est exact, comme il est vraiment exact que cette Italie fasciste est encore inconnue, à l'époque de la radio, comme la région la plus lointaine et la plus à l'écart de la terre !

Ce que nous avons fait est important, mais ce que nous ferons est plus important pour nous. Et nous le ferons parce que ma volonté ne connaît pas d'obstacles et parce que votre enthousiasme et votre esprit de sacrifice sont intacts. Vous n'êtes pas ma garde du corps, vous êtes surtout et vous voulez être la garde du corps de la révolution et du régime fasciste. (*Acclamations et cris :* « Duce ! Duce ! »)

Camarades « squadristes » ! Votre assemblée, qui est la manifestation culminante de la commémoration du premier vingtennal du fascisme, a lieu à un moment sérieux de la vie européenne. Nous ne nous laissons et nous ne nous laisserons pas prendre par ce qui est désormais connu comme la psychose de guerre, mélange d'hystérie et de peur. La route de notre navigation est définie et nos principes sont clairs. Vous les écouterez avec toute l'attention et la discrétion nécessaires.

La paix perpétuelle serait une catastrophe.

Primo : Bien que les pacifistes de profession soient des individus particulièrement détestables, et bien que le mot de paix soit désormais un peu usé par l'utilisation excessive qu'on en fait et qu'il résonne de façon équivoque comme la fausse monnaie, bien que l'on sache que nous considérions la paix perpétuelle comme une catastrophe pour la civilisation humaine, nous estimons qu'une longue période de paix est nécessaire pour sauvegarder, dans son développement, la civilisation européenne.

Mais bien que nous ayons encore été récemment sollicités, nous ne prendrons aucune initiative avant que nos droits sacro-saints aient été reconnus.

La force de l'axe Rome-Berlin.

Secundo : La période des tours de valse, si elle a jamais existé, est définitivement close. Le seul fait de la rappeler est une offense pour nous et pour tous les Italiens. Les tentatives pour faire sauter et pour fêler l'axe Rome-Berlin sont puériles. L'axe n'est pas seulement une relation entre deux Etats: c'est une rencontre de deux révolutions, qui s'annonce en nette antithèse avec toutes les autres conceptions de la civilisation contemporaine. Là est la force de l'axe et là sont les conditions de sa durée. (*Acclamations prolongées.*)

Ce qui s'est passé en Europe centrale était fatal.

Mais, comme dans toute nation, il y a toujours un pourcentage d'émotifs superficiels, qui mettent quelquefois la raison en vacance ; je vous déclare ici de la manière la plus explicite que ce qui s'est produit en Europe centrale devait fatalement se produire. Je vous déclare que, si les grandes démocraties pleurent amèrement sur la fin prématurée et quelque peu privée d'honneur de celle qui fut leur créature la plus chère, c'est une excellente raison pour ne pas s'associer à leurs larmes, plus ou moins décentes. J'ajoute que si le problème est placé sur le plan de la morale, personne, je dis personne, n'a le droit de jeter la première pierre, comme l'histoire ancienne et moderne de l'Europe le démontre abondamment.

Je déclare que quand un peuple, qui avait des hommes en très grand nombre et d'immenses arsenaux d'armes, n'est pas capable d'un geste, cela démontre qu'il est mûr, archimûr pour son destin. (*Acclamations.*)

Et je déclare enfin que si la constitution tant souhaitée d'une coalition contre les régimes autoritaires se produisait, ces régimes relèveraient le défi et passeraient à la défense et à la contre-attaque sur tous les points du globe. (*Applaudissements prolongés.*)

---

(1) Les sous-titres sont ajoutés par la *D. C.*

France et Italie.

Nous ne demandons pas au monde de nous juger.

Tertio : Dans mon discours de Gênes, j'ai parlé d'une barricade qui séparait l'Italie de la France. Cette barricade peut être considérée comme pas mal démolie, et d'ici quelques jours, peut-être d'ici quelques heures, la magnifique infanterie de l'Espagne nationale portera le dernier coup ; et cette Madrid, où les gauches attendaient la tombe du fascisme, sera à l'inverse la tombe du communisme.

Nous ne demandons pas au monde de nous juger, mais nous désirons que le monde soit informé.

Eh bien, dans la note italienne du 17 décembre 1938 étaient clairement posés les problèmes italiens vis-à-vis de la France : problèmes de caractère colonial. Ces problèmes ont un nom : ils s'appellent Tunis, Djibouti, canal de Suez. (*Acclamations prolongées.*) Le gouvernement français est parfaitement libre de se refuser même à la simple discussion de ces problèmes, comme il a fait jusqu'ici à travers ses trop réitérés et trop catégoriques « jamais ». (*Violents sifflets.*)

Les rapports entre les États sont des rapports de force.

Il n'aura pas à se plaindre ensuite si le fossé qui divise actuellement les deux pays devient si profond que ce sera une tâche ardue, sinon impossible, de le combler. (*Applaudissements prolongés.*) De quelque façon que se déroulent les événements, nous désirons qu'on ne parle plus de fraternité, de « sœurernité » (*rires*), de cousinage et autres parentés bâtardes, car les rapports entre les Etats sont des rapports de force, et ces rapports de force sont les éléments déterminants de leur politique. (*Acclamations vibrantes.*)

La Méditerranée espace vital pour l'Italie.

Quarto : Géographiquement, historiquement, politiquement, militairement, la Méditerranée est un espace vital (*la foule crie :* « Il est à nous ! ») pour l'Italie, et quand nous disons Méditerranée, se trouve inclus aussi, naturellement, ce golfe qui se nomme Adriatique et dans lequel les intérêts de l'Italie sont prééminents, mais non pas exclusifs, vis-à-vis des Slaves, et c'est pour cela que depuis deux ans y règne la paix. (*Applaudissements.*)

Il faut s'armer.

Quinto : Dernier point, mais fondamental et préalable : il faut s'armer. Le mot d'ordre est celui-ci : Encore plus de canons, encore plus de bateaux, encore plus d'avions, à n'importe quel prix, par n'importe quels moyens, même si nous devions faire table rase de tout ce qu'on appelle la vie civile. (*Acclamations.*) Quand on est fort, on est cher à ses amis et craint de ses ennemis. Depuis les jours de la préhistoire un cri a franchi les flots des siècles et la série des générations : Malheur à qui est sans défense ! (*Guai agli inermi !*)

Camarades squadristes ! La glorieuse chemise noire sous laquelle nous avons combattu et combattrons s'orne aujourd'hui d'un petit insigne dont vous devez être particulièrement orgueilleux : un insigne de couleur rouge, couleur de ce sang que nous sommes disposés à verser, le nôtre et celui des autres (*hurlements :* « Oui ! Oui ! »), si les intérêts de l'Italie et du fascisme étaient en jeu.

Cette journée est votre journée, votre grande journée. Par votre courage, par vos sacrifices, par votre foi, vous avez donné un élan puissant à la roue de l'histoire. (*Cris :* « C'est toi, Duce ! ») Et maintenant je vous demande : Désirez-vous des honneurs ? (*Les squadristes d'une seule voix répondent :* « Non ! ») Des récompenses ? La vie commode ? (*A chaque demande, les squadristes répondent :* « Non ! ») L'impossible existe-t-il pour vous ? (*Les squadristes hurlent encore d'une seule voix :* « Non ! »)

Quels sont les trois mots qui forment notre dogme ? (*La foule scande les trois mots :* « Croire ! Obéir ! Combattre ! »)

Eh bien, camarades, dans ces trois mots a été, est et sera le secret de toutes les victoires.

DISCOURS DE M. E. DALADIER

(29. 3. 39)

M. Edouard Daladier, président du Conseil, a prononcé, le mercredi 29 mars, à 19 h. 45, un discours dans lequel il a précisé la position de la France devant les grands problèmes de la politique internationale. Ce discours, radiodiffusé par l'ensemble des stations françaises, a été ensuite retransmis en sept langues. En voici le texte intégral :

Chef du gouvernement, responsable de la politique de la France, c'est d'abord en homme que je veux m'adresser aux Français et, par delà les frontières de mon pays, à tous ceux qui, dans le monde, ont un cœur loyal et généreux. Il est un langage qui n'a nul besoin de traduction pour être compris de tous : c'est le langage du cœur. Si nous étions face à face, vous qui m'écoutez avec vos enfants à côté de vous, moi qui vous parle avec la pensée que mes fils sont à mes côtés, nous nous comprendrions dans la seconde même où nos regards se rencontreraient. Nous aurions la même conscience des redoutables difficultés présentes et le même espoir dans l'avenir. Nous n'aurions pas besoin de mots, ni de phrases pour comprendre que nous ne pensons les uns et les autres qu'au maintien de la paix dans l'honneur et la liberté de notre patrie.

Chacun de nous se demande, en effet, si son pays n'est pas menacé, si ses voisins sont sûrs. Cette incertitude oblige les gouvernements à prendre des mesures de précaution. Des traités sont signés, mais, avant même d'être mis en vigueur, ils ne sont déjà plus, pour les uns, une garantie, pour les autres, un obstacle. Ceux qui n'agissent pas se sentent complices de la force, et ceux qui agissent craignent de la provoquer. Partout la frénésie des armements détruit toute autre activité. Comment les hommes pourraient-ils encore agir et penser librement ?

C'est par une semblable fatalité que, l'inquiétude engendrant l'inquiétude, les armements appelant les surarmements, la guerre s'est déjà bien des fois déchaînée.

Cette situation me fait un devoir de vous dire, ce soir, ce que veut la France, quelle est sa force et quelle est sa résolution.

Ce que veut la France ? C'est la paix des hommes libres.

La force de la France ? C'est son unité matérielle morale réalisée, une fois de plus, devant le péril. La résolution de la France ? C'est de défendre son idéal et ses droits.

Pour faire comprendre à tous des choses aussi simples et aussi évidentes, un chef de gouvernement ne polémique pas.

La force française.

Je n'apprendrai rien aux Français qui m'écoutent, mais j'apprendrai peut-être quelque chose aux étrangers en disant que l'union de la France n'a jamais été aussi profonde ni aussi complète qu'aujourd'hui. Ce n'est sans doute pas ce que répètent certains hommes qui ont reçu la mission de répandre à travers le monde la fable absurde de l'impuissance ou de l'abdication de la France : jamais la France n'a été plus unie, jamais elle n'a été plus résolue, jamais elle n'a été plus forte.

Elle espère que la paix sera sauvée, car elle a la haine de la guerre. Mais si la guerre lui était imposée, ou si elle lui était offerte comme la seule alternative entre la déchéance ou le déshonneur, elle se dresserait d'un seul élan pour la défense de sa liberté.

Cette liberté, elle est en mesure de la préserver. Alertés par le désordre de l'Europe et du monde, les Français ont compris que, pour assurer leur salut, un grand effort était nécessaire. Ils l'ont accompli. Un travail accru, une saine et rigoureuse gestion des finances publiques, l'acceptation de sacrifices indispensables avaient déjà donné d'utiles résultats. Notre situation économique s'améliorait, comme le démontrent les chiffres de la production française. Le franc tenait fermement sur la ligne que nous avions fixée. La défense nationale était solidement garantie.

La crise internationale qui vient d'éclater ne s'est donc pas abattue sur une France faible et déconcertée. Bien au contraire, malgré la crise internationale, elle poursuit sa renaissance.

Sa production augmente, le chômage diminue. Sa monnaie est l'une des plus solides. Hier encore, le franc s'est apprécié par rapport à toutes les monnaies du monde et nous avons reçu dans cette seule journée plus de quatre tonnes d'or. Mais nous avons eu le sentiment profond qu'à l'accroissement des périls, la France devait répondre par un accroissement de sa puissance.

C'est parce que j'étais animé par la claire vision de ces nécessités que j'ai demandé les pleins pouvoirs pour la période durant laquelle la paix peut être en péril.

Pourquoi ai-je demandé ces pouvoirs ? Pourquoi le Parlement me les a-t-il consentis ? Parce qu'il fallait agir et non délibérer. Parce qu'il fallait prendre dans la rapidité et le silence les mesures exceptionnelles nécessaires à la défense du pays.

Par nos récents décrets, complétant ceux que nous avions pris à l'automne, nous avons décidé d'augmenter encore le labeur du pays, de subordonner tous les intérêts particuliers à la notion du salut public, la seule qui doit animer à l'heure présente les consciences françaises.

Nous avons pris aussi des mesures d'ordre militaire et la nation a répondu à notre appel avec une résolution virile, comme elle l'a fait à toutes les heures graves de son histoire.

L'effort que nous demandons, nul ne refuse de l'accomplir, parce que chacun sait que la France est une patrie juste et qu'elle ne fonde pas les exigences de sa défense sur la misère de ses fils.

Si nous étions restés passifs, si le pays était demeuré inerte, si le gouvernement n'avait pas pris ses responsabilités, les affirmations de nos droits ne seraient bientôt plus qu'une vaine rhétorique, tandis que notre force est plus grande qu'elle ne le fut jamais.

La force française ? Savez-vous bien ce qu'elle est ? Elle est cet ensemble d'armées magnifiques dont les chefs et les hommes, instruits par une longue expérience, unis par les mêmes pensées, forment un seul bloc sans rien perdre de leurs vertus individuelles.

La force française ? Elle trouve son soutien dans un pays riche, équilibré, dont le sol fécondé par l'effort tenace de nos agriculteurs est à l'abri de la détresse et des famines.

La force française ? Elle est présente dans le monde entier, dans nos possessions les plus lointaines où, ministre des Colonies, il y a quinze années, j'ai déjà senti vibrer le plus ardent loyalisme. Elle est à la mesure de cet immense empire dont le bloc africain, intangible, forme l'armature centrale, et dont récemment encore j'ai pu mesurer moi-même l'affectueux attachement et le dévouement total à la mère patrie.

La force française ? Ce ne sont pas seulement toutes ces puissances matérielles, mais encore ces valeurs spirituelles et morales aussi grandes aujourd'hui qu'à n'importe quel siècle de notre histoire ; c'est cette recherche constante de la dignité humaine, dans la liberté et dans l'ordre ; c'est la fraternité de toutes les croyances et de toutes les pensées, c'est l'union spontanée de tout un peuple qui cherche la vérité et la justice jusque dans ses querelles politiques, mais qui n'a même pas besoin de se réconcilier pour être uni dès que sonne l'heure du péril.

La force française ? Ce sont enfin les amitiés de la France, celles qui consacrent nos accords et celles qui, spontanément, l'associent aux peuples libres et aux peuples qui souffrent.

Dans les désordres actuels du monde, des définitions nouvelles de la vie sont proposées aux peuples angoissés pour recouvrir les plus vieilles pratiques et les plus vieux expédients.

On appelle liberté la servitude. On appelle adhésion volontaire la soumission. On appelle orgueil de vivre le désespoir. On appelle progrès la destruction des valeurs humaines. On prétend vouloir faire le salut des hommes, alors qu'on les mène à la ruine.

Qu'il me soit permis de vous dire, au nom de la France, ce que c'est que le véritable service de la patrie, et de l'humanité. C'est de ne jamais sacrifier les hommes en vain, c'est de ne jamais les broyer sous les servitudes de l'orgueil ou de la force, c'est de leur permettre, sous la sauvegarde tutélaire de la patrie, de vivre selon leur volonté, de croire selon leur cœur, de penser selon leur génie, d'agir selon leur conscience.

C'est parce que nous croyons cela que nous n'accepterons jamais que les rapports de nation à nation soient réglés par la force. Ce qui règle ces rapports, pour nous, Français, c'est d'abord la justice et le droit, et ce n'est que lorsqu'ils disparaissent et que se déchaîne la violence, que le recours à la force devient un indispensable devoir.

Les relat ons franco-italiennes.

Pacifique et puissante, la France peut regarder l'avenir avec confiance.

Les revendications tumultueuses qui s'élèvent parfois autour d'elle, elle les écoute avec une grande

sérénité, parce qu'elle sait que des négociations ne pourraient faire éclater que son bon droit et que toute violence contre elle serait brisée.

Pourquoi ne pas aborder les problèmes de front ? Le monde entier s'attend, ce soir, à ce que je parle des relations franco-italiennes. J'en parlerai avec la plus grande franchise ou plutôt je n'aurai qu'à laisser parler les faits eux-mêmes.

Pour mettre fin à des malentendus trop longtemps prolongés, le 7 janvier 1935, des accords franco-italiens étaient signés à Rome. Ils étaient destinés à « régler définitivement », à « liquider » les questions pendantes entre les deux pays.

Des arrangements étaient intervenus par lesquels l'Italie obtenait des rectifications de frontière et des cessions de territoires en Afrique, des avantages économiques, et la France une transformation progressive du statut des Italiens de Tunisie par étapes en 1945, 1955, 1965.

Ces accords reçurent de la part de la France un commencement d'exécution. Jamais ils n'avaient été remis en question, ni pendant la conquête de l'Ethiopie, ni après, ni dans les conversations officielles du printemps 1938, ni au moment de la reconnaissance de l'empire italien et de la nomination de M. François-Poncet comme ambassadeur à Rome.

Ce n'est que par une lettre en date du 17 décembre dernier que le comte Ciano nous a fait savoir qu'il ne considérait plus comme valables ces accords de 1935.

D'autre part, dans le discours qu'il a prononcé dimanche dernier, M. Mussolini a dit, en propres termes :

« Nous ne demandons pas au monde de juger, mais nous désirons que le monde soit informé.

Or, dans la note italienne du 17 décembre 1938 étaient clairement établis les problèmes italiens à l'égard de la France, problèmes de caractère colonial. Ces problèmes ont un nom. Ils s'appellent : Tunisie, Djibouti, canal de Suez. »

Cette affirmation a créé dans l'opinion internationale une grande surprise.

La référence à la lettre du 17 décembre a laissé croire en effet que ce document contenant avec précision les revendications italiennes. Toute une campagne de presse a laissé entendre que la France avait été saisie, à cette date, de demandes concrètes et qu'elle n'avait pas répondu.

La lettre du 17 décembre, nous allons la publier. Vous pourrez la lire demain dans les journaux, suivie de la réponse que nous avons fait tenir au gouvernement italien quelques jours plus tard.

Mais, dès ce soir, je vous apporte l'affirmation qu'elle ne contenait aucune précision, qu'il n'y était question ni de Suez, ni de Djibouti, ni de Tunisie.

Que dit, en effet, la lettre du 17 décembre ? Elle dit simplement que l'Italie considère le traité de 1935 comme caduc et elle s'efforce de justifier cette attitude.

L'argument essentiel qu'elle invoque est le suivant : la conquête de l'Ethiopie et la constitution de l'empire italien auraient créé de nouveaux droits en faveur de l'Italie.

Je n'ai pas besoin de dire qe nous ne pouvons accepter cet argument. Que signifie-t-il, en effet ? Il signifie que chaque nouvelle conquête ou chaque nouvelle concession ouvrirait de nouveaux droits. Ainsi, les revendications qui pourraient nous être présentées seraient pratiquement sans limites, puisque chacune d'elles, une fois satisfaite, porterait en soi des revendications futures.

Au surplus, je le répète, aucune de ces revendications n'a été formulée dans la lettre du 17 décembre.

Soutiendra-t-on que ces revendications nous ont été présentées par des articles de presse ou par les clameurs de la rue ? Dans ce cas, il me suffira de rappeler que la position de la France a été immédiatement rendue publique.

J'ai dit, et je maintiens, que nous ne céderions ni un arpent de nos terres ni un seul de nos droits.

La France a signé les accords de 1935. Fidèle à ses engagements, elle est prête à poursuivre leur complète et loyale exécution. Dans l'esprit et l'équivalence de ces accords, sur les bases que j'ai définies et que je viens de rappeler, elle ne se refuse nullement à examiner les propositions qui lui seraient faites.

Je veux aussi, puisque je parle des rapports franco-italiens, mettre au point des légendes qu'on colporte sur la situation des 94 000 Italiens qui vivent en Tunisie avec 108 000 Français et près de 2 millions et demi de musulmans. On prétend que les Italiens sont maltraités ou même persécutés. Ce sont des fables. Ils bénéficient, au contraire, dans tous les domaines, du régime le plus libéral, aussi bien pour eux que pour leurs enfants. Les étrangers qui vivent en Tunisie en ont souvent porté le témoignage.

Je peux moi-même, puisque j'étais au début de janvier en Afrique du Nord, en donner ici un témoignage personnel. Je veux aussi, puisque je parle de la Tunisie, adresser mon cordial salut à ces nobles populations musulmanes qui gardent dans le cadre de notre empire leurs croyances séculaires et toutes les vertus de leur civilisation. Je veux les remercier de témoigner avec tant de fidélité émouvante leur dévouement à la France. Qu'elles aient la certitude que la France demeurera toujours leur protectrice fidèle et vigilante, et qu'en aucun cas elle ne laissera mettre en cause sa grande mission.

S'il était besoin de démontrer encore quel sens de la justice, quels sentiments de courtoisie les Français éprouvent à l'égard des Italiens, pourquoi ne citerais-je pas l'exemple des 900 000 Italiens qui vivent sur notre territoire métropolitain ? Ont-ils à se plaindre de l'hospitalité française ? Ne sont-ils pas heureux de vivre sous la sauvegarde de nos lois et de nos libertés ?

Au service de la paix et de la liberté.

Ainsi la France demeure dans ce domaine, comme dans tous les autres, fidèle à ses plus hautes traditions. De même à l'égard d'un autre grand peuple voisin avec lequel nous avons eu tant de conflits, la France n'a pas cessé de témoigner de sa bonne volonté.

Nous avons signé les accords de Munich, et, quelques mois après, la déclaration franco-allemande. Il y a quelques jours encore, animés par l'esprit de cette déclaration, nous avions envoyé une mission à Berlin pour y négocier un accord économique, base indispensable de l'établissement d'une collaboration durable.

Mais, comme je l'ai dit au Sénat, la conquête de la Tchéco-Slovaquie et l'occupation de Prague par les armées allemandes ont porté le plus rude coup à ces patients efforts.

Pendant des années, on nous avait parlé, pour justifier certains actes, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Depuis, on nous parla des aspirations naturelles... Voici maintenant qu'on nous parle de l'espace vital

qui n'est que le perpétuel devenir de la volonté de conquête.

Ainsi que je vous le disais il y a peu d'instants, comment l'Europe ne serait-elle pas en alerte?

Il n'est pas, en effet, un seul homme qui ignore, à l'heure actuelle, que la guerre serait une catastrophe pour toutes les nations. Aucune ne serait à l'abri des destructions.

Nous ne voulons pas de cela. Nous voulons aider l'Europe à se sauver.

Au nom de mon pays, je convie à une collaboration confiante toutes les puissances qui pensent comme nous, toutes celles qui, comme nous, sont prêtes à persévéter dans les voies de la paix, mais qui, d'un seul élan, se dresseraient solidaires devant l'agression.

Je sais que ces paroles, qui ont défini la position de la France, trouveront un fraternel écho au sein des nations amies, à travers l'Europe et aussi par delà la Manche et par delà l'Atlantique Si la collaboration franco-britannique, par exemple, est aussi complète qu'elle l'est à l'heure actuelle, c'est parce que sur tous ces problèmes la France et la Grande-Bretagne ont des pensées semblables. Elles poursuivent les mêmes buts par les mêmes moyens.

Je peux donc avoir l'espoir que tous les hommes raisonnables — et il y en a dans tous les pays — entendront ce langage de raison.

Ils retiendront qu'il est exempt de menaces, qu'il ne cherche l'humiliation de personne. Ils verront en lui la preuve que la France met toutes ses forces intactes et ardentes au service de la paix.

Quant à la France, notre patrie, rien ne la détournera plus du destin qu'elle a librement choisi dans la claire conscience de ses droits et de sa force. Une fois de plus, elle veut montrer au monde ce que peut le travail, quand il n'a d'autre but que de servir à la dignité des hommes, ce que peut le courage, quand il ne connaît d'autre guide que la justice, ce que peut l'esprit de sacrifice, quand il n'est accepté que pour le salut de la liberté.

Note italienne du 17 décembre 1938.

La note italienne est adressée par le comte Ciano à M. François-Poncet :

Rome, le 17 décembre 1938,

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans la conversation du 2 courant (1), Votre Excellence m'a exprimé le désir du gouvernement français de savoir si le gouvernement italien considérait comme encore en vigueur les accords italo-français du 7 janvier 1935 (2), et si ces accords pouvaient, à son avis, servir encore de base aux relations franco-italiennes.

J'ai répondu à Votre Excellence que la question avait un caractère et une importance trop réels pour que je puisse sur-le-champ lui donner une réponse définitive qui nécessitait un examen plus approfondi.

J'ai maintenant l'honneur de vous faire connaître ce qui suit et qui confirme ce que je vous ai dit alors à titre personnel.

Les accords italo-français du 7 janvier 1935 sont constitués, comme le sait Votre Excellence, par un traité relatif au règlement des intérêts réciproques en Afrique et par une série d'actes qui y sont étroitement liés.

L'article 7 du traité établit que celui-ci sera ratifié et subordonne son entrée en vigueur à l'échange des ratifications. Or, cet échange n'a jamais eu lieu ; on a bien entamé immédiatement après les signatures les procédures constitutionnelles préparatoires à la ratification, mais celle-ci n'a jamais été effectuée. On n'a même jamais commencé les négociations pour la stipulation de la convention spéciale concernant la Tunisie, convention qui — d'après l'article premier du traité — aurait dû entrer en vigueur à la même date que le traité lui-même.

Le traité italo-français pour le règlement des intérêts réciproques en Afrique n'a donc jamais été parachevé.

En dehors de ces constatations d'ordre juridique, il faut encore tenir compte de ce que, aussi bien le traité que les autres actes, ont été conclus sur la base de postulats bien précis et que ces postulats n'ont jamais trouvé leur confirmation dans la pratique.

Comme on le sait, les accords de 1935 visaient, moyennant le règlement de toute une série de questions, à développer l'amitié entre l'Italie et la France et à instaurer entre les deux Etats des rapports de confiante collaboration.

Tout particulièrement, l'Italie, par les accords de 1935, consentait à accepter de notables sacrifices, tant en ce qui concerne les droits des Italiens en Tunisie que pour ce qui touche aux droits qu'elle tient de l'article 13 du pacte de Londres de 1915, en tenant compte d'une équitable compréhension et d'une attitude conforme de la France relativement aux nécessités d'expansion de l'Italie en Afrique orientale.

Or, l'attitude adoptée par la France, quand l'Italie fut contrainte par l'action du Négus à résoudre définitivement le problème de ses rapports avec l'Ethiopie, et aussi par la suite, ne fut certes pas conforme à son intention. Elle fut même tout à fait opposée. Qu'il suffise de se référer, sans qu'il soit besoin ici de les évoquer de nouveau, aux diverses phases des événements qui se sont déroulés depuis 1935.

Les accords du 7 janvier 1935 qui, du reste, n'ont jamais été mis à exécution, comme Votre Excellence a pu le noter dans la conversation du 2 courant, se sont ainsi vidés de leur contenu et ils ne peuvent évidemment pas être considéré comme étant aujourd'hui en vigueur.

Ils sont même historiquement dépassés.

Dans leur ensemble, ils se rapportaient à une situation politique générale qui a été rapidement débordée par les événements qui ont suivi l'application des sanctions. De plus, la constitution de l'empire a créé de nouveaux droits et de nouveaux intérêts d'une importance fondamentale. Dans ces conditions, et dans l'intérêt même de leur amélioration, les rapports italo-français ne sauraient avoir encore pour base, à l'heure présente, les accords de 1935 et, précisément, si l'on veut les améliorer, il est évident que ces rapports doivent être examinés à nouveau d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Réponse du gouvernement français (25. 12. 38).

Voici la réponse adressée le 25 décembre par M. François-Poncet au comte Ciano :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre du 17 décembre, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que, de l'avis du gou-

(1) Sur cette conversation voir *D. C.*, t. 40, col. 212. [Note de *la D. C.*]

(2) Cf. résumé des Accords franco-italiens du 7. 1. 35, dans *D. C.*, t. 33, col. 147. [Note de *la D. C.*]

vernement royal, les rapports franco-italiens ne sauraient avoir pour base, à l'heure présente, les accords de 1935.

Votre Excellence estime devoir appuyer cette opinion d'observations de caractère à la fois juridique et politique. D'une part, le traité franco-italien pour le règlement des intérêts réciproques en Afrique n'a jamais été parachevé, les négociations pour la stipulation de la convention spéciale concernant la Tunisie, qui devait entrer en vigueur à la même date que le traité, n'ayant pas été entreprises. D'autre part, les événements politiques survenus depuis 1935 et, notamment, l'attitude de la France dans l'affaire d'Ethiopie auraient « vidé de leur contenu » ces accords, qui se trouvaient « historiquement dépassés ».

Sans vouloir discuter les conséquences que peut comporter une telle communication, mon gouvernement se doit de formuler les constatations suivantes :

1° Les accords du 7 janvier 1935, qui ont établi la base du règlement de tous les différends subsistant entre la France et l'Italie et qui avaient pour objet d'assurer le développement de leurs relations amicales, ont été approuvés, à l'unanimité moins 9 voix, par le Parlement français, les 22 et 26 mars 1935. Si les ratifications n'ont pu en être échangées par suite d'un ajournement de l'établissement de la convention tunisienne qui devait précéder cet échange, la France n'est pas responsable de l'appréciation des circonstances qui ont amené l'Italie à souhaiter elle-même cet ajournement.

Au surplus, avant même leur ratification, ces accords ont reçu, de la part de la France, au seul bénéfice de l'Italie, un commencement d'application, puisque, anticipant sur l'exécution de l'un de ses engagements, le gouvernement français a assuré la cession effective, par le groupe français de la Compagnie concessionnaire du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba, de 2 500 actions de cette Société à un groupe italien.

Du côté même des représentants italiens, dans les négociations franco-italiennes qui se sont déroulées à Paris, en 1937, pour l'aménagement des règlements économiques prévus en Afrique orientale, les accords de Rome ont été considérés comme suffisamment acquis pour être fréquemment invoqués comme référence de base. Et, récemment encore, le 12 mai 1938, examinant avec le chargé d'affaires de France le programme de négociations soumis au gouvernement italien le 22 avril 1938, Votre Excellence, tout en faisant quelques observations de forme, n'a élevé aucune objection de principe à la mise en œuvre des accords africains du 7 janvier 1935 qui se trouvait suggérée sous les points 9, 10 et 11 de ce programme. Elle a même précisé que, en ce qui concernait la convention tunisienne, le palais Chigi n'envisageait pas de changement substantiel au texte proposé par le gouvernement français, texte dont M. Blondel a pourtant fait observer qu'il était tiré des accords de 1935. Aucune considération politique ne s'opposait donc alors, dans la pensée du gouvernement italien, au maintien de ces accords.

2° Aucun acte politique du gouvernement français n'a jamais pu être invoqué, depuis cette époque, pour justifier un changement des dispositions manifestées par le gouvernement royal.

Le gouvernement français a pris, au contraire, toutes les initiatives qui lui avaient été représentées comme de nature à faciliter l'amélioration des rapports entre les deux pays. Le 12 mai 1938, le gouvernement français adoptait, à Genève, la position de principe qui devait lui assurer sa liberté d'action pour la reconnaissance de la souveraineté italienne en Ethiopie. Quelques mois plus tard, le 12 octobre, il accréditait un ambassadeur auprès de Sa Majesté le roi d'Italie, empereur d'Ethiopie.

3° Quant au fait antérieur de l'attitude observée par la France au regard de l'affaire d'Ethiopie, le gouvernement italien n'a jamais ignoré les données générales et constantes de la politique française avec les obligations internationales qu'elle comportait. Elles ont toujours été loyalement rappelées en temps opportun au gouvernement italien par le chef du gouvernement français, M. Pierre Laval, qui dirigeait, alors, la politique extérieure de la France.

Mais le gouvernement italien sait dans quel esprit cette politique a été conduite par le gouvernement français. M. Mussolini a bien voulu exprimer à plusieurs reprises à l'ambassadeur de France, pendant l'évolution de la procédure en cours à Genève, toute son appréciation de l'action modératrice de la France et de l'effort constant de la délégation française pour concilier, autant que possible, le respect des obligations du pacte et le ménagement de l'amitié franco-italienne.

Le gouvernement français a tenu à rappeler ces faits à Votre Excellence en lui accusant réception de sa communication.

Lettre de l'assemblée des cardinaux français.

Au nom de l'assemblée annuelle des cardinaux et archevêques français réunis à Paris, S. Em. le cardinal Verdier a adressé à M. Daladier la lettre suivante (« Croix », 1. 4. 39, et « S. R. Paris », 8. 4. 39) :

Monsieur le président.

Les cardinaux et archevêques de France, réunis à Paris pour leur assemblée annuelle, m'ont confié une bien agréable mission.

Ils m'ont chargé, Monsieur le président, de vous offrir leurs félicitations et leurs vœux les plus ardents à l'heure où vous entreprenez la grande œuvre du salut public.

De tout leur pouvoir, que Votre Excellence en soit assurée, ils vous aideront dans cette tâche du redressement national.

Comme vous, ils sentent que la France a, dans les conjonctures actuelles, une grande mission à remplir. Si elle doit veiller sur sa sécurité et sur son indépendance, elle doit aussi contribuer, et pour une large part, à garder au monde notre civilisation, c'est-à-dire les principes et les institutions qui sauvegardent dans les relations humaines la vraie liberté, l'égalité foncière de tous les hommes et la fraternité chrétienne.

C'est la grande mission que vous avez entreprise. Elle vous honore. Elle est digne de tous nos efforts. Que Dieu vous aide à achever, pour le bien de toute l'humanité et pour la paix du monde, ce magnifique redressement. C'est le vœu et la prière de tous les évêques de France au nom desquels je vous prie d'agréer, Monsieur le président du Conseil, leur plus profond respect.

Jean cardinal Verdier,
archevêque de Paris.

M. Daladier a immédiatement remercié l'archevêque de Paris dans une lettre autographe par laquelle il lui faisait connaître, en termes particulièrement aimables, combien il avait été sensible aux vœux de l'assemblée des cardinaux et archevêques de France.

DISCOURS DU CHANCELIER HITLER

(1. 4. 39)

Le 1er avril 1939, à Wilhelmshaven, à l'occasion du lancement du cuirassé allemand « von Tirpitz », le chancelier Hitler a prononcé un discours dont la « Deutsche Allgemeine Zeitung » (2. 4., matin) a donné le texte. Nous en empruntons la traduction au « Bulletin Quotidien de Presse étrangère » (5. 4. 39) :

COMPATRIOTES ALLEMANDS,

Celui qui veut le mieux mesurer l'essor connu par l'Allemagne après sa déchéance n'a qu'à voir le développement d'une ville comme Wilhelmshaven. Aujourd'hui, elle retentit à nouveau du puissant bruit du travail, alors qu'il y a seulement peu de temps c'était un lieu désolé et mort, presque sans droit à l'existence, sans perspective d'avenir. Il est bon de se remémorer le passé. Lorsque cette ville connut son premier essor, celui-ci coïncida avec la renaissance du Reich allemand qui suivit ses luttes pour l'unité. Cette Allemagne était un Etat de paix. A l'époque même où les nations soi-disant pacifiques et vertueuses menaient toute une série de guerres, cette Allemagne n'a alors connu qu'un seul but, sauvegarder la paix, travailler en paix, élever le niveau de bien-être de ses habitants et contribuer ainsi à la civilisation humaine et sérieuse. L'Allemagne du temps de paix a essayé, avec un labeur infini, avec son génie et sa ténacité, de façonner sa vie à l'intérieur et de s'assurer à l'extérieur une place convenable au soleil en participant à la concurrence pacifique entre nations.

Bien que cette Allemagne ait été pendant des dizaines d'années le plus sûr garant de la paix et ne se soit adonnée elle-même qu'à ses occupations pacifiques, elle n'a pu empêcher d'autres peuples, et notamment leurs hommes d'Etat, de suivre cet essor avec des sentiments d'envie et de haine, et d'y répondre finalement par une guerre.

Nous savons aujourd'hui, par les documents de l'histoire, comment l'Angleterre pratiqua systématiquement la politique d'encerclement d'alors. Nous savons par de nombreuses publications qu'en Angleterre on était d'avis qu'il était nécessaire d'abattre militairement l'Allemagne parce que son anéantissement assurerait à chaque citoyen britannique une quantité plus grande de biens vitaux.

Certes, l'Allemagne d'alors a commis des fautes, mais la plus grave de toutes consista à voir cet encerclement et à ne pas s'en défendre à temps.

Une faute unique que nous puissions reprocher au régime allemand de cette époque, c'est qu'il avait pleine connaissance du plan diabolique d'une attaque contre le Reich sans avoir la force de décision d'y parer à temps, et qu'il laissa mûrir cet encerclement jusqu'au moment où éclata la catastrophe. La conséquence fut la guerre mondiale.

Dans cette guerre, le peuple allemand a combattu héroïquement, bien que ses armements ne fussent nullement parfaits. Aucun peuple ne peut revendiquer la gloire de nous avoir abattus. Et encore moins le peuple dont les hommes d'Etat prononcent aujourd'hui les plus grands mots. (*La foule éclate en ovations.*)

L'Allemagne est restée alors invaincue sur terre, sur mer et dans les airs, et pourtant nous avons perdu la guerre. Nous connaissons la puissance qui a vaincu alors l'Allemagne : c'était la puissance du mensonge, le poison d'une propagande qui ne reculait devant aucune déformation de la vérité et en face de laquelle le Reich allemand d'alors, parce qu'il n'était pas préparé, se trouvait absolument désarmé.

La paix de Versailles

Lorsque les quatorze points de Wilson furent proclamés, beaucoup de compatriotes allemands, surtout les hommes « dirigeants » de l'époque, virent dans ces quatorze points non seulement la possibilité de mettre fin à la guerre mondiale, mais aussi d'amener une pacification définitive de tous les peuples de cette terre. Ce devait être une paix de réconciliation et de compréhension, une paix qui ne devait connaître ni vainqueurs ni vaincus, une paix sans indemnités de guerre, une paix d'égalité des droits pour tous, une paix d'égale répartition des territoires coloniaux et d'égale prise en considération des desiderata coloniaux. Une paix qui devait trouver son couronnement suprême dans une société groupant toutes les nations libres. Et comme garantie de l'égalité de droit, cette paix devait faire apparaître comme superflu qu'à l'avenir les peuples eussent encore à supporter les armements qui étaient, disait-on, un si lourd fardeau pour eux autrefois. Par conséquent désarmement, et désarmement de toutes les nations ! L'Allemagne, disait-on, doit donner le bon exemple, et tous devaient s'engager à imiter son désarmement. Mais, à cet effet aussi, ce devait être la fin de l'ère de la diplomatie dite secrète. Tous les problèmes intéressant les peuples devaient être débattus et traités librement, au grand jour, et surtout le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devait être désormais définitivement stabilisé et élevé au rang de facteur capital dans l'histoire future de l'humanité. L'Allemagne a cru à ces promesses. Y faisant confiance, et après s'être fait confirmer que les Alliés approuvaient ces déclarations, elle a déposé ses armes. Et c'est alors que commença un parjure tel que l'histoire mondiale n'a encore jamais connu le pareil. Dès que notre peuple eut déposé les armes, ce fut le début d'une époque de chantage et d'oppression, de spoliation et de mise en esclavage.

Plus du tout question de paix sans vaincus ni vainqueurs, mais un verdict damnant le vaincu pour des temps illimités. Plus du tout question de droits égaux, mais le droit d'un côté, l'injustice et l'absence de droit de l'autre. Spoliation sur spoliation, chantage sur chantage furent les conséquences. Dans ce monde démocratique, personne ne s'est soucié des souffrances de notre peuple. Des centaines et centaines de milliers de gens sont morts en temps de guerre, non pas sous le feu de l'ennemi, mais du fait du blocus de la faim. Et lorsque la guerre fut terminée, ce blocus fut maintenu encore pendant des mois et des mois, afin de pouvoir faire davantage pression sur notre peuple.

Même le prisonnier de guerre allemand n'eut pas encore le droit de rentrer dans son pays, mais fut obligé de rester encore en captivité pendant un temps interminable. Les colonies allemandes ne furent pas réparties équitablement, mais elles nous furent enlevées, volées. Les avoirs allemands à l'étranger furent tout simplement saisis, nos bateaux de commerce enlevés. A cela s'ajouta une extorsion financière telle que le monde n'en a pas connu l'équivalent. On mit à la charge du peuple allemand des sommes qui étaient humainement impossibles, qui étaient d'un ordre de grandeur astronomique, et dont un homme d'Etat anglais a dit qu'elles ne pourraient être payées que si le peuple allemand réduisait son niveau d'existence à l'extrême et travaillait quatorze heures par jour.

Ce que l'intelligence allemande, le labeur allemand, la capacité de travail allemande avaient accumulé d'épargne pendant des dizaines et dizaines d'années, fut perdu en quelques années. De plus, des millions d'Allemands furent ou bien enlevés au Reich ou empêchés de faire retour au Reich. Quant à la Société des Nations, on n'en fit pas un instrument de juste politique d'entente entre nations, mais l'instrument du plus vil diktat que les hommes aient jamais conçu. C'est ainsi qu'un peuple fut violenté et livré à une misère que vous savez tous. Un chômage en progression fut le résultat de cette évolution, avec la détresse et la faim; et le processus d'appauvrissement misérable prit des formes terribles. A l'époque, le Reich allemand est devenu le pays des suicides.

Le désarmement que l'on avait imposé à notre peuple et que l'Allemagne fut seule à exécuter ne fut pas observé par les autres qui, au contraire, continuèrent à armer et qui ne songèrent non plus aucunement à supprimer la guerre comme instrument. Ils conquirent des territoires, eurent raison des indigènes par la force, sans se soucier le moins du monde de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Nous ne voyons donc dans cette époque qu'une suite ininterrompue d'abus de confiance. Par le parjure, on a ravi son droit à un grand peuple et on lui a pratiquement enlevé ses moyens d'existence. Un homme d'Etat français a exprimé cela de façon concise en déclarant : il y a 20 millions d'Allemands de trop!

Le mouvement national-socialiste.

Or, mes compatriotes allemands, les Allemands ont réagi de bien des façons devant cet effondrement. Tous ont eu à en souffrir, à l'exception peut-être de quelques rares bénéficiaires. Mais cependant, chacun réagit de façon diverse. Il y eut des Allemands qui, par désespoir, mirent un terme à leur vie : il y en eut d'autres qui se plièrent de façon léthargique à un sort fatal; il y en eut d'autres qui furent d'avis qu'il fallait tout briser, brandir la torche incendiaire et mettre le feu à tout ce qui pouvait prendre feu; d'autres grincèrent des dents et brandirent le poing dans une rage impuissante. D'autres à leur tour pensaient qu'il fallait restaurer le passé, le rétablir tel qu'il était. Chacun prenait donc position d'une façon quelconque.

Et moi aussi, comme soldat anonyme de la grande guerre, j'ai eu alors mon point de vue. C'était un programme très court et simple. Il consistait en ceci : éliminer les ennemis intérieurs de la nation, mettre un terme au morcellement de l'Allemagne, rassembler toutes les énergies nationales en une nouvelle communauté et briser, de toute façon, le traité de paix. Car tant que ce diktat de Versailles pesait sur le peuple allemand, celui-ci était effectivement voué à sa perte. Lorsqu'on entend d'autres hommes d'Etat dire qu'il faut que le droit règne sur ce monde, on peut bien leur dire que leur crime n'est pas le droit, que leur diktat n'est pas le droit, n'est pas la loi, mais qu'au-dessus de leur diktat et au-dessus de ce qui leur semble utile, il y a les droits éternels des peuples à l'existence. Je ne suis pas là, et notre peuple allemand n'a pas été créé par la Providence pour suivre docilement une foi qui convient aux Anglais et aux Français, mais pour défendre son droit à la vie. Voilà pourquoi nous sommes là. (*Ovation prolongée.*)

Et je fus décidé à accepter ce combat pour la défense des droits de l'Allemagne à la vie. Je l'ai d'abord mené à l'intérieur de la nation. Plus d'un en fut touché. Chacun avait autrefois son association, son parti, son rang social, sa religion et, par conséquent aussi, son drapeau à lui. Cette diversité a fait place désormais à une seule communauté, la communauté du peuple allemand. (*Ovation.*)

La réaliser et l'approfondir de plus en plus, telle est notre tâche à tous. De même que jusqu'ici il a fallu des siècles au peuple allemand pour atteindre sa structure politique et sociale du moment, de même cette structure-type de l'avenir ne peut être réalisée ni achevée en dix ans. Mais c'est un grand et noble objectif auquel tendent nos efforts. Un véritable et vrai socialisme, un socialisme en action, que nous réalisons et qui, finalement, donnera à notre peuple cette unité intérieure qui est la condition préalable de la défense des revendications du droit à l'extérieur.

Pendant cette période, j'ai chagriné plus d'une personne. Mais je crois que le bonheur que partage aujourd'hui toute la nation doit dédommager chacun largement d'avoir dû abandonner ce qui lui tenait à cœur. Vous tous, vous avez sacrifié des partis, des associations et sociétés, mais, par contre, vous avez obtenu un grand et puissant Reich. Et aujourd'hui, ce Reich est, Dieu merci! assez fort pour prendre vos droits sous sa protection. Dorénavant, nous ne sommes plus à la merci de la faveur ou de la défaveur d'autres Etats et de leurs dirigeants. Pendant quinze ans, j'ai mené un combat légal en Allemagne et j'ai finalement, en observant strictement les règles du jeu démocratique, obtenu la majorité dans cet Etat, et, par là, le droit de donner une nouvelle structure à cet Etat.

Relèvement de l'Allemagne.

Depuis lors, j'ai accompli cette rénovation en agissant dans l'entente la plus étroite et en accord permanent avec le peuple. Plus d'une fois je vous ai appelés à émettre votre vote, pour ou contre, au gré de chacun. Et le peuple s'est rallié à la réorganisation de notre économie, à ces nouvelles institutions de notre pays. Lorsque, il y a six ans, j'ai reçu le pouvoir, je pris en charge un triste héritage.

L'Allemagne était, à l'intérieur, sur le point de s'effondrer totalement. L'agriculture était au bord de la ruine. Il y avait près de 7 millions de chômeurs, le commerce et les affaires étaient dans le marasme, les usines n'étaient qu'un désert, les ports n'étaient que des cimetières de navires, l'Allemagne semblait vouloir renoncer définitivement à être une nation. Le Reich paraissait ne plus offrir de possibilités d'existence pour ses citoyens.

Je me suis mis alors à la tâche avec le seul capital que je possédais : c'était votre puissance de travail.

C'est votre puissance de travail, mes compatriotes, que j'ai commencé à investir. Je n'avais pas de devises, non pas parce que je les avais gaspillées, mais parce que pendant les quinze années précédentes on nous les avait ravies, parce qu'on nous avait spoliés. Je n'avais pas de réserves-or, je n'ai eu qu'une chose, ma foi et votre travail. (*Vifs applaudissements.*)

Et nous avons alors fondé un nouveau système économique, un système dont la formule est celle-ci : puissance de travail = capital; production = argent : la couverture de l'argent est dans notre production courante. Accroître cette circulation fiduciaire, c'est accroître la production ; diminuer la production, c'est dévaloriser l'argent ; augmenter la circulation fiduciaire sans accroître la production, c'est dévaloriser l'argent, c'est commettre un abus de confiance envers les compatriotes. En d'autres termes, nous avons fondé un système qui repose sur le principe le plus noble qui soit, à savoir : à chacun de faire sa vie ! Homme, façonne ta vie, grâce à ton travail ! On ne te fait cadeau de rien. Aide-toi, le ciel t'aidera ! (*Applaudissements.*)

C'est ainsi que nous avons commencé un travail gigantesque de reconstruction, qui n'a pas son précédent en Allemagne. Portés par la confiance de la nation, pénétrés de la foi et de la confiance dans nos propres valeurs, nous avons, en quelques années, tiré l'Allemagne de cette situation désespérée, sans que le monde nous ait aidés en quoi que ce soit.

Lorsque, aujourd'hui, un homme d'Etat anglais est d'avis qu'on doit discuter sur tous les problèmes, qu'il faut les résoudre dans des entretiens et négociations à l'amiable, que la chose est toujours possible, je ne puis m'empêcher de répondre à cet homme d'Etat : voilà quinze ans que vous en avez eu l'occasion ! (*Bravo !*)

Nous sommes parvenus à cette conviction que notre politique n'aurait pas obtenu le moindre résultat ni en politique intérieure ni en politique extérieure, si nous avions attendu encore quinze ans. Il est probable que nous aurions pu attendre longtemps.

Au reste, le succès est, en toute chose, le critérium qui justifie la valeur ou la non-valeur d'une méthode. A l'intérieur, mes compatriotes, nous le voyons tous nous-mêmes, notre méthode a sauvé la nation. Dans d'autres Etats ayant des bases d'existence mille fois plus favorables que les nôtres, on est aux prises avec des millions de chômeurs.

Aujourd'hui, Dieu soit loué, nous avons d'autres genres de soucis, comme celui d'être à la recherche de main-d'œuvre. Sans doute ce n'est pas en six ans qu'on peut résoudre définitivement un problème, surtout lorsqu'il y a tant de problèmes à résoudre. Cette ville en est un exemple. Que n'a-t-on pas créé ici ! Et cependant, comme nous le voyons à chaque pas, il reste encore tant à faire !

Nous voyons la pénurie et la crise des logements, mes compatriotes ! Ne croyez pas que cela nous échappe ! Là aussi, on fait ce qui est humainement possible. On ne peut faire plus que de construire, comme on le fait ici maintenant, 7.000 logements en un an, et 7.000 autres l'année prochaine. Et nous continuerons à construire jusqu'à ce que le problème soit résolu.

Je sais surtout tout le travail qu'a fourni l'ouvrier allemand durant cette période. J'ai toujours compté sur sa clairvoyance, sur sa raison, et il ne m'a jamais trompé. C'est lui qui, en première ligne, a saisi cette vérité que tout payement de salaires sans une contre-valeur n'a pas d'intérêt, que ce qui compte en définitive c'est ce que la nation produit dans l'ensemble, et peut, par conséquent, dépenser pour vivre.

Il a compris que telle était la tâche assignée par la doctrine économique nationale-socialiste. Il a emboîté le pas et il concourt ainsi à créer vraiment la condition préalable d'une amélioration croissante de l'ensemble de notre niveau d'existence. Car il est clair, mes compatriotes, que, pendant ces années-ci, nous produisons beaucoup, beaucoup plus qu'autrefois, et que la somme totale de ces biens de production ne peut profiter qu'au peuple tout entier. Et cela s'améliorera encore au cours des prochaines années. Nous aurons, en quelques années, franchi largement le cap des soucis que nous avons peut-être encore aujourd'hui. Sans doute il y aura alors d'autres problèmes à résoudre, mais, mes compatriotes, je ne voudrais personnellement pas vivre à une époque où il n'y aurait plus rien à résoudre.

La politique extérieure.

Mais ce n'est pas seulement en politique intérieure que nous avons résolu nos tâches, je crois, et cela vous m'en donnerez acte, c'est aussi en politique extérieure.

On dit aujourd'hui qu'il faut partager les peuples en nations vertueuses et en nations qui ne le sont pas. Parmi les vertueux se trouvent, au premier rang, les Anglais et les Français. Parmi les non-vertueux, les Allemands et les Italiens. A cela nous répondons : il est difficile à un mortel de formuler un jugement sur la vertu d'un peuple. Il faudrait laisser ce soin au bon Dieu. Mais peut-être ce même homme d'Etat britannique me répliquera-t-il : « Dieu a déjà rendu son arrêt, puisqu'il a donné aux nations vertueuses un quart du globe et qu'il a tout pris aux autres. » A cela je me permets de demander : « Par quels moyens ces nations vertueuses ont-elles donc acquis ce quart du globe ? » Voici la réponse : « En employant des méthodes nullement vertueuses. » Pendant trois cents ans, l'Angleterre n'a agi que comme nation sans vertu. La voilà qui parle maintenant de vertu, dans sa vieillesse ! C'est ainsi qu'il a été possible qu'en cette époque britannique sans vertu 46 millions d'Anglais aient acquis près d'un tiers du globe, tandis que 80 millions d'Allemands sont obligés, à cause de leur manque de vertu, de vivre à 140 par km².

Il y a seulement encore vingt ans la question de la vertu n'était pas encore une notion très nette pour les hommes d'Etat britanniques, pour autant qu'il s'agissait des conceptions de la propriété. A l'époque, on estimait encore compatible avec la vertu le fait de ravir purement et simplement à un autre peuple toutes ses colonies qu'il n'avait pas acquises autrement que par traités et par achats, et on les lui prit parce qu'on avait la force, cette force dont on veut aujourd'hui lui faire quelque chose d'horrible et de méprisable.

Je puis simplement déclarer à ces Messieurs que nous ne savons pas s'ils croient eux-mêmes à ce qu'ils disent, ou non. Nous supposons qu'ils n'y croient pas ; car si nous devions penser qu'ils y croient réellement eux-mêmes, nous ne pourrions plus avoir aucun respect pour eux.

Pendant quinze ans l'Allemagne a subi patiemment son sort et son destin. Mais j'ai également essayé, lorsque nous, nationaux-socialistes, sommes arrivés au pouvoir, de résoudre chaque problème par des conversations, et pour chaque problème j'ai fait des offres, mais qui ont été repoussées.

Il n'y a aucun doute que tout peuple possède des intérêts qui sont d'autant plus sacrés qu'ils s'iden-

tifient avec sa vie et son droit de vivre. Quand, aujourd'hui, un homme d'Etat anglais exige que tout problème qui fait partie des intérêts vitaux allemands et de la sphère vitale de notre peuple soit d'abord discuté avec l'Angleterre, je pourrais tout aussi bien réclamer que tout problème britannique soit d'abord discuté avec nous.

Assurément, tout Anglais me répondra qu'en Palestine les Allemands n'ont rien à chercher. Aussi ne voulons-nous rien chercher en Palestine. Mais l'Angleterre, en tout cas, n'a pas plus à chercher dans notre espace vital allemand que nous, Allemands, en Palestine. Et si l'on déclare qu'il s'agit là de questions générales de droit et de légalité, je ne pourrais admettre cette opinion que si l'on voulait l'adopter comme règle et comme mesure absolument générale.

On dit que nous n'avons pas le droit de faire ceci ou cela. Je retourne la question et je dis : quel droit a l'Angleterre — pour ne citer qu'un exemple, — quel droit a-t-elle, en Palestine, de tuer des Arabes parce qu'ils défendent leur pays ? Quel droit qui donne aux Anglais ce droit ?

En tout cas, nous n'avons pas tué des milliers de gens en Europe centrale, nous avons réglé nos problèmes dans le calme et dans l'ordre. Sans doute, il est une chose que je veux déclarer ici, c'est que le peuple allemand d'aujourd'hui et le Reich allemand ne sont pas disposés à abandonner des intérêts vitaux. Ils ne sont pas disposés non plus à rester inactifs en face de périls qui montent.

Quand les Alliés, jadis, sans égard à l'opportunité, au droit, à la tradition historique ni même à la raison modifiaient la carte d'Europe, nous n'avions par la force de l'empêcher. Mais s'ils s'attendent que l'Allemagne d'aujourd'hui laisse patiemment mûrir des Etats satellites dont l'unique tâche est d'être mis en ligne contre l'Allemagne, jusqu'au jour où cette mise en ligne doit s'accomplir, alors on confond l'Allemagne d'aujourd'hui avec celle d'avant-guerre. Quiconque se déclare dès maintenant prêt à tirer les marrons du feu pour ces grandes puissances doit s'attendre à se brûler les doigts.

L'Allemagne et les Tchèques.

Nous n'avons maintenant aucune haine contre le peuple tchèque. Nous avons vécu ensemble durant des siècles : cela, les hommes d'Etat anglais ne le savent pas. Ils ne soupçonnent pas le fait que le Hradschin n'a pas été construit par un Anglais, mais par un Allemand, et que de même la cathédrale Saint-Guy a été construite non par des Anglais, mais par des Allemands. Les Français, eux non plus, n'ont pas travaillé là-bas. Ils ignorent qu'à une époque où l'Angleterre était encore très petite, on rendait déjà hommage sur cette hauteur à un empereur allemand et que, mille ans avant moi, résidait déjà là-bas le premier roi allemand, qui recevait les hommages de ce peuple. Cela, les Anglais l'ignorent, ils ne peuvent pas le savoir et n'ont pas besoin de le savoir.

Il suffit que nous le sachions, et qu'il en soit ainsi. Depuis un millénaire, ce territoire fait partie de l'espace vital du peuple allemand et pourtant nous n'aurions eu aucune objection contre un Etat tchèque indépendant, si d'abord il n'avait opprimé des Allemands et si ensuite il n'avait été l'instrument d'une attaque en préparation contre l'Allemagne.

Mais quand un ministre français de l'Air écrit dans un journal que la Tchéquie, par suite de sa situation excellente, a pour tâche dans toute guerre d'ébranler par des attaques aériennes le cœur industriel de l'Allemagne, on comprendra que cela n'est pas sans intérêt pour nous et que de notre côté nous en tirons certaines conséquences. C'eût été à l'Angleterre et à la France de défendre cette base aérienne. En tout cas, c'était à nous d'empêcher qu'une telle attaque pût se produire.

J'ai cru atteindre ce but par une voix naturelle et simple. J'ai été déçu. C'est seulement quand j'ai vu que toute tentative de ce genre était vouée à l'échec, quand j'ai vu que cet Etat avait depuis longtemps perdu sa vitalité intérieure, et même qu'il était déjà décomposé, c'est alors seulement que j'ai rétabli l'ancien droit allemand et que j'ai réuni ce qui, de par l'histoire, la situation géographique et toutes les règles de la raison, devait être réuni, mais non pas pour opprimer le peuple tchèque.

Ce peuple aura plus de liberté que les peuples favorisés des nations vertueuses. J'ai assuré ainsi un grand domaine économique dans l'intérêt de tous. Mais j'ai surtout, je crois, rendu ainsi un grand service à la paix, car j'ai en temps opportun rendu sans valeur un instrument destiné à devenir dans la guerre une arme efficace contre l'Allemagne.

Quand maintenant on vient dire que c'est là le signal qui montre que l'Allemagne veut attaquer tout l'univers, je ne sais vraiment pas si on le pense sérieusement. C'est une chose que seule une très mauvaise conscience pourrait supposer. Je ne le crois pas. Peut-être est-ce la colère qu'on ressent de l'échec d'un plan longuement prémédité. Peut-être croit-on ainsi créer les conditions tactiques préalables pour une nouvelle politique d'encerclement.

Mais, quoi qu'il en soit, je suis convaincu que j'ai rendu ainsi un grand service à la paix. Et dans cette conviction j'ai résolu, il y a trois semaines, de donner au prochain Congrès du parti le nom de Congrès de la Paix. Car l'Allemagne ne songe point à attaquer indistinctement d'autres peuples. Ce que nous voulons, c'est développer nos relations économiques. Nous en avons le droit et, à ce sujet, je n'accepte de prescriptions d'aucun homme d'Etat européen ou extra-européen.

Le Reich allemand n'est pas seulement un énorme producteur, il est aussi un énorme consommateur.

Peut-être, précisément comme pays consommateur, ne peut-on pas jusqu'ici concevoir une Europe sans nous ; nous deviendrons comme pays consommateur un partenaire commercial indispensable, et, en tant que producteur, nous sommes capables de payer honnêtement et en valeur réelle ce que nous consommons. Nous ne pensons point à faire la guerre à d'autres peuples, à une condition, il est vrai, c'est qu'eux aussi nous laissent tranquilles.

Les relations anglo-allemandes.

En tout cas, le Reich allemand n'est pas disposé à accepter, à la longue, une politique d'encerclement.

J'ai naguère conclu un accord avec l'Angleterre, l'accord naval. Il est établi sur l'ardent désir que nous avons tous de ne jamais être obligés d'entrer en guerre contre l'Angleterre. Mais ce désir ne peut-être que bilatéral. Si ce désir n'existe plus en Angleterre, la condition pratique que suppose cet accord se trouve éliminée. L'Allemagne acceptera ce fait sans émoi. Si nous sommes si sûrs de nous-mêmes, c'est que nous sommes forts et nous sommes forts parce que nous sommes unis, et qu'en outre nous voyons clair.

Et précisément dans cette ville je ne puis vous adresser, à vous mes compatriotes, que cet appel : ayez les yeux grands ouverts sur le monde et tous les événements autour de nous ! Ne vous faites point d'illusion sur la condition la plus importante pour vivre : être soi-même fort. Celui qui ne possède pas la

force perd en fait le droit de vivre. Nous en avons fait l'expérience durant quinze années. C'est pourquoi j'ai refait l'Allemagne forte, j'ai édifié son armée, sur terre, sur mer et dans les airs. Et c'est pourquoi ici nous ne nous lasserons jamais dans notre effort. Quand, dans d'autres pays, on parle d'armer et d'armer de plus en plus, je n'ai à dire à ces hommes d'Etat que ceci : moi, vous ne me lasserez pas ! Je suis résolu à poursuivre dans cette voie, et j'ai la conviction que nous avançons plus vite que les autres. Aucune puissance au monde ne pourra jamais, par aucune phrase, nous séduire et nous faire abandonner nos armes. Mais si vraiment un peuple voulait par la violence mesurer sa force avec la nôtre, le peuple allemand est à tout moment en mesure de le faire, y est prêt et résolu.

Et nos amis pensent exactement comme nous, et de même pense surtout l'Etat auquel nous sommes le plus étroitement liés, avec lequel nous marchons actuellement et nous marcherons, quoi qu'il advienne, dans tout l'avenir. Nous savons que, quand les journalistes ennemis ne trouvent rien d'autre à écrire, ils parlent de fêlures ou de cassures dans l'axe. Qu'ils se rassurent. Cet axe est l'instrument le plus naturel qui soit en ce monde. C'est une combinaison politique qui doit son origine non seulement à la raison, mais aussi à l'équité et, plus haut encore, à l'idéalisme. Cette construction sera plus solide et durable que ne le seront, de l'autre côté, les combinaisons du moment entre des forces non homogènes. En effet, quand quelqu'un me dit aujourd'hui qu'entre l'Angleterre et la Russie soviétique il n'y a aucune divergence doctrinale ou idéologique, je ne puis que dire : Messieurs, je vous félicite !

Je crois que le temps n'est pas éloigné où il apparaîtra sans doute que la communauté doctrinale entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste est tout de même autre chose que celle qui existe entre l'Angleterre démocratique et la Russie bolcheviste de Staline. Mais si vraiment il n'existait pas entre elles de différence idéologique, alors je ne puis que souligner combien j'avais raison dans mon attitude en face du marxisme, du communisme et de la démocratie : pourquoi deux formes différentes, si le contenu est le même ?

L'Espagne nationale.

Mes compatriotes ! Dans ces journées, nous vivons un très grand triomphe et une satisfaction profonde. Un pays qui, lui aussi, a été dévasté par le bolchevisme, où des centaines et des centaines de milliers d'êtres humains, hommes, femmes, enfants et vieillards ont été massacrés, s'est maintenant libéré. Il s'est libéré à l'encontre de ceux qui sympathisent par idéologie avec le bolchevisme, et qui se trouvent en Grande-Bretagne, en France, etc.

Nous ne pouvons pas ne point comprendre cette Espagne dans sa lutte, la saluer et la féliciter à l'occasion de son succès. Cela, nous pouvons le dire aujourd'hui avec fierté, nous, Allemands, puisque beaucoup de jeunes hommes allemands ont fait là-bas leur devoir. (*Bravos et cris : « Heil ! ».*) Ils ont accompli leur devoir comme volontaires. Comme volontaires, ils ont contribué à briser un régime tyrannique et à rendre à une nation le droit de disposer d'elle-même.

Nous nous réjouissons de pouvoir constater avec quelle promptitude, quelle rapidité extraordinaire est venu, là encore, le changement d'attitude doctrinale des fournisseurs de matériel de guerre du côté rouge; à quel point, de ce côté-là, on comprend soudain l'Espagne nationale et on est prêt à faire avec elle des affaires sinon sur le plan doctrinal, du moins sur le terrain économique. Cela encore est un signe qui montre l'évolution. Car, mes compatriotes, je crois que tous les Etats sont placés devant les mêmes problèmes en présence desquels nous étions. Les Etats, l'un après l'autre, succomberont à la peste judéo-bolcheviste, ou bien ils se défendront contre elle. Nous l'avons fait, et nous avons édifié un Etat national du peuple allemand. Cet Etat populaire veut vivre en paix et amitié avec tous les autres Etats, mais il ne se laissera jamais plus dompter par aucun Etat.

Que le monde devienne fasciste ? Je l'ignore. Qu'il devienne national-socialiste ? Je ne le crois pas. Mais ce que je crois, c'est que finalement l'univers se défendra contre cette menace, la plus grave de toutes, et c'est pourquoi je crois aussi à une entente définitive qui viendra tôt ou tard entre les peuples. Dès que le champignon du judaïsme, ce germe de désagrégation des peuples, sera éliminé, on pourra penser à fonder entre les peuples une collaboration établie sur une entente durable. Aujourd'hui, il nous faut compter sur notre propre force, et nous pouvons être satisfaits des résultats de cette confiance en nous-mêmes, à l'intérieur et à l'extérieur.

Quand je suis arrivé au pouvoir, mes compatriotes, l'Allemagne était déchirée à l'intérieur, impuissante à l'extérieur : elle était une balle de jeu, livrée à la volonté étrangère. Aujourd'hui, nous avons l'ordre à l'intérieur, et notre économie est prospère. Au dehors, nous ne sommes peut-être pas aimés, mais on nous respecte et on nous considère. Et surtout, nous avons donné à des millions de membres de notre peuple le plus grand bonheur qui puisse exister pour eux, celui d'entrer dans notre grand Reich allemand. En second lieu, nous avons donné à l'Europe centrale un grand bonheur : la paix, la paix protégée par la puissance allemande. Cette puissance, aucune force au monde ne la brisera plus : que ce soit notre serment.

Et ainsi, nos morts qui, au nombre de plus de 2 millions, sont tombés dans la grande guerre, ne sont pas tombés en vain. C'est aussi de leur sacrifice qu'a surgi le nouveau Reich de la Grande Allemagne, qu'a été créé ce nouveau Reich du peuple allemand, si fort et si jeune, et qui s'est affirmé dans la vie. Et en regardant ces sacrifices de nos morts nous ne redouterions, nous non plus, aucun sacrifice, si jamais cela devenait nécessaire. Que l'univers en prenne connaissance.

Qu'ils concluent des pactes, qu'ils fassent des déclarations tant qu'ils voudront. Je n'ai pas confiance dans des papiers, j'ai confiance en vous, mes compatriotes. C'est contre nous, Allemands, qu'a été commis le plus grand parjure de tous les temps.

Veillons que jamais notre peuple ne redevienne désuni à l'intérieur, alors aucun monde ne pourra jamais nous menacer. Alors la paix sera conservée à notre peuple, ou, s'il le faut, elle lui sera obtenue par la force. Alors notre peuple connaîtra l'épanouissement et la prospérité, il pourra employer sa force de travail, son génie, ses aptitudes, son zèle et sa ténacité dans les œuvres de la paix et de la civilisation humaine. Tel est notre souhait, notre espoir, notre foi. Il y a maintenant vingt années que le parti a été fondé : c'était, à l'époque, une formation minuscule et je suis venu le septième à ce mouvement. Mesurez le chemin parcouru depuis cette époque jusqu'à ce jour : mesurez le miracle qui s'est accompli en nous ! Et, précisément comme suite à cette route merveilleuse, croyez aussi à la route du peuple allemand vers son grand avenir !

« Sens Chrétien »

Vers le milieu de mars 1939 a paru une revue catholique nouvelle avec ce titre un peu mystérieux : *Sens Chrétien* (1). Publiée par l'éditeur parisien M. P. Lethielleux, elle fait suite aux *Essais catholiques* qui disparaissent après quatre années d'existence. C'est le R. P. Cayré, A. A., bien connu par ses études sur saint Augustin (il est directeur de la Bibliothèque augustinienne en cours de publication chez Desclée de Brouwer) et par un excellent traité de patrologie traduit en plusieurs langues, qui prend la direction de cette revue d'études et d'informations religieuses, doctrinales et pratiques. Mensuelle, elle paraîtra dix fois par an, donnant dans chaque fascicule 64 pages de texte. (2) Sa directive maîtresse sera cette vérité de sens chrétien formulée par saint Ambroise : « Où est Pierre, là est l'Eglise; avec l'Eglise, point de mort, mais la vie éternelle ! » Dès les origines, le sens catholique (forme authentique du sens chrétien) a conduit les fidèles vers l'Eglise de Rome, centre de la catholicité, vers le Pape, vicaire du Christ, nous transmettant les paroles de vie du Maître infaillible.

Sens Chrétien a gardé les principaux collaborateurs des *Essais catholiques*, et s'est assuré le concours de nombreux auteurs, de milieux très divers, prêtres, religieux, laïcs, français et étrangers. Nous formons les vœux les plus fraternels pour la diffusion et le succès apostolique du nouveau périodique.

I. — Programme de la revue.

Voici le programme (3) que *Sens Chrétien* se propose de réaliser :

But.

Ce nouveau périodique se présente comme une revue d'études et d'informations religieuses, doctrinales et pratiques.

Il existe déjà nombre d'organes analogues de diffusion des sciences religieuses ou profanes intéressant la foi, auxquels nous nous plaisons à rendre hommage, car ils sont la gloire de la pensée catholique française.

Nous croyons qu'il y a place encore pour celui-ci, qui entre dans ce domaine, si bien exploité, avec la préoccupation de mettre particulièrement l'accent sur la *vie chrétienne*.

Son titre lui impose ce point de vue qui est toute sa raison d'être. Le *sens chrétien* est l'intuition des richesses de la foi et de ses exigences dans la vie ; il est le principe de cette prodigieuse vitalité chrétienne et catholique dont nous admirons les fruits en tant de pays.

De telles données, qui fixent un esprit, tracent aussi un programme capable d'intéresser non seulement le clergé, mais les fidèles instruits et les catholiques d'action : c'est à eux tous que nous nous adressons.

Cette revue ne se propose pas de diriger, mais de servir. Elle groupera des idées et des faits qui formeront comme les éléments d'une théologie, doctrinale et appliquée, de la vie chrétienne. La documentation qu'elle constituera ainsi sera très utile, sinon nécessaire, à tous ceux qui s'exercent à un apostolat direct et qui doivent connaître la vitalité universelle de l'Eglise.

Programme.

Cette vitalité chrétienne et catholique, nous la suivrons, soit dans les *idées* qui la soutiennent, soit dans les *faits* qui la manifestent.

Sous le titre *Esprit et Vie*, nous grouperons les études et informations serrant de plus près la doctrine. Les autres s'attachant aux faits seront naturellement rapprochées sous le titre *Hommes et Œuvres*.

I. — Dans le domaine immense des vérités religieuses, qui sont *esprit et vie*, le sens chrétien nous invite précisément à insister sur l'essentiel; il va droit à ce qu'il y a de plus vital :

En DOGME, au Christ, comme à l'objet le plus propre à nourrir la charité par laquelle la foi devient vie ;

En MORALE, aux obligations positives qu'impose une vraie générosité, fruit de l'amour de Dieu ;

En ASCÉTISME, aux pratiques les plus aptes à soumettre l'âme à la conduite de l'Esprit-Saint ;

En CULTURE RELIGIEUSE, pour employer une formule nouvelle qui peut être bien comprise, aux moyens modernes de faire pénétrer la religion dans la vie ;

En SOCIOLOGIE, à la charité autant qu'à la justice, comme à la force la plus capable d'écarter les obstacles pouvant s'opposer au règne de cette justice, dans le droit comme dans la vie ;

En PHILOSOPHIE même, aux grandes questions intéressant Dieu et l'âme, en vue de leur union, et aux idées directrices de l'humanisme chrétien.

Ce choix du sujet ou du point de vue ne saurait, du reste, nuire en rien à l'objectivité des études, qui seront faites avec le souci prédominant de la vérité.

Des articles brefs et concis, sous forme d'études ou de bulletins, répondront à ces divers points de la première partie du programme.

II. — Sous le titre *Hommes et Œuvres*, nous présenterons plutôt des faits, surtout actuels, inté-

---

(1) Pour tout ce qui concerne la RÉDACTION DE LA REVUE, s'adresser au centre de rédaction de *Sens Chrétien* : Lormoy, par Montlhéry (Seine-et-Oise).

Pour tout ce qui a trait à l'ADMINISTRATION, écrire à P. Lethielleux, éditeur, 10, rue Cassette, Paris-VIe.

(2) Les abonnements partent chaque mois et sont payables d'avance. Voici les tarifs :
France : Un an : 35 francs.
Etranger : Pays à demi-tarif postal : Un an : 45 francs.
Pays à tarif postal plein : Un an : 55 francs.
Le numéro : 4 francs.

(3) *Sens Chrétien*, n° 1, mars 1939.

ressant la vie chrétienne : l'Eglise en général, l'Eglise en France et à l'étranger; les groupements divers qui portent son esprit dans tous les milieux; la pénétration de cet esprit, non seulement dans la société, mais dans l'art ou la littérature : les survivances du sens chrétien en tant de milieux paganisés à la surface, où il subsiste comme le feu sous la cendre; les luttes enfin que soutient la religion.

Les articles ne seront pas de simples chroniques, mais des notes variées, brèves, objectives et claires, où l'on s'élèvera aux principes à l'occasion des réalisations. Une abondante documentation sera fournie par les revues et les enquêtes personnelles. La plupart des livres de valeur, même en langue étrangère, intéressant la vie chrétienne, seront ainsi présentés dans les études, bulletins ou chroniques.

III. — Une *bibliographie* plus large complétera cet ensemble d'informations et accentuera le caractère de revue générale que nous voudrions donner à *Sens Chrétien.*

Esprit.

A ce cadre très vaste répondra un esprit ouvert à toutes les manifestations du sens chrétien et à ce qui peut le renforcer, œuvres, actes, réalisations, projets, sous quelque forme qu'ils se présentent.

Très variées sont les conditions dans lesquelles agissent les hommes et se développent les œuvres. Nous voudrions pratiquer à l'égard de tous une large compréhension, en les jugeant uniquement du point de vue supérieur que notre titre même nous impose, toujours en accord de pensée et de sentiment avec le magistère de l'Eglise.

Malgré les difficultés de l'heure, *Sens Chrétien* paraît avec confiance. Voué par son programme et son esprit à la plus noble des causes, il est certain de trouver pour la servir de précieux concours dans les milieux les plus divers.

II. — Qu'est-ce que le sens chrétien?

L'article suivant nous donne la réponse adéquate à cette importante question. Le sommaire qui le précède contient les idées maîtresses et les grandes divisions de cette réponse qui marque le but et l'orientation particulière de la nouvelle revue. (1)

Une définition est nécessaire en tête de cette revue.

Partons des faits. Considérons non seulement les saints, mais d'autres chrétiens sincères.

La notion proposée est expliquée ici d'un point de vue psychologique par les significations du mot *sens*, qui présente trois formes d'activité naturelle.

Quelle est l'activité dont le sens chrétien est l'inspirateur dans l'ordre surnaturel?

Son rôle général est double : il donne une perception vive de la foi; il entraîne vers une certaine perfection de vie, qui dépasse le « minimum vital ».

Un effet particulier : le sens chrétien s'épanouit normalement en *sens catholique*.

Les sources doctrinales qui l'alimentent sont *esprit et vie*.

Plus un programme est ample — et il est peu de questions importantes se rattachant à la vie humaine, qui ne doivent un jour entrer dans le nôtre, — plus il importe d'en fixer avec soin les idées directrices. La lumière, la seule vraie lumière capable de tout éclairer ici, sera le sens chrétien. Nous devons donc le définir nettement dès la première page de cette revue qui lui est consacrée.

(1) *Sens Chrétien*, n° 1, p. 8-11.

Il est fort malaisé de dégager les traits essentiels de la pensée exprimée par une formule aussi riche, aussi rayonnante. Nous y réussirons cependant, en la considérant d'abord dans les hommes qui l'ont en quelque sorte incarnée : chez les saints, nous saisissons vraiment sur le fait les principes du sens chrétien. L'expression a été créée par saint Paul lui-même : « Pour nous, nous avons le sens du Christ », déclare-t-il avec assurance. L'excellent commentaire qui en est donné plus loin nous dispense de développer ici le contenu de ce verset. Tout le monde y voit l'affirmation franche d'une pleine conformité de pensées et de sentiments avec Jésus-Christ. Cette conformité, le grand apôtre l'a réalisée mieux que personne en son âme avant de la fixer en une phrase immortelle.

Tous les saints pourraient parler comme lui, nous n'en serions pas étonnés : ils ont, chacun à sa manière, reproduit ces dispositions à quelque degré. Parmi eux, les dons sont très divers : les uns ont reçu celui de science; d'autres ont eu la sagesse en partage. Les martyrs, les vierges, les docteurs diffèrent d'auréole, mais tous ont, à un degré élevé, selon l'esprit qui les animait, pensé et senti comme Jésus-Christ. Le sens chrétien n'est pas une vertu particulière des disciples du Christ, mais comme la synthèse de toutes les perfections réalisées en eux.

Le sens chrétien brille d'un vif éclat dans ces âmes d'élite. N'est-il pas un privilège exclusif de la sainteté? A première vue, nous serions portés à le croire, trop peut-être, mais nous voyons bien, à la réflexion, qu'il n'en est pas ainsi. Que de fois, en présence de chrétiens ordinaires, en qui certainement nous ne trouvons pas des signes indiscutables de sainteté, nous nous sommes écriés : « Quel sens chrétien chez cet homme, cette femme, cet enfant! »

Voici une mère en deuil, brisée, comme toute mère, par la perte de son fils. Elle garde dans sa douleur une mesure, une dignité, une force que la nature n'inspire pas, mais que la foi rend possibles : elle a la certitude de retrouver un jour vivant celui dont elle étreint le cadavre glacé; les lumières et les forces qu'elle y puise, répandent comme un baume sur son âme endolorie : elle a le sens chrétien.

Voilà un père de famille attaché par la loi du mariage à une femme frappée d'un mal incurable; loin de songer à la séparation que les lois modernes lui rendent si facile, il reste à son poste avec courage, sans espoir de récompense humaine; il n'hésite pas un instant à remplir le devoir que lui impose sa foi : il a le sens chrétien.

Dans une usine, dans un milieu hostile à la religion, en révolte contre l'ordre social, parmi des compagnons au sens moral émoussé, sinon dépravé, un jeune homme, peut-être un enfant, seul, résiste à cette ambiance pestiférée, conquiert même peu à peu son entourage à sa foi par le rayonnement de sa force d'âme : il a le sens chrétien.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Ceux-là suffisent à notre dessein. Qu'y trouvons-nous?

Une véritable intuition des réalités de la foi, de ses richesses, de ses exigences. C'est cela, le sens chrétien.

***

Nous essayerons de l'étudier un jour en théologien. Considérons-le aujourd'hui au concret, en son jaillissement dans l'âme (1).

(1) On peut définir le sens chrétien en se plaçant à des points de vue assez divers.

La Vie spirituelle a publié, en 1937, deux articles

Le mot *sens* est heureusement choisi pour désigner ici le caractère direct, spontané des actes posés sous son influence. Il se passe dans le domaine de la foi quelque chose d'analogue à ce qui se produit dans la vie naturelle.

J'ouvre les yeux, et, s'ils sont en bon état, ils voient sans peine tout ce qui, dans un certain rayon, s'offre aux regards. Il en va de même des autres *sens corporels :* ils saisissent leur objet propre par une perception directe, immédiate.

Je perçois également de façon directe et sans effort, par le *sens intime*, tels ou tels états de conscience par lesquels je passe successivement. Je n'ai pas besoin, pour en constater la présence, de longues concentrations ; ils s'imposent d'eux-mêmes, avant que je les analyse et les surveille : cette perception est rapide et comme spontanée.

A un degré supérieur, dans l'ordre de la raison, cette fois, je saisis immédiatement, sans réflexion, tout un ensemble de vérités qui s'imposent à mon esprit, qui sont les principes directeurs de toute connaissance, de toute activité vraiment humaine : ce sont les vérités de *sens commun*, ou de *bon sens.*

Dans les trois cas signalés, le mot « sens » désigne des formes très diverses de l'activité humaine. Qu'est-ce qui en fait l'unité marquée par l'appellation commune ? Qu'est-ce qui les rapproche ? Le caractère identique de l'opération : elle est partout directe, immédiate, rapide, spontanée. Les réalités extérieures, les états de conscience, les vérités premières sont saisis par une certaine intuition : c'est ce dernier trait que nous tenions à relever.

Nous trouvons, en effet, une perception analogue dans l'ordre de la foi. Là aussi, comme dans les autres activités de l'homme, on peut distinguer la marche lente, posée, contrôlant en quelque sorte la solidité du terrain de base, et la marche vive, alerte, confiante, sûre d'elle-même. Celle-ci a pour inspirateur et pour guide le *sens chrétien.*

Que le mot « sens » ne nous trompe pas. Les analogies avec les sens corporels, le sens interne ou les intuitions supérieures de l'esprit ne sont que des analogies : le sens chrétien se distingue de tout cela et le dépasse : il est d'un autre ordre.

Sans doute, nous ne devons pas établir des cloisonnements dans une vie. Une âme n'est pas un champ que l'on divise en parcs séparés pour le jeu des facultés. Les fonctions supérieures de l'esprit ne s'exercent pas sans un concours de la sensibilité et de l'imagination, et celles-ci reçoivent du dehors la matière sur laquelle elles opèrent. Pareillement, la vie surnaturelle, toute divine qu'elle soit et au-dessus des forces ou des exigences de la nature, ne s'exerce dans l'âme que par le concours des facultés, spécialement des facultés supérieures. Néanmoins, quel que soit le rôle de celles-ci dans la pratique, on ne saurait en aucune façon les faire entrer dans la notion du sens chrétien, c'est-à-dire dans la détermination de ses traits essentiels. Ses éléments constitutifs résident dans la foi seule, c'est pourquoi nous l'avons défini : l'intuition des réalités de la foi, de ses richesses, de ses exigences dans la vie.

***

Ces formules nous invitent à préciser le rôle du sens chrétien. On pourrait l'envisager sous de multiples aspects. Nous nous arrêterons à deux : ils embrassent d'ailleurs la multitude presque infinie des cas où il intervient.

Le premier concerne les vérités surnaturelles; le sens chrétien les perçoit avec grande vivacité, et il les perçoit comme des *réalités*, ce qu'elles sont en effet. Les dogmes restent pour nombre de croyants eux-mêmes comme un monde idéal, séparé de la vie. Pour le sens chrétien, ces données spirituelles et surnaturelles acquièrent autant de poids, plus même que les réalités matérielles. Il est difficile, même quand on croit, de se dégager du sensible, qui attire par tant d'apparences trompeuses, écrase par sa masse : que de jugements sont faussés par cet éclat mensonger ! Que d'âmes abaissées ! Le sens chrétien redresse, relève; par lui le fidèle se meut dans la foi comme dans son élément; il aperçoit sans doute les objets passagers, mais *il les oriente eux-mêmes vers son bien spirituel et celui du prochain.*

Pour le sens chrétien, ce n'est pas assez de voix, il *faut agir*, au moins en *vrai chrétien*, sinon toujours en chrétien parfait. Il donne, avons-nous dit, une perception nette des exigences de la foi dans une vie. Ces exigences, un mot les résume, celui qui condense toute la loi : *la charité.* La seule foi qui compte, disait saint Paul aux Galates (v, 6), « c'est la foi qui agit par la charité ». Toute la doctrine du sens chrétien est là ; il ne se contente pas de formules, d'adhésions intellectuelles, de déclarations éloquentes, mais platoniques ; il veut des actes et il y conduit. Infinies, il est vrai, sont les réalisations morales qu'il inspire, mais partout où il existe, on trouvera un certain degré de perfection qu'il impose.

En économie naturelle, le « minimum vital » est manifestement inférieur aux exigences de la condition humaine considérée sous tous ses aspects. Il existe aussi, en économie surnaturelle, un *minimum vital*, qui est l'exclusion du péché. Le chrétien qui n'aurait pas d'autre idéal resterait, lui aussi, bien au-dessous des vraies exigences de la vie de la grâce. Toute vie a pour loi fondamentale la tendance vers un mieux. Sous peine de dépérir, le vivant doit grandir et progresser. Il commence à descendre quand il cesse de monter. Le sens chrétien donne de cette loi une connaissance directe qui est une des plus grandes forces de la vie. Le disciple du Christ qui veut suivre son Maître comprend, sent qu'il doit au moins dépasser le « minimum vital »; il voit nettement les dangers de la nonchalance égoïste, et l'élan qui l'entraîne pour tourner cet écueil le porte à se dépenser, comme le Christ, pour Dieu et le prochain, selon sa condition.

Les fruits produits par le sens chrétien sont infinis. Notre revue se propose précisément d'en cueillir, dans tous ses numéros, parmi les plus savoureux, les plus riches en enseignements. Il ne saurait être question ici d'en donner même une classification large. Nous devons, cependant, en nommer un ici : le *sens catholique.*

Il est de bon ton dans certains milieux, parfois hostiles à l'Eglise, plus souvent ignorants de sa vie profonde, d'opposer le sens catholique au sens chrétien. Rien n'est moins fondé.

L'expression « sens catholique » inclut commu-

(posthumes) du P. Gardeil sur « le sens du Christ », et il traite, à ce sujet, du Christ notre vie ; du Christ notre rédemption ; du Christ notre justice ; du Christ notre sanctificateur ; enfin, du Christ notre sagesse. Tout cela s'appuie sur une conception que volontiers nous appellerions *dogmatique.*

On peut aussi envisager le sens chrétien dans les principes surnaturels immédiats qui concourent à sa production : la grâce, les vertus infuses, les dons. Cette notion mériterait plutôt le titre de *théologique :* nous aurons occasion de l'exposer plus tard.

La notion que nous donnons aujourd'hui se place à un autre point de vue, *psychologique.* Elle préparera à comprendre les autres, qui la compléteront.

nément deux traits saillants : l'idée d'universalité, contenue dans le mot catholique lui-même ; l'esprit de discipline, que l'Eglise romaine incarne magnifiquement et dont tous les catholiques du monde entier sont pénétrés jusqu'à la moelle, un esprit de religieuse et affectueuse docilité à l'égard du Christ et de son Vicaire sur la terre. Il arrive cependant à des observateurs du dehors de ne retenir que ces traits, de les isoler, de les accuser en un relief de caricature. Ils attribuent au sens catholique un esprit de domination mondiale et un juridisme étroit, formaliste, décharné. Qu'ils le sachent bien : ils n'ont rien compris au sens catholique, parce qu'ils l'ont séparé du sens chrétien. Je dois d'autant plus insister sur ce point, que cette revue est destinée aussi à des régions étrangères à l'Eglise, où ces préjugés trouvent parfois un regrettable crédit.

En vérité, tous les vrais catholiques le savent ou doivent le savoir, il n'y a pas de vrai sens catholique qui ne soit un épanouissement du plus pur sens chrétien. Les fruits qu'il porte partout et qu'on ne peut pas ne pas voir, si l'on n'est aveuglé, ne viennent à maturité avec cette abondance que si dans l'arbre entier circule une sève généreuse, celle du sens chrétien. Et il est à souhaiter que cette richesse spirituelle soit telle, que ceux du dehors eux-mêmes se voient obligés de proclamer : oui, le sens chrétien authentique, c'est le sens catholique.

Au terme de cette esquisse, nous pouvons rappeler une de ces formules pleines qui ont le don de condenser en quelques mots toute une doctrine : « Les paroles que je vous ai dites sont *esprit et vie* », dit le Sauveur. (*Joan.*, VI, 63.) Jésus affirme ici, dit le P. Lagrange, que son « enseignement est une effusion de l'Esprit et un don de la vie ». Cela s'applique directement au chapitre sur l'Eucharistie, mais on peut en étendre la portée à « toute parole sortie de la bouche de Dieu », car elle est une des nourritures essentielles de l'homme.

Toutes les vérités de la foi, que le sens chrétien aide à pénétrer en partie, sont donc à quelque degré « esprit et vie ». Certaines cependant ont à cet égard une particulière efficacité : inscrivons au premier rang le Christ, qui est la vie, comme Dieu, et qui s'est fait homme pour donner à l'homme cette vie en abondance. Du reste, en plaçant le Christ au centre de la doctrine, on n'oublie pas les autres points ; on les relève tous, au contraire, dans la mesure même où ils se rattachent à Jésus-Christ. La grande tradition catholique est, en cette matière, un guide sûr, infaillible : sa mission n'est-elle pas précisément de maintenir le dépôt de la foi pour entretenir la vie ? Puissent les pages de cette revue en devenir d'utiles auxiliaires ! C'est dans ce but qu'elle se voue sans réserve au service du sens chrétien.

F. Cayré.

Pour trouver Dieu, Essai d'apologétique expérimentale, par Henri Morice. In-12, 256 pages, Casterman.

En raison de la formation intellectuelle reçue, beaucoup d'esprits de notre temps sont imprégnés de positivisme, plus sensibles aux preuves de fait et à l'expérience qu'à l'autorité des Livres Saints. Pour atteindre ces intelligences, l'auteur de ce livre applique la méthode expérimentale à quelques vérités fondamentales : existence de Dieu, Providence, chute originelle, survivance de l'âme. Il parle ensuite de la bienfaisance du christianisme, de l'expérimentation religieuse et de la conversion.

On recommandera la lecture de cet essai d'apologétique expérimentale aux personnes cultivées qui cherchent la vérité sur Dieu, sur l'âme, sur l'Eglise. Il les aidera à ouvrir leurs yeux à la vraie lumière.

F. P.

ÉPHÉMÉRIDES

Mercredi 15 février 1939.

États-Unis. — *Palm Springs :* Mort de Charles R. Crane, âgé de 80 ans, vice-président de la « Crane Company » de Chicago, 1894, puis président depuis 1912, organisa à Chicago des cycles de conférences pour les Slaves, soutint l'œuvre de solidarité sociale de l'Y. M. C. A. en Russie et à Paris pendant la guerre, organisa le Comité américain pour l'éducation des jeunes Russes en exil, min. d'Amérique en Chine, 1920-21, s'opposa à la déclaration Balfour sur l'immigration juive en Palestine.

Grande-Bretagne. — *Londres :* Le Cabinet accepte le principe général de la reconnaissance du général Franco. — Publication d'un *Livre Blanc* sur la défense nationale.

Hongrie. — *Budapest :* Démission du Cabinet pour cause de non-aryanisme du président Bela de Imredy.

Italie. — *Rome :* Le grand Conseil fasciste approuve la « Charte de l'école », qui institue en fait le service scolaire obligatoire.

Jeudi 16 février.

Grande-Bretagne. — *Holderness :* M. J.-G. Braithwaite, conservateur, est élu député par 17 742 voix contre 11 590 à Miss Aline MacKinnon, libérale, 9 629 à M. J.-L. Schultz, travailliste, etc.

Hongrie. — *Budapest :* Le comte Paul Teleki forme le nouveau Cabinet.

Vendredi 17 février.

France. — *Paris :* Mort de Charles Laurent, né à Paris le 12. 11. 56, études à Louis-le-Grand et à l'Ecole polytechnique, surnuméraire à l'Administration centrale des Finances, 1878, adjoint à l'inspection des Finances, 1879, chargé de mission au Tonkin, 1886-88, directeur général de la comptabilité publique 1895, inspecteur des Finances, 1897, premier président de la Cour des comptes, 1907, conseiller financier du gouvernement ottoman, 1908, ambass. à Berlin, 1920, administrateur du canal de Suez et du Crédit national, membre de l'Institut internat. de statistique, de la Société des études historiques.

Allemagne. — *Berlin :* M. Bernhard Rust, min. de l'Instruction publique du Reich, ordonne la fermeture de la Faculté de théologie cath. de Munich.

Chine. — Les troupes japonaises débarquent dans la presqu'île de Nam-Tao, près de Hong-Kong.

Espagne. — *Burgos :* Le gouvernement nationaliste est reconnu par l'Estonie, l'Uruguay et l'Argentine.

— *Madrid :* Le gouvernement décide l'installation de divers services ministériels dans la zone du Levant.

États-Unis. — *Washington :* Le gouvernement demande au Japon des explications sur l'occupation de l'île Haï-Nan.

Inde. — *Rangoon :* Le Dr Ba Maw, premier ministre de Birmanie, donne sa démission par suite des troubles persistants.

Syrie. — *Damas :* Le gouvernement syrien remet au haut-commissaire français un mémorandum annonçant l'application sans retard des principales dispositions du traité franco-syrien du 9. 9. 36, qui consacre l'indépendance de la Syrie.

Samedi 18 février.

France. — *Lyon :* Congrès de la Fédération française des étudiants catholiques (18-21 février) sous la présidence de Mgr Bornet ; thème central : l'étudiant en face de l'Université; souhaite des contacts plus nombreux entre professeurs et étudiants dans l'intérêt de l'orientation professionnelle des étudiants et de leur préparation à la vie, demande aux Commissions spécialisées un travail intense pour favoriser la préparation à la vie professionnelle, rappelle à ses membres qu'un des aspects les plus importants de la formation de l'étudiant est de le préparer à ses responsabilités sociales et politiques, en vue du redressement des institutions.

Allemagne. — *Berlin :* Ordonnance du commissaire général aux bâtiments interdisant le travail en trois équipes de huit heures et introduisant le système de deux équipes de dix heures.

Espagne. — *Burgos :* M. Léon Bérard, sénateur des Basses-Pyrénées, chargé d'une mission officielle auprès du gouvernement de Burgos, confère avec le général Jordana. — La Pologne reconnaît *de jure* le gouvernement de Franco.

Hongrie. — *Budapest :* Signature de trois accords hongrois-tchéco-slovaques réglant les questions d'option, d'émigration et de transfert des biens de leurs sujets.

Syrie. — *Damas :* Démission du Cabinet syrien Djémil Mardam bey, après avoir essuyé le refus du haut-commissaire français, M. Gabriel Puaux, d'accepter les termes du mémorandum du 17 février que lui avaient remis les autorités syriennes.

Dimanche 19 février.

France. — *Epinal :* Le Dr Louis Gaillemin, député de Remiremont, de l'Union républicaine démocratique, est élu sénateur des Vosges par 576 voix contre 375 au Dr Maurice Mougeot, républicain indépendant, et 44 à M. Louis Julien, S. F. I. O, en remplacement de Maurice Flayelle, de l'Union républ. démocr., décédé le 7. 12. 38.

Belgique. — *Bruxelles :* Mort de Marcel Serruys, âgé de 52 ans, docteur en droit, anc. commissaire de district du Congo belge, administrateur-directeur de la Cie du Congo pour le commerce et l'industrie, administrateur-délégué de la Cie du Lomami et Lualaba et de diverses Sociétés du Congo.

Chine. — *Changhaï :* Assassinat de Tcheng-Lo, min. des Aff. étrangères du gouvernement réformé de la région de Nankin, contrôlé par les Japonais.

Egypte. — *Le Caire :* Le gouvernement décide de reconnaître *de jure* le gouvernement de Burgos.

Pérou. — *Lima :* Profitant de l'absence du président Oscar R. Benavides, parti en croisière, le général Antonio Rodriguez Ramirez, min. de l'Intérieur, et le général en retraite Cirilo H. Ortega fomentent une révolte contre le gouvernement ; elle est aussitôt réprimée et le général Ramirez est tué dans le palais du gouvernement.

Russie. — *Moscou :* Signature entre l'U. R. S. S. et la Pologne d'une convention commerciale, d'un accord sur les changes et d'un accord de clearing.

Lundi 20 février.

Saint-Siège. — Dernières cérémonies des *Novendiales ;* la messe est célébrée par le card. Alfredo Ildefonso Schuster ; éloge funèbre du Pontife par Mgr Angelo Perugini, secrétaire des Lettres latines.

France. — *Paris :* Le gouvernement répond favorablement à la note conjointe de la Suède et de la Finlande relative à la remilitarisation des îles d'Aaland. — A l'ambassade d'Espagne, M. Manuel Azana, président du gouvernement de Madrid, réunit les anciens présidents du Conseil Giral, Portela Valladorse, Barcia et Martinez Barrio, et leur explique la portée d'une note qu'il a envoyée à M. Juan Negrin et qui invitait celui-ci à cesser la guerre.

Finlande. — L'Allemagne acquiert une petite île finlandaise située dans le golfe de Finlande à 200 kilomètres de Petrograd.

— *Helsingfors :* Les min. des Aff. étrangères du Danemark, de la Norvège, de la Suède et de la Finlande affirment dans une déclaration publique leur collaboration étroite dans le domaine culturel, économique et politique (20-22 février).

Roumanie. — *Bucarest :* Conférence de l'Entente balkanique (20-22 février) ; les membres du Conseil permanent constatent l'identité de leur politique attachée à l'idéal de la paix, réaffirment leur étroite solidarité, décident en principe la reconnaissance de Franco, mais chaque Etat demeurera libre de procéder à cette reconnaissance au moment jugé favorable, et déclarent qu'ils maintiendront les frontières actuelles de leurs pays.

Mardi 21 février.

France. — *Paris :* Accord entre le gouvernement français et l'Iran pour la reprise des relations diplomatiques rompues le 28. 12. 38 par suite d'incidents de presse.

Allemagne. — *Berlin :* Création du premier « Champ des aïeux », cimetière où les morts seront ensevelis selon le rite purement germanique préconisé par l'école de Ludendorf.

Belgique. — *Bruxelles :* M. Hubert Pierlot, catholique, forme le nouveau Cabinet qui comprend 3 catholiques, 3 socialistes, 5 techniciens.

Chine. — Neuf appareils japonais bombardent le territoire britannique aux environs de Hong-Kong ; protestation de l'Angleterre.

Espagne. — *Barcelone :* Entrée solennelle du généralissime Franco.

Grande-Bretagne. — *Londres :* A la Chambre des Communes, clôture du débat sur les crédits de la défense nationale ; M. N. Chamberlain ne croit pas qu'il y ait actuellement une confiance suffisamment établie pour qu'une Conférence sur les armements puisse donner des résultats positifs.

— *Newcastle :* Lancement du cuirassé *King-George-V* de 35 000 tonnes.

Italie. — *Rome :* Signature d'un accord italo-allemand intéressant le trafic touristique.

Mercredi 22 février.

France. — *Collioure :* Mort du poète espagnol Antonio Machado y Ruiz, né à Séville le 26. 7. 75, vice-consul du Guatemala à Paris, 1900, prof. de littérature française à l'Institut de Soria, 1907-17, à Baenza, à Ségovie et à Madrid ; collaborateur à *Horas de Espana ;* auteur de *Campos de Castilla ; Canciones del Duero ; Soledades ; Soledades, galerias y otros poemas ; Canciones y dedicatorias*, etc.

— *Paris :* Au dîner de l'American Club pour célébrer l'anniversaire de la naissance de George Washington, M. E. Daladier déclare dans un discours radiodiffusé : « La France ne cédera jamais ni à la menace de la force ni au chantage de la ruse ».

Allemagne. — *Berlin :* Ordonnance du Dr Wilhelm Frick, min. de l'Intérieur, privant de leurs droits de citoyens tous les Allemands qui s'engagent dans la Légion étrangère française étant en pleine possession de leurs facultés mentales.

Inde. — *Calcutta :* Mort de Michael-Herbert-Rudolph Knatchbul, lord Brabourne, né le 8. 5. 95, servit pendant la grande guerre, 1915-18, député de Ashford, unioniste, 1931-33, secrétaire parlementaire au min. de l'Inde, 1932-33, gouverneur de Bombay, 1933-37, gouverneur du Bengale depuis 1938.

Turquie. — *Ankara :* Le gouvernement reconnaît officiellement le gouvernement Franco.

Jeudi 23 février.

France. — *Laval :* Mort de Mgr Eugène-Jacques Grellier, né à Joué le 3. 1. 50, vicaire général, élu év. de Laval, 21. 2. 1906, démissionnaire et promu archev. tit. de Césarée de Cappadoce, le 18. 6. 36.

— *Monticeau-les-Mines :* Explosion dans le puits Darcy ; 15 morts, 10 blessés.

— *Paris :* Mort du sculpteur Jules Coutan, né à Paris en 1848, collabora à la décoration des Expositions de 1889 et de 1900, directeur des travaux d'art à la manufacture de Sèvres, 1892-96, élu membre de l'Acad. des beaux-arts, section de sculpture, 1900, prof. à l'Ecole des beaux-arts, 1905 ; auteur du *monument à la gloire de la Constituante* à Versailles, d'un *Eros*, d'une *Porteuse de pain*, de nombreuses statues.

Allemagne. — *Berlin :* Décret ordonnant à tous les Israélites de déposer dans un délai de deux semaines aux caisses des Monts-de-piété tous leurs objets d'or, d'argent, de platine, leurs pierres précieuses, leurs perles, etc.

Espagne. — *Burgos :* Les Pays-Bas et la Grèce décident de reconnaître le gouvernement de Franco.

Grande-Bretagne. — *Londres :* A la Chambre des Lords, lord Halifax, secrétaire d'Etat pour les Aff. extérieures, affirme que l'entente franco-anglaise est complète et précise que cette solidarité ne constitue aucune menace contre une tierce partie.

Irak. — *Bagdad :* Dissolution du Parlement à la suite de difficultés qui ont surgi au sujet de la collaboration avec le gouvernement.

Russie. — L'armée soviétique prête le nouveau serment militaire.

Syrie. — *Damas :* M. Loufti Haffar forme le nouveau Cabinet.

Vendredi 24 février.

FRANCE. — *Chambre* : M. E. Daladier annonce son intention de proposer au Conseil des ministres du 27 février la reconnaissance *de jure* du gouvernement du général Franco et est approuvé par 323 voix contre 261.

— *Paris* : Mort du Dr Antoine Béclère, né à Paris en 1856, médecin des hôpitaux, 1896, membre de l'Acad. de médecine, section des sciences biologiques, 1908, et de l'Acad. de chirurgie ; travaux sur les maladies infectieuses, un des initiateurs en matière de radiologie ; fixa les règles de la nouvelle méthode de diagnostic et découvrit le traitement de plusieurs tumeurs par la radiothérapie.

— *Roubion* (Alpes-Maritimes) : Un avion allemand se rendant de Majorque en Allemagne s'écrase dans la vallée de la Tinée ; le pilote et dix officiers allemands de l'air sont carbonisés.

BELGIQUE. — *Bruxelles* : Mort du colonel Van Gèle, âgé de 81 ans, un des compagnons de Stanley dans l'exploration du Congo, chef du poste des Stanley-Falls, 1884, assura la souveraineté de l'Association internat. sur d'immenses territoires le long du Congo, explora l'Oubanghi, reconnut les cours de l'Uele et de l'Oubanghi, anc. vice-gouverneur du Congo.

GRANDE-BRETAGNE. — *Ripon* : M. C. York, conservateur, est élu député par 23 257 voix contre 10 213 à M. J. Hall, travailliste.

HONGRIE. — *Budapest* : Le comte Csaky, min. des Aff. étrangères, signe l'adhésion de la Hongrie au pacte antikomintern. — Le gouvernement dissout le parti national-socialiste du commandant Szalassy.

ITALIE. — *Rome* : Mort de Mgr Vincenzo Migliorelli, né à Urbisaglia le 3. 9. 73, archipr. de Macerata, élu év. de Norcia, 21. 7. 16, transféré à San Severino et Treja, 10. 8. 27, démissionnaire et transféré à l'év. tit. de Samos, 27. 2. 30, chanoine de Saint-Jean de Latran.

MANDCHOURIE. — *Hsin-King* : Le gouvernement adhère au pacte antikomintern.

POLOGNE. — A Varsovie et à Poznan, les étudiants manifestent contre l'attitude des autorités nationalsocialistes de Dantzig à l'égard des Polonais.

Samedi 25 février.

FRANCE. — *Paris* : Mort de Charles Blondel, né à Lyon le 10. 10. 76, anc. élève de l'Ecole normale supérieure, prof. à la Faculté des lettres de Strasbourg, puis à la Sorbonne ; auteur de *La conscience morbide* ; *La psychophysiologie de Gall* ; *La psychanalyse* ; *L'introduction à la psychologie collective* ; *La psychologie de Proust* ; *Le suicide* ; *Les réflexions sur la schizophrénie* ; *Les automutilateurs*, etc.

ESPAGNE. — *Burgos* : Signature des protocoles qui forment l'accord franco-espagnol.

MALTE. — *La Valette* : Le gouverneur sir Charles Bonhan-Carter promulgue la nouvelle Constitution qui prévoit la création d'un Conseil du gouvernement qui représentera le peuple par des délégués élus.

MEXIQUE. — Violent combat à Paloma-Sola dans l'Etat de Sinalova, entre des rebelles et la troupe ; 27 morts.

POLOGNE. — *Varsovie* : Le comte G. Ciano, min. des Aff. étr. d'Italie, confère avec M. Beck, min. des Aff. étr. de Pologne (25 février-1er mars) ; constatent l'esprit d'amitié qui anime les deux pays et sont d'accord pour continuer à développer leur collaboration amicale, basée sur les affinités d'intérêts communs.

SUISSE. — *Genève* : Congrès de l'Entente internat. anticommuniste ; expose les événements espagnols et dénonce les méfaits et les crimes du communisme.

Dimanche 26 février.

FRANCE. — *Lille* : Au Congrès de l'Union départementale des Syndicats du Nord la demande de parité de représentation des points de vue au sein de l'organisme dirigeant de l'Union formulée par les communistes est repoussée par 1541 voix contre 1319 ; vote de résolutions sur l'aide à l'Espagne et sur le plan de la C. G. T.

— *Paris* : Le président de la République espagnole, M. Manuel Azana, quitte la capitale pour se rendre à Collonges-sous-Salève. — A Notre-Dame, première Conférence de Carême de M. le chanoine Georges Chevrot sur les fondements de la discipline chrétienne.

RUSSIE. — *Moscou* : Mort de Nadiejda Contantinovna Kroupskaïa, âgée de 70 ans, veuve de Lénine, compta parmi les fondateurs de la Ligue pour la lutte et la libération de la classe ouvrière, exilée en Sibérie, 1896-99, secrétaire de l'*Iskra* ; auteur de livres sur l'éducation et d'un ouvrage sur Lénine.

SALVADOR. — *San Salvador* : Le général Maximiliano Hernandez Martinez est réélu président de la République.

TUNISIE. — *La Manouba* : Mort de S. A. Mahmoud bey, né en 1866, cousin germain du bey de Tunis, héritier présomptif.

Lundi 27 février.

FRANCE. — *Collonges-sous-Salève* : M. Manuel Azana adresse à M. Diego Martinez Barrio une lettre lui notifiant qu'il donne sa démission de président de la République espagnole.

— *Paris* : Le Conseil des ministres décide la reconnaissance *de jure* du gouvernement du général Franco.

BELGIQUE. — *Bruxelles* : Le Cabinet Hubert Pierlot démissionne sans attendre le vote de la Chambre, par suite du désaccord persistant entre MM. Pierlot et Camille Gutt d'une part, et les ministres socialistes d'autre part, sur la politique de déflation.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres* : A la Chambre des Communes, M. N. Chamberlain annonce la reconnaissance de *jure* du gouvernement de Burgos.

PALESTINE. — Des terroristes juifs lancent des bombes dans les souks de Jaffa, à Jérusalem, à Tel-Aviv ; 32 Arabes tués ; 50 Arabes et 3 juifs blessés.

Mardi 28 février.

FRANCE. — *Chambre* : Démission de M. Alfred Wallach, député de Mulhouse, républicain de gauche, pour raison de santé.

— *Paris* : M. Quinonès de Leon, représentant du général Franco, prend possession de l'Ambassade de l'avenue George-V. — Réunion constitutive du Centre économique franco-allemand, dont le but est de développer les échanges et d'améliorer les relations économiques entre la France et l'Allemagne ; M. Pierre Baudoin-Bugnet, député du Doubs, est nommé président du bureau du Comité directeur

ESPAGNE. — *Burgos* : Le gouvernement est reconnu par la Yougoslavie, l'Australie et le Paraguay.

— *Madrid* : Le général Miaja renonce au commandement de l'armée.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres* : La Chambre des Communes approuve la reconnaissance du gouvernement de Franco par 344 voix contre 137. — Le duc d'Albe prend possession de l'ambassade d'Espagne.

JAPON. — *Tokio* : Promulgation d'une nouvelle loi sur l'immigration applicable à tous les étrangers, y compris les juifs.

Mercredi 1er mars.

SAINT-SIÈGE. — 62 cardinaux entrent en Conclave pour l'élection du nouveau Pape.

ESPAGNE — *Burgos* : Le gouvernement est reconnu par le Brésil et la Lituanie.

— *Madrid* : M. Diego Martinez Barrio assume les fonctions de président de la République.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres* : Signature d'un accord internat. relatif à la franchise douanière pour les carburants et les lubrifiants employés pour le trafic aérien.

JAPON. — *Ukinno* (près d'Osaka) : Destruction d'un grand dépôt de munitions ; 48 morts, 472 blessés.

ROUMANIE. — *Bucarest* : Signature de l'accord de la Commission européenne du Danube ; l'Allemagne entre dans cette Commission ; l'Italie adhère aux accords de Sinaïa du 19. 8. 38.

RUSSIE. — *Moscou* : Le Conseil des commissaires du peuple décide le rappel de son représentant au sein du Comité de non-intervention de Londres.

SUISSE. — *Montreux* : Ouverture de la Conférence européenne de la radiodiffusion.

Jeudi 2 mars.

SAINT-SIÈGE. — S. Em. le card. Eugenio Pacelli, secrétaire d'Etat, camerlingue, est élu Pape au troisième tour de scrutin ; il prend le nom de Pie XII. (Cf. *D. C.*, t. 40, col. 355-416.)

FRANCE. — *Paris :* Le Conseil des ministres nomme le maréchal Philippe Pétain ambass. de France à Burgos. — Mort de Gabriel Sallé, né à Courcouronne le 1. 4. 60, rédacteur en chef d'hebdomadaires conservateurs en Seine-et-Oise et en Eure-et-Loire, puis vice-président du Syndicat des journalistes français, administrateur de la Caisse des retraites, trésorier de la corporation des publicistes chrétiens.

— *Toulouse :* Mort de Marcelino Domingo, âgé de 66 ans, min. de l'Agriculture et de l'Education nationale dans le gouvernement Negrin à Madrid.

CANADA. — *Halifax :* Incendie de l'hôtel Queen ; 35 morts, 20 blessés.

CHILI. — *Santiago :* Mort du Dr Bautista Saavedra, né à La Paz le 13. 8. 70, prof. de droit, min. de l'Education, 1910, président de la République de Bolivie, 1921-25, puis ministre en Hollande, Belgique et Suisse, en exil depuis 1937.

CHINE. — Le maréchal Tchang-Kaï-Chek fait transporter les services ministériels de Chung-King à Kun-Ning.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres :* Mort de l'égyptologue Howard Carter, né à Swaffham en 1873, découvrit et explora de nombreux tombeaux dans la vallée des rois en Egypte, auteur de *The tomb of Thothmes IV ; Tomb of Hatshepsut ; Five Years Explorations Thebes ; The Tomb of Tut-Ankh-Amen, 1923 ;* nombreux rapports ou communications aux journaux d'archéologie.

Vendredi 3 mars.

SAINT-SIÈGE. — Premier message de S. S. Pie XII au monde : message de paix. (Cf. *D. C.*, t. 40, col. 355.)

FRANCE. — *Paris :* Mort de Mgr Maurice Clément, né à Enghien le 26. 6. 65, chanoine titulaire et vicaire général de Paris, élu év. de Monaco, 25. 4. 24, démissionnaire et nommé év. tit. d'Algiza, 2. 3. 36.

— *Vaylats :* Mort de Mgr Joseph-Lucien Giray, né à Thanas le 21. 3. 64, prof. de rhétorique au Petit Séminaire de Rondeau, curé de Ville-sous-Anjou, recteur de Notre-Dame de La Salette, vicaire général, élu év. de Cahors, 15. 2. 18, démissionnaire et promu archev. tit. de Sélymbia, 15. 2. 36.

EGYPTE. — *Alexandrie :* Mort du patriarche grec orthodoxe Nicolas II.

GRANDE-BRETAGNE. — *Londres :* Sir Maurice Drummont Peterson est nommé ambassadeur à Burgos.

Samedi 4 mars.

FRANCE. — *Paris :* Session du Conseil national du parti socialiste (4-5 mars) ; il estime que le groupe parlementaire doit s'efforcer de reconstituer une majorité conforme au vœu du suffrage universel et aux véritables intérêts du pays ; il considère que l'unité d'action pourrait être un utile moyen de défense si la République était mise en péril comme elle le fut en 1934, mais actuellement il estime que le parti doit rester lui-même et apporter le plus de clarté possible dans sa politique et son action ; il s'élève contre la reconnaissance sans conditions du général Franco et se prononce pour une conférence internat. de la paix.

ESPAGNE. — *Burgos :* Le gouvernement nomme ambassadeur à Paris M. José-Félix Lequerica y Erquiza, journaliste, avocat, maire de Bilbao. — Un décret rétablit l'exemption de la contribution foncière applicable aux biens de l'Eglise.

— *Madrid :* Le Dr Juan Negrin prend le commandement direct de l'armée dans la zone gouvernementale.

ETATS-UNIS. — *Washington :* A la cérémonie commémorative du 150e anniversaire de la réunion du premier Congrès américain, le président F. Roosevelt, devant le Sénat, la Chambre, la Cour suprême et tous les représentants du pouvoir, prononce un discours radiodiffusé où il défend les droits intangibles de la conscience humaine, la liberté de la religion et affirme la foi des Américains dans les libertés définies par la Constitution et la Charte des droits.

ITALIE. — *Lanciano :* Mort de Mgr Nicolas Piccirilli, né à Chieti le 16. 10. 55, élu archev. de Santa Severina, 30. 11. 96, transféré à Conza, 14. 11. 1904, transféré à Lanciano, 25. 4. 18, nommé administrateur de Vasto, 11. 3. 19.

POLOGNE. — *Varsovie :* M. Grégoire Gafenco, min. des Aff. étrangères de Roumanie, confère avec M. Joseph Beck (4-6 mars) ; ils examinent tous les problèmes découlant de l'alliance polono-roumaine, constatent leur complet accord et établissent une coordination de leur action dans les affaires politiques et économiques intéressant les deux pays alliés.

RUSSIE. — *Moscou :* M. Chouravlev est nommé chef de la Guépéou ; arrestation de M. Sapoçhnikoff, chef du bureau politique de la marine de guerre.

Dimanche 5 mars.

ALLEMAGNE. — *Leipzig :* A l'occasion de l'ouverture de la Foire, M. Joseph Goebbels, min. de la Propagande, insiste sur le fait que le Reich ne possède pas les colonies dont il a besoin ni de l'espace vital suffisant pour assurer sa subsistance.

ESPAGNE. — *Cartagène :* Tentative de soulèvement aussitôt réprimée par les troupes gouvernementales.

— *Madrid :* Un Conseil de la défense nationale présidé par le colonel Sigismundo Casado se substitue au gouvernement présidé par Negrin.

HONGRIE. — *Veszprem :* Mort de Mgr Ferdinand Rott, né à Bodenstadt le 23. 12. 69, chanoine de Gran, prélat de Sa Sainteté, élu év. de Veszprem 12. 7. 17, sénateur de droit.

INDE. — *Bénarès :* Troubles dans la Ville Sainte ; les soldats doivent faire usage de leurs armes ; 35 morts, 200 blessés.

Lundi 6 mars.

FRANCE. — *Cannes :* Mort du patriarche Miron Cristea, président du Conseil roumain, né à Toplitza le 18. 7. 68, étudie la théologie à Sibiu et les lettres à Budapest, professeur, entra dans les Ordres, 1902, directeur de l'organisation culturelle des Roumains de Transylvanie, sacré év. orthodoxe de Caransebes, 1909, prit une part active au mouvement nationaliste roumain dans sa province natale, métropolite, 1920, patriarche, 1925, un des trois régents de la Roumanie, juillet 1927-juin 1930, premier ministre depuis le 10. 2. 38, fonda la Faculté de théologie de Chisinau, l'Institut biblique de l'Eglise orthodoxe, édita en 1927 une traduction nouvelle du Nouveau Testament, introduisit le calendrier occidental en Roumanie le 1. 10. 34 ; funérailles nationales à Bucarest le 14. 3. 39.

— *Paris :* Au Comité de défense du petit commerce, M. Paul Reynaud, min. des Finances, fait le bilan du redressement économique et financier accompli depuis quatre mois, et M. Fernand Gentin, min. du Commerce, expose les mesures prises par le gouvernement en faveur du commerce de détail. — M. Bernard Lyot (né le 27. 2. 97, anc. élève de l'Ecole supérieure d'électricité, docteur ès sciences physiques, astronome-adjoint à l'Observatoire de Meudon ; réalisa un dispositif électrique permettant à un navire de suivre un navire pilote par brume ou pendant la nuit sans émettre aucun signal pouvant être perçu par l'ennemi ; auteur d'un enregistreur de la déclinaison magnétique, d'un polarimètre très lumineux et d'un coronagraphe pour études de la couronne et des protubérances solaires) est élu membre de l'Acad. des sciences, section d'astronomie, en remplacement du comte Aymar de La Baume-Pluvinel, décédé le 21. 7. 38.

BELGIQUE. — *Bruxelles :* Après les tentatives infructueuses de MM. Hubert Pierlot et Eugène Soudan et devant l'impossibilité de former un Cabinet susceptible de rallier une majorité stable, le roi Léopold III dissout le Parlement ; élections le 2 avril.

ESPAGNE. — *Carthagène :* La flotte gouvernementale (3 croiseurs et 8 contre-torpilleurs) quitte le port et se dirige sur Bizerte.

— *Madrid :* Le général José Miaja prend le pouvoir ; les troupes occupent une partie du quartier général des communistes qui résistent à la Junte nationale ; le Dr Negrin, M. Alvarez del Vayo et les membres de son Cabinet démissionnent et gagnent Toulouse par avion.

ROUMANIE. — *Bucarest :* M. Armand Calinesco, min. de l'Intérieur, est nommé premier ministre.

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse » (Ste Anme), 5, rue Bayard, Paris-8e. — *Le gérant :* L. VINCENT.